

Etude comparée d'un Régime économique libéral, socialiste ou corporatif

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Maurice-Benoît BLOCH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LESCURE, Professeur

Suffragants : MM. BAUDIN, Professeur
DOLLEANS, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Étude Comparée
d'un Régime Économique Libéral,
Socialiste ou Corporatif

Etude comparée d'un Régime économique libéral, socialiste ou corporatif

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Maurice-Benoît BLOCH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LESCURE, Professeur

Suffragants : MM. BAUDIN, Professeur
DOLLEANS, Professeur

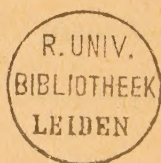
PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1939

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Du point de vue politique, l'on peut répartir les doctrines en deux grandes catégories : doctrines individualistes et doctrines étatistes, dont on trouve l'application dans les régimes de démocratie directe ou représentative, pour les premières, et dans les régimes autoritaires, de dictature d'un homme ou d'une classe, dans les secondes.

Du point de vue économique, l'on peut distinguer trois conceptions principales d'aménagement de la production et des échanges ; régimes économiques permettant l'application de régimes politiques foncièrement opposés.

Le régime libéral a pour principe de laisser le maximum de liberté aux individus ; il prétend que les divers intérêts privés, finissant par s'harmoniser, concourent à l'accroissement du bien-être général. D'abord fondé sur des affirmations optimistes discutables, le libéralisme tend actuellement à se fonder sur l'observation des phénomènes économiques et sur la science mathématique. Son but est d'accorder la primauté à l'individu.

Les régimes politiques d'autorité, étatistes ou interventionnistes, se traduisent par les deux doctrines économiques : socialisme et corporatisme.

Le régime socialiste se propose de pourvoir aux besoins des individus par une meilleure répartition des biens matériels ; il suppose un bouleversement total des règles de vie existant sous un régime libé-

ral, par l'abolissement du régime juridique de propriété privée et de sa conséquence économique, le capitalisme ; la toute-puissance appartient à l'Etat chargé de réaliser directement la justice sociale.

Intermédiaire entre le libéralisme et le socialisme et guidé par la recherche de la stabilité sociale, fondé sur la sécurité de la condition des travailleurs, le corporatisme se rapproche du socialisme par la défiance qu'il manifeste à l'égard du « libéralisme anarchique », de cette forme matérialiste de régime économique, d'où ne peut se dégager raisonnablement l'intérêt général ; il s'éloigne du socialisme par son respect pour le régime de propriété privée et de maintien de classes sociales, travailleurs et « donneurs de travail » ; dans ce régime, c'est le groupe (corporation) qui a tout pouvoir pour régir la vie économique.

A la différence du libéralisme et du socialisme, il se place sur le plan national et repose sur une mystique nationaliste, qui proscriit formellement toute lutte de classes.

Etroitement dépendants de la conception que nous pouvons nous faire de la condition humaine et de son progrès, ces trois régimes ont trouvé pour des motifs variés d'ardents défenseurs et essuyé le feu de véhéments critiques ; notre rôle ne sera pas ici de rechercher leur valeur politique ou sociale, mais seulement économique, qui se dégagera de l'étude des doctrines et de la réalité des faits.

PREMIÈRE PARTIE

LE LIBÉRALISME

La liberté du travail et celle de la concurrence, qui supposent la propriété privée, forment les caractéristiques du régime économique libéral.

— Un tel régime est-il viable, en l'absence de toute règle apparente ? A cette question fondamentale, les économistes et l'expérience ont affirmativement répondu. L'économie libérale s'est révélée capable d'agencer la production et les échanges, non par un plan défini mais de façon organique, spontanée. — Comment expliquer ce mystère ? C'est ce à quoi se sont employés les économistes par des observations et des constructions intéressantes.

Nous allons passer à l'exposé rapide des traits essentiels des doctrines libérales au siècle dernier, puis nous insisterons davantage sur la doctrine libérale récente, et nous essaierons, enfin, de juger de leur valeur dans l'application concrète.

*
**

Le trait commun des économistes libéraux se trouve dans cette proposition que « l'effort *individuel*, agissant *librement*, constitue, en général, le

moyen le plus efficace de pourvoir aux besoins des hommes. Le but étant la satisfaction des besoins des individus, ceux-ci ont plus de chance de l'apercevoir clairement qu'une autorité quelconque. Comme moyen, la libre concurrence est le meilleur stimulant et donne la direction du mouvement économique aux plus aptes, non pas toujours, mais plus souvent que ne ferait l'hérédité du pouvoir ou l'élection.

Les économistes libéraux sont convaincus que la science constate l'existence effective de *lois* économiques, fondées sur la nature même de l'esprit humain, tel que l'observation nous le montre. » (1)

(1) Gide et Rist. Histoire des doctrines économiques.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE

SECTION I. — *Premières théories*

Quand apparurent, sous le règne de Louis XV, les doctrines physiocratiques, l'économie française ne cessait de se développer. Elle subissait avec une impatience et une gêne croissantes les multiples réglementations économiques, qui formaient autant d'obstacles à la libre circulation des produits et compartimentait très étroitement, sur les deux plans économique et géographique à la fois, les échanges. Trop étroitement corsetée, l'économie se mourait d'asphyxie ; un besoin grandissant d'expansion se faisait de plus en plus impérieusement sentir.

C'est alors que, combattant au nom de la Nature la vieille théorie des mercantilistes, les *Physiocrates* tentèrent d'ouvrir de nouveaux débouchés à l'agriculture.

De l'ordre naturel qu'ils considéraient comme le meilleur, car voulu par Dieu, ils tirèrent tous leurs arguments contre l'arbitraire des gouvernements. Ils opposèrent cet ordre naturel « qui est évidemment le plus avantageux du genre humain » (1), aux réalités économiques du moment,

(1) Mercier de la Rivière : L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques, cité par Gide et Rist.

le donnant comme une fin à réaliser, considérant ainsi l'économie politique comme une science, régie par des lois, les lois naturelles.

Cette idée d'économie objective, soumise à un ordre préétabli et déterminant, les économistes postérieurs ne devaient plus la quitter et c'est pourquoi l'on peut considérer les Physiocrates comme les fondateurs de l'économie politique. Partant de cette idée que l'économie était une science naturelle, les Physiocrates ne tardèrent pas à en découvrir les lois (Quesnay, médecin du Roi, dans son « Tableau de la circulation des richesses », alla même jusqu'à assimiler le mécanisme économique au mécanisme biologique !) ; c'est ainsi qu'ils énoncèrent : la loi de consommation (l'homme doit utiliser les biens de la terre pour pouvoir vivre), — la loi de travail (pour produire ces biens, il doit travailler), ce qui n'est possible que s'il est libre (droit de propriété personnelle, mobilière et foncière), « tout serait perdu, si la propriété des fruits n'était pas assurée comme celle du fonds, comme celle même que chaque individu a sur sa personne » (Dupont de Nemours).

Lorsque l'homme s'écarte de ces lois, il en est puni : l'agriculteur français, réclamant la taxation du blé, viole la loi naturelle et ne parvient plus à vendre ses récoltes, cependant que sur les marchés clandestins les céréales sont cédées à un cours inférieur.

Les Physiocrates sont donc libéraux afin de se rapprocher le plus possible de l'ordre naturel.

Pour *Adam Smith*, le monde s'organise spontanément, instinctivement, naturellement. De l'action de millions d'individus mus par leur seul intérêt personnel, se ruant à la satisfaction de leurs be-

soins particuliers, sans souci d'aucune coordination de leur activité, va résulter un ensemble viable. De toutes les forces d'intérêts contradictoires, de tous les appétits en présence, sans aucune recherche de l'intérêt général, va naître une économie spontanée, naturelle, permettant de libres échanges, une économie à la fois créée et créatrice, en un mot : organique.

Il est indispensable de remarquer que cette spontanéité, Smith ne la postule pas dès le début de son œuvre, mais qu'il la *trouve* constamment au cours de ses études des phénomènes économiques, l'observe partout et est, par là même, amené à conclure à l'organisation naturelle de l'économie. Quel en est le secret, l'origine ? — Tout simplement l'intérêt personnel, non pas malgré lequel, mais par lequel tout s'organise, du point de vue économique, pour le mieux.

C'est ainsi que la division du travail est-elle « originairement l'effet d'une sagesse humaine quelconque, qui prévoit et prend pour but l'opulence générale qui en résulte » ? — Pas le moins du monde. « C'est, dit Smith, la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'une certaine tendance de la nature humaine qui n'a point en vue une utilité aussi étendue : la tendance à troquer... à échanger une chose contre une autre » (2), qui résulte de l'intérêt personnel : « l'homme a presque constamment l'occasion de recourir à l'aide de ses frères, et il serait vain de l'attendre de leur seule bienveillance. Il réussira mieux s'il parvient à intéresser leur amour-propre en sa faveur et à leur montrer qu'il est conforme à leur avantage de faire ce qu'il leur demande. Quiconque offre à une autre

(2) *Wealth of Nations*, cité par Gide et Rist.

personne une affaire quelconque, lui fait la proposition suivante : donnez-moi cet objet dont j'ai besoin, et vous recevrez en échange celui-là qui vous est nécessaire. C'est le sens de toute offre et c'est de cette manière que nous obtenons les uns des autres de beaucoup la plus grande partie des bons offices dont nous avons besoin. Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais de la considération qu'ils ont de leurs propres intérêts. Nous nous adressons non à leur humanité, mais à leur amour-propre et nous ne leur parlons jamais de nos propres nécessités, mais de leurs avantages » (3).

De même, la monnaie est sortie d'un instinct collectif : « Chaque homme prudent, à chaque période de la société, a dû naturellement s'efforcer d'arranger ses affaires de telle sorte qu'il eût toujours à sa disposition, outre les produits spéciaux de son industrie, une certaine quantité de tel autre objet, qu'il imaginait de nature à ne pas être refusé par ceux auxquels il demandait en échange les produits de leur propre industrie ».

C'est encore spontanément que s'accroît le capital qui permet l'expansion de l'industrie : « le principe qui pousse à l'épargne, c'est le désir d'améliorer notre condition, un désir qui, quoique généralement calme et sans passion, nous accompagne depuis le sein de notre mère et ne nous quitte pas jusqu'à la tombe. Or, une augmentation de la fortune est le moyen par lequel la plupart des hommes se proposent et souhaitent d'améliorer leur condition. C'est le moyen le plus ordinaire et qui

(3) Mandeville : « La Fable des Abeilles », cité par Baudin.

se présente le premier à l'esprit, et le meilleur moyen d'augmenter leur fortune est, pour les hommes, d'épargner et d'accumuler une partie de ce qu'ils gagnent. » Ce désir est si puissant que : « l'effort uniforme, constant et ininterrompu de chaque homme pour améliorer sa condition, — ce principe d'où dérive originairement l'opulence nationale et publique, aussi bien que l'opulence privée, — est fréquemment assez puissant pour maintenir le progrès naturel des choses vers le mieux, malgré les extravagances des gouvernements et les plus grandes erreurs d'administration. Comme le principe inconnu de la vie animale, il rend souvent à la constitution sa santé et sa vigueur, non seulement malgré la maladie, mais en dépit des absurdes prescriptions du médecin. »

L'adaptation de l'offre à la demande, de la production à la consommation s'opère, elle aussi, naturellement : « si la quantité de marchandises apportée sur le marché dépasse la demande effective, elle ne peut être complètement vendue à ceux qui sont disposés à payer la valeur entière de la rente, des salaires et du profit qu'elle coûte pour y être apportées. Il faut en céder une partie à ceux qui sont disposés à payer moins, et le bas prix qu'ils en donnent doit réduire le prix de tout le stock. Le prix du marché descendra plus ou moins au-dessous du prix naturel suivant que l'excès de marchandises accroît plus ou moins la concurrence des vendeurs, ou suivant qu'ils sont plus ou moins pressés de se débarrasser de la marchandise. » Si la demande dépasse l'offre, l'inverse se produira. « Enfin, si la quantité apportée sur le marché suffit juste à satisfaire la demande effective et rien de plus, le prix du marché naturellement se trouve coïncider exactement, ou aussi exactement qu'on en

peut juger, avec le prix naturel. Toute la quantité disponible peut être vendue à ce prix, et pas plus cher. La concurrence des différents vendeurs les oblige tous à accepter ce prix, mais pas moins. » Ainsi « la quantité de chaque marchandise apportée sur le marché se conforme naturellement d'elle-même à la demande effective ».

Ceci grâce à l'intérêt personnel : « si, à un moment quelconque, la quantité offerte dépasse la demande effective, l'une ou l'autre des parties composantes du prix doit être payée au-dessous de son prix naturel. Si c'est le fermage, l'intérêt des propriétaires les poussera aussitôt à retirer une partie de leurs terres : et si c'est le salaire ou le profit, l'intérêt des ouvriers dans le premier cas, celui des employeurs dans le second, les poussera à retirer de cet emploi une partie de leur travail ou de leur capital. Bientôt la quantité apportée sur le marché ne dépassera plus ce qui est suffisant pour satisfaire la demande effective. Toutes les différentes parties du prix remonteront à leur taux naturel et le prix tout entier reviendra à son niveau naturel. » De cette façon, la production est constamment adaptée à la demande effective.

Il en va de même de la population dont la croissance est réglée par le taux du salaire : « C'est de cette manière que la demande d'hommes, comme celle de toute autre marchandise, règle nécessairement la production des hommes, la hâte lorsqu'elle est trop lente et l'arrête lorsqu'elle va trop vite. »

En ce qui concerne la monnaie, Adam Smith combat la théorie des mercantilistes, dont le but est l'accroissement le plus grand possible du stock de métaux précieux, et préconise la libre application de la loi de l'offre et de la demande. La prospérité d'un pays naît de l'accroissement de ses échanges

et non pas de l'accumulation systématique de métaux précieux inemployés.

Quant à la monnaie de papier, la quantité de billets s'adapte spontanément à la demande par le mécanisme des prix : si les banques émettent plus de billets qu'il n'en est besoin pour la circulation, les prix s'élèveront, on achètera davantage à l'étranger et l'on rapportera les billets aux banques pour les échanger contre le métal, seul accepté à l'étranger.

Ainsi, à la différence des Physiocrates, Adam Smith conçoit l'ordre naturel *comme une donnée de fait* et non comme un idéal à réaliser. L'organisation économique spontanée, dérivant de l'intérêt personnel, voilà ce que l'on est bien forcé, selon lui, de constater. C'est à cet ordre naturel, fondement de l'économie, que les hommes sont obligés de soumettre leur action.

Pour J.-B. Say, qui fit connaître la doctrine d'Adam Smith en France, l'économie politique est uniquement théorique et descriptive, une science des lois. Il y a un *ordre naturel qui s'impose* : « Qui-conque agit en dépit de ses lois n'éprouve que désastres. » « Combattre les forces de la nature, c'est les employer contre soi. » Say se prononce pour la liberté du machinisme : « Une machine ingénieuse produit plus que l'intérêt de ce qu'elle a coûté ou bien fait jouir la société de la diminution de prix qui résulte du travail de la machine » (4).

Il est également partisan de la liberté de production, car, selon sa fameuse théorie des débouchés : « Les produits s'achètent avec des produits... Les échanges terminés, il se trouve qu'on a payé

(5) Les Harmonies économiques.

des produits avec des produits », la monnaie n'est qu'un intermédiaire.

Appliquant sa théorie des débouchés aux crises de surproduction, il ne considère comme possible qu'un engorgement partiel des marchés, mais non pas une surproduction générale. Les crises sont donc passagères ; il ne faut pas s'en préoccuper, mais continuer à produire.

Plus préoccupé du problème de la répartition des richesses que de leur production, *Ricardo* s'affirme, lui aussi, libéral, tant sur le plan intérieur qu'extérieur : « Dans les pays où le commerce est ouvert à la libre concurrence, les intérêts individuels et ceux de la communauté sont constamment en harmonie. »

Partisan du libre-échange, afin d'enrayer la hausse du blé et des salaires provoquant celle du taux des profits, il l'est aussi pour une autre raison : « C'est ainsi qu'en tirant tout le parti possible des bienfaits de la nature, on parvient à une meilleure distribution et à plus d'économie dans le travail. »

Le livre de *Bastiat*, « Les Harmonies économiques », constitue une apologie systématique du libéralisme. C'est qu'à son époque le machinisme naissant ouvrait l'ère des grands espoirs : diminution du travail et augmentation du confort général, cependant qu'il était l'objet des attaques des socialistes.

Bastiat défend farouchement l'ordre naturel, de caractère divin ; les intérêts personnels opposés construisent un équilibre conforme à l'intérêt général, c'est la doctrine de l'harmonie des intérêts. Cette *harmonie préétablie* apparaît partout ; c'est, par exemple, la théorie de la valeur, représentative du service rendu, rapport de deux services échan-

gés, la loi de l'utilité gratuite des biens fournis par la nature, — la loi de la rente (il en coûte de moins en moins à défricher des terres nouvelles), — la loi de répartition entre le travail et le capital (contre l'antagonisme supposé du profit et du salaire), — la loi de subordination du producteur au consommateur, c'est-à-dire de l'intérêt particulier à l'intérêt général, grâce aux lois de l'intérêt personnel, de la concurrence, de la valeur : poussé par l'intérêt personnel, le producteur doit se faire le serviteur avisé de ses concitoyens, son bénéfice est la récompense de son empressement à les bien servir ; par le jeu de la concurrence, il est forcé de satisfaire le plus économiquement possible à leurs besoins, car augmentant l'offre elle fait baisser les prix. Intérêt personnel et concurrence s'équilibrent : « Dieu, écrit Bastiat, qui a mis dans l'individualité l'intérêt personnel, qui, comme un aimant, attire toujours tout à lui, Dieu, dis-je, a placé aussi, au sein de l'ordre social, un autre ressort auquel il a confié le soin de conserver à ses bienfaits leur destination primitive : la gratuité, la communauté. Ce ressort, c'est la concurrence » (5).

Par la loi de solidarité enfin, chaque action se répercutant à l'infini, chacun est intéressé à favoriser la pratique du bien.

Dans ses « Principes d'Economie Politique » (1848), *Stuart Mill* a clairement énoncé les grandes lois de l'Ecole libérale, qui dès lors méritera complètement son appellation de « classique ».

Quelles sont les lois naturelles, dégagées des phénomènes économiques par le libéralisme ? —

(5) Harmonies économiques.

On peut les classer sous sept rubriques différentes (6).

C'est d'abord la loi *de l'intérêt personnel*, moteur de l'action ordinaire des hommes. Tout individu tente de s'enrichir le plus qu'il peut et poursuit la recherche de son intérêt particulier ; par exemple, lorsqu'il vendra un produit, il essaiera d'en tirer le prix le plus élevé possible d'un acheteur, qui, poursuivant de son côté la recherche de son intérêt personnel, tentera de le payer au prix le plus bas.

Cette loi hédonistique, de recherche de la richesse au prix du moindre effort, dérive de l'expérience ; c'est un principe d'action permanent et général, qui s'applique au commun des mortels et sur lequel se fonde l'école libérale, soucieuse avant tout de réalisme psychologique.

C'est ensuite la loi *de la libre concurrence*, selon laquelle les échanges doivent s'opérer sans contrôle de l'Etat, ni monopole privé. Sinon parfaite, cette règle d'organisation économique est, du moins, la meilleure : « Ceux qui l'affirment sont 19 fois sur 20 plus près de la vérité que ceux qui la nient. »

Grâce à elle, le consommateur paie les produits le meilleur marché, le progrès technique est stimulé et le profit diminue, tendant à se rapprocher du coût de la production : « La concurrence est au monde industriel ce que le soleil est au monde physique ! » « Tout ce qui limite la concurrence est un mal, tout ce qui l'étend, un bien en définitive. »

Une troisième loi donnée par Stuart Mill est

(6) Gide et Rist : Hist. des doct. économ.

celle de la *population* dont il faut, comme le préconise Malthus, limiter strictement le nombre. Mais Stuart Mill va plus loin encore que celui-ci, en demandant la prohibition légale du mariage des indigents.

En quatrième lieu vient la loi de *l'offre et de la demande*, fondement de la valeur de toutes choses : le prix se fixe à un niveau tel que les quantités demandées et celles offertes s'égalent. Cette loi explique les variations de prix, oscillant autour du prix idéal d'équilibre de l'offre et la demande, lequel ne représentera, en définitive, que le coût de production. Les oscillations des prix tendent régulièrement, en libre concurrence, vers ce point fixe, tout comme « l'Océan qui tend à prendre partout son niveau, mais ne le garde jamais exactement ». Cette loi de l'offre et la demande s'applique à la détermination, non seulement de la valeur des produits et des services, mais encore à celle de la monnaie : c'est la théorie quantitative de la monnaie.

Vient ensuite la loi du *salaire*, qui est régi aussi par une double loi : le salaire courant obéit à la loi de l'offre et de la demande, le salaire haussant avec la diminution de main-d'œuvre ou l'accroissement d'embauchage et baissant dans l'hypothèse inverse ; — le salaire naturel ou nécessaire, dérive du coût de la vie du travailleur (par une évolution parallèle à celle du prix des marchandises qui tend à représenter le coût de production). C'est la « loi d'airain » des socialistes, loi aveugle et automatique, le travail humain étant évalué comme une quelconque marchandise.

Selon la loi de la *rente*, quand il y a plusieurs produits identiques à coûts de production différents, c'est le plus élevé qui détermine le prix du produit ;

les producteurs à coût moins élevé profitent de la marge entre leur coût de production et leur prix de vente. Stuart Mill étend ainsi à l'industrie la loi de la rente agricole formulée par Ricardo. Il la reconnaît également valable dans le cas des capacités personnelles.

La loi du libéralisme appliqué à l'extérieur est celle de *l'échange international*. Selon Mill, l'échange est utile aux deux pays, en leur permettant une économie de travail, et il favorise même le pays pauvre, car le pays riche se trouve en mesure de fournir une plus grande quantité de produits en contre-partie. Rejetant la thèse de List sur la protection des industries nationales naissantes, Stuart Mill apparaît comme un libre-échangiste intégral : « les droits sur l'importation, lorsqu'ils ont pour but d'encourager quelques branches de l'industrie nationale, sont simplement malfaisants. Ils empêchent une économie de travail et de capitaux, qui, si on avait permis qu'elle se réalisât, serait partagée dans une proportion quelconque entre le pays qui importe et les pays qui achètent ces produits. »

La doctrine de Stuart Mille marque, dans le domaine des idées, l'apogée du libéralisme économique, que devait suivre de très près une doctrine contraire, le socialisme, né des abus de l'exploitation des travailleurs industriels, contrastant violemment avec la prospérité des patrons.

Mais si le libéralisme commença à être battu en brèche dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, il était encore solidement assis dans l'esprit des économistes et des gouvernants, et jusqu'à la veille de la grande guerre tout autre système, socialiste, — et encore plus, corporatif, — apparaissait comme pure utopie.

SECTION II. — *Les défenseurs récents du libéralisme*

Si bienfaisant qu'ait été au dix-neuvième siècle le régime économique libéral, on pouvait se demander si, actuellement, il trouverait encore d'ardents défenseurs, alors qu'à beaucoup, la sécurité et l'ordre paraissent préférables aux risques et à la liberté.

N'a-t-on pu prétendre, d'autre part, que « l'ère du monde fini commence » ? — Phrase mélancolique et qui, chez des économistes, dévoile l'angoisse de débouchés de plus en plus limités.

Il n'est pas douteux que le libéralisme, en temps que doctrine ancienne, ait perdu de sa force contagieuse et de son énergie convaincante ; le besoin de nouvelles théories, de nouvelles manières de penser, s'impose à toute époque, qui pour vivre spirituellement, doit s'efforcer d'apporter sa contribution au patrimoine reçu de ses prédécesseurs. Cette remarque générale s'applique avec plus de force encore dans le domaine économique, où des nécessités, non seulement spéculatives mais matérielles, obligent l'observateur à reviser sans cesse ses conclusions, à y renoncer ou les défendre pour de nouveaux motifs. La science économique, encore très jeune, est contrainte de ne se former que lentement et de rester soumise aux progrès successifs que lui apportent les travaux de chaque théoricien.

Ceci explique les variations notables dans l'application des phénomènes économiques que présentent les différentes théories libérales. Si certaines lois des classiques ont été reprises et expliquées scientifiquement par les libéraux récents, tel en France M. Colson, certaines autres, comme la loi régissant le taux des salaires, a été critiquée parce qu'elle ne rendant pas compte de la réalité : les inté-

rêts du travail et du capital sont solidaires, et plus celui-ci se développe, plus celui-là prospère. La prétendue théorie du « fonds des salaires », trop particulière, ne tient pas compte de l'équilibre économique général dont le salaire se trouve étroitement solidaire.

Pour bien montrer ce qu'est actuellement la théorie libérale orthodoxe, nous allons faire de larges emprunts au « Cours d'Economie Politique » de M. Colson.

Pour l'éminent professeur, l'économie politique est une science et cette science démontre que seul le libéralisme se trouve capable d'assurer un constant équilibre entre la production et la consommation ; seules les libertés du travail et de la concurrence, avec leur condition, la propriété privée, peuvent assurer un équilibre stable, une organisation satisfaisante de l'économie, permettant l'accroissement du bien-être général.

M. Colson présente et défend le libéralisme, non comme une organisation parfaite de la vie économique, mais comme la moins mauvaise, et répondant à la nature profonde de l'homme tel qu'il est, et non pas tel qu'il devrait être.

C'est donc au nom de la science qu'il préconise le libéralisme : les lois économiques sont analogues aux lois scientifiques, car elles sont certaines et permanentes. Leur caractère de certitude vient de ce qu'elles sont admises par la grande majorité des économistes : « Les désaccords ne sont ni plus nombreux ni plus graves que ceux qu'on rencontre dans les sciences expérimentales ». Leur caractère de permanence dérive de leur correspondance avec le fond de la nature humaine, qui paraît immuable :

« L'âme humaine, dont les dispositions déterminent les lois économiques, n'a guère changé dans son fond à travers les transformations sociales ».

Pour dégager l'essentiel de la doctrine libérale, nous allons exposer comment elle explique la production, les échanges, l'organisation spontanée de la vie économique sous un régime de libre concurrence, la répartition.

§ 1. — La production : liberté du travail et propriété individuelle

Les agents naturels, le travail et le capital constituent les trois facteurs principaux de la production. Parmi eux, le travail est « naturellement attaché à la personne humaine », ainsi que les richesses, qui doivent satisfaire à ses besoins ; de ces deux conditions naît la propriété, « droit reconnu à certains hommes de disposer de certaines richesses ».

Pour M. Colson, la liberté du travail est conforme à la justice : « Chaque homme est libre de travailler ou d'attendre la mort dans l'oisiveté », et il laisse « aux philosophes et aux moralistes le soin de démontrer l'exactitude de cette assertion à ceux qui la contesteraient ».

La propriété individuelle et transmissible, qui découle de la liberté du travail, est *juste*. Elle est *utile*, comme condition du bien-être général : l'expérience a démontré invariablement que le travail libre était plus productif que le travail forcé, et n'entraînait l'accumulation de capitaux que s'il était lié à des vues d'avenir : « Pour que les hommes s'imposent le travail prolongé et l'abstinence, au

lieu de vivre au jour le jour, il faut qu'ils soient assurés de disposer des biens qu'ils auront épargnés, et d'en disposer après eux comme de leur vivant. Leur activité est guidée et stimulée principalement par leur intérêt, et la propriété individuelle est nécessaire pour les inciter à constituer et à conserver des capitaux. Mais l'égoïsme que nous constatons très généralement est un égoïsme familial, au moins autant qu'individuel », ce qui montre l'utilité d'une propriété héréditaire.

Et l'auteur généralise son opinion en affirmant que. « ceux même qui ne possèdent rien ont intérêt à ce que les autres accumulent des richesses parce que le produit de leur propre travail s'en trouve accru. » Il conclut : « ce mode de répartition est le seul stimulant vraiment efficace que l'on ait imaginé jusqu'ici pour inculquer aux hommes l'ardeur du travail et la prévoyance... elle seule permet à l'homme laborieux et économe d'améliorer d'une manière durable sa position et celle des siens... ce n'est pas parce qu'elle existe que son maintien s'impose, c'est parce qu'elle est à la fois fondée sur la justice et profitable à tous les hommes, même à ceux qui ne possèdent pas ; enfin, parce que son développement est la condition essentielle du bien-être de tous et de toute la civilisation... pour que chacun reçoive une part suffisante, la première condition est que les produits obtenus par l'association de toutes les causes partageantes soient assez abondants ; il faut donc que la manière dont ceux-ci les partagent intéresse chacun d'eux à contribuer de son mieux à leur augmentation, et c'est à quoi aboutit le mode d'association qui se crée spontanément sous le régime de la liberté des contrats. »

Et M. Colson prohibe les dispositions législatives tendant à limiter l'accroissement des fortunes ou à menacer leur durée : la propriété doit être sûre et la prescription acquisitive, le plus souvent conforme à la vérité, l'est toujours à l'intérêt général.

§ 2. — Les échanges ; la valeur et les prix.

Loi de l'offre et de la demande

L'échange est la conséquence nécessaire de la liberté du travail (liberté d'offrir ou demander des services) et du droit de disposer des richesses. M. Colson commence par en souligner l'importance : la contrainte et le don ne tiennent qu'une faible place dans les relations économiques d'aujourd'hui, qui reposent ainsi presque uniquement sur le contrat : ... « C'est le contrat ayant pour objet l'échange de services ou de richesses qui constitue le fond des relations sociales d'ordre économique tendant à la satisfaction des besoins de chaque famille. »

L'auteur continue par la définition de la valeur : « La valeur d'une richesse ou d'un service, au point de vue économique, est son aptitude à procurer par voie d'échange une certaine quantité de richesses ou de services différents. » A la différence des socialistes, il fait reposer la valeur des marchandises et services non sur le travail, mais sur l'échange, notion qui comprend celles de rareté et d'utilité sans se confondre avec l'une ou l'autre, car la rareté et l'utilité ne tiennent pas compte de l'intensité des différents besoins de chaque personne : la valeur ne peut reposer que sur une appréciation à déterminer par l'échange... « la valeur d'un objet ou d'un service ne peut se concevoir que

par rapport à un objet ou à un service différents ». Ainsi définie, la valeur est une notion *toute relative* : « l'idée d'une valeur absolue est une idée contradictoire et dénuée de sens ».

M. Colson arrive ensuite à l'explication de la détermination des prix sous le régime de la libre concurrence. C'est la loi de l'offre et de la demande qui régit les rapports entre le vendeur et l'acheteur qui cherchent, en régime de libre concurrence, le premier à vendre le plus cher possible sans que sa marchandise lui reste, et le second à acheter au plus bas prix possible sans qu'un autre accepte l'offre à sa place : « par l'effet de la double concurrence qui s'établit entre les acheteurs d'une part, entre les vendeurs d'autre part, le prix de toute marchandise s'abaisse quand l'absence des offres et la rareté des demandes fait craindre à beaucoup de vendeurs de ne pas trouver preneur, et s'élève dans le cas contraire. C'est ce que l'on appelle la loi de l'offre et de la demande. » L'expérience et le raisonnement démontrent que : « il ne peut exister qu'un prix à la fois pour une même marchandise sur un même marché... il faut nécessairement, à tout moment, que la quantité vendue soit égale à la quantité achetée et que le prix d'achat soit égal au prix de vente, puisqu'une affaire ne peut se conclure sans contre-partie » ; d'où : « ... le cours qui s'établit sur le marché est le prix pour lequel l'offre est égale à la demande ».

L'application de la loi de l'offre et de la demande a pour résultat un équilibre stable : l'offre et la demande non seulement se trouvent en équilibre, mais tendent encore à rétablir leur équilibre si une circonstance vient à le troubler.

M. Colson insiste enfin sur le caractère « com-

préhensif » de la loi de l'offre et de la demande et de la théorie de la valeur : l'offre et la demande sont « le résultat total de toutes les causes qui peuvent agir sur la détermination des prix, du moment où ceux-ci sont fixés par le libre accord des contractants ».

Il reconnaît qu'il existe, en dehors de l'offre et de la demande, de nombreuses autres causes capables de modifier les déterminations des hommes, tels les idées, sentiments d'une époque, influence du milieu, mais leur action se manifeste toujours et uniquement par le jeu de l'offre et de la demande en incitant un individu à acheter ou à vendre : « ainsi, ce que les économistes veulent dire quand ils enseignent que la loi de l'offre et de la demande règle seulement les prix, c'est que l'offre et la demande résument et englobent les effets de toutes les influences susceptibles de modifier les prix, que ces influences n'agissent réellement que dans la mesure où elles modifient les conditions de l'offre ou celles de la demande, en sorte que ces conditions déterminent seules, pour chaque marchandise et chaque service, le prix de vente et la quantité vendue à une époque et dans un lieu déterminé. »

§ 3. — La direction de l'activité humaine
par les prix : l'organisation spontanée
de la vie économique
sous le régime de la libre concurrence

C'est par le mécanisme des prix qu'est dirigé l'ensemble du mouvement économique :

« Dans l'économie en nature, où des groupes produisant chacun ce qui est nécessaire à ses pro-

pres besoins sont juxtaposés en quelque sorte sans que leurs intérêts s'entremêlent, on conçoit que la direction indépendante donnée à chacun d'eux par ses chefs suffise pour assurer l'existence de tous les hommes ; dans le régime de la production pour la vente, aujourd'hui de plus en plus prépondérant, le problème de l'adaptation de la production aux besoins qui, au fond, constitue toute l'économie politique, devient infiniment complexe, et l'on se demande comment il peut se résoudre sans aucune direction d'ensemble. En effet, ce sont *les prix* qui guident l'action libre de chaque individu cherchant à utiliser ses ressources et ses facultés dans un emploi spécial au mieux de ses intérêts propres. Or, il se trouve qu'ils guident cette action précisément comme il convient pour qu'elle contribue à faire arriver, pour chaque consommateur, les objets infiniment divers dont il a besoin, à mettre à sa disposition les services qu'il désire à peu près dans les proportions où il a les moyens et la volonté de les acquérir. L'expérience montre qu'ils conduisent à ce résultat mieux que ne pourrait le faire l'organisme le plus savamment combiné par le mécanisme que nous avons décrit dans le présent livre et que nous allons résumer. » On ne peut mieux exposer la substance de la théorie libérale qui gravite autour de ce noyau central : l'adaptation la meilleure possible de la production à la consommation par le libre jeu du mécanisme des prix.

De même, en ce sens, M. Jacques Rueff : pour qui la production « est constamment adaptée à la volonté des hommes par ce *plébiscite permanent* que constitue le mécanisme des prix ».

M. Colson résume alors le mécanisme de l'action des prix sur la production et les échanges sous six rubriques différentes :

1° *L'orientation de la production* résulte de l'importance de la demande qui représente l'étendue des besoins de consommateurs ayant le désir et le moyen de payer tel service ; « la quantité de chaque marchandise produite librement se règle sur la demande formée dans ces conditions ».

« La force de travail et le capital sont attirés vers chaque catégorie d'emplois dans la proportion nécessaire à cette production, de manière à faire osciller les prix du marché aux environs du chiffre qui répond à la position d'équilibre entre l'offre et la demande. » Grâce à la vigilance des spéculateurs, les produits sont transportés, conservés ou mis en vente de manière à être toujours offerts au moment et à l'endroit où ils répondront à la demande la plus forte.

« Ainsi les consommateurs ont la certitude que les objets ou les services produits seront ceux qu'ils préfèrent, mis à leur disposition dans les conditions et sous la forme qui leur convient le mieux. La moindre différence dans le prix, la moindre circonstance susceptible de les modifier dans un délai plus ou moins rapproché, influe sur les calculs faits par les entrepreneurs en vue d'attirer la clientèle et, par leur intermédiaire, sur la direction donnée par les capitalistes et les travailleurs à l'emploi des services producteurs dont ils disposent. Désireux d'obtenir une rémunération aussi élevée que possible, en échange du concours qu'ils apportent à la production, les uns et les autres vont au devant des besoins : les capitalistes consacrent leur épargne aux industries où l'intérêt s'élève parce qu'elles sont trop peu développées eu égard aux besoins ; les jeunes gens qui viennent renouveler l'armée des travailleurs se détournent des métiers trop bien pour-

vus, où l'encombrement déprime les salaires, pour se diriger vers ceux qui le sont moins et où, par suite, les salaires haussent. »

2° « *La répartition des tâches* entre les hommes s'effectue pour le mieux de la même manière. » Ce sont les goûts et les aptitudes qui déterminent l'écart nécessaire des taux de rémunération pour attirer le nombre de travailleurs et la quantité de capitaux nécessaires.

La marge de profit, les taux respectifs du salaire et de l'intérêt proportionnent le nombre de chaque catégorie des productions aux besoins. La multiplicité des entreprises concurrentes permet aux travailleurs d'obtenir une rémunération en rapport avec la valeur de leur travail, car ils ont la faculté de changer pour aller dans une entreprise qui rémunère mieux.

3° « *La direction par les plus aptes* est assurée par l'organisation spontanée résultant du libre jeu des initiatives individuelles dans des conditions qui constituent peut-être sa supériorité véritable sur toute organisation méthodique, impliquant la désignation du personnel dirigeant par l'élection, par la vocation héréditaire, par le concours ou par n'importe lequel autre procédé... la *concurrence* désigne, par le succès dans la lutte économique, ceux à qui doit appartenir la direction. Elle amène le développement des affaires bien dirigées et la chute de celles qui le sont mal. Elle élimine les entrepreneurs incapables ou les sociétés qui ne savent pas choisir de bons directeurs. » Ainsi, sont assurés le bon recrutement et la bonne mise en place des hommes les plus aptes à diriger les entreprises ; le progrès constant est garanti par la nécessité pour les entrepreneurs de trouver toujours un meilleur pro-

cédé de production permettant un prix de revient plus faible, grâce auquel on répondra « dans des conditions rémunératrices à des besoins jusque là restés en souffrance ».

4° « *La réduction des faux frais* au minimum résulte nécessairement aussi de la concurrence. »

Il est possible que la réunion de toutes les entreprises concurrentes, sous l'autorité d'une seule administration, ainsi que le préconisent les socialistes, amène une réduction sensible des frais généraux. Mais elle engendrerait bien d'autres dépenses par la complication des rouages, par le coulage et la disparition du stimulant de la concurrence.

Et M. Colson conclut : « Personne ne peut dire *a priori*, si la déperdition de forces serait plus grande sous un pareil régime que sous le régime actuel ; mais, *a posteriori*, on peut affirmer que, grâce à la concurrence, la concentration des entreprises, dans chaque branche d'affaire, se produira à peu près dans la mesure où elle sera avantageuse et n'ira guère au delà. » En effet, dès que l'avantage de la diminution des prix de revient se trouve compensé « par les vices inhérents aux organismes trop développés », la concurrence ne manque pas de surgir ; c'est pourquoi : « la liberté des entreprises est le meilleur moyen, et même le seul, d'amener leur importance à se régler de la manière la plus avantageuse dans chaque cas ».

5° « *La répartition des produits, richesses ou services*, résulte de la productivité, du concours que chacun des participants apporte aux entreprises par son activité personnelle ou par les capitaux ou les agents naturels dont il dispose. »

Les taux du salaire, de l'intérêt, de la rente et du profit correspondent à leur productivité relative.

vement à l'état actuel du marché ; dès que ce taux n'est plus en rapport avec le taux réel du marché, il y a un déséquilibre que rétablit le jeu naturel de la concurrence en provoquant un excédent de demandes sur les offres ou inversement, suivant la situation.

6° « *L'accumulation des capitaux* est réglée par l'intérêt plus ou moins grand que les hommes attachent à se procurer plus de bien-être ou de repos, dans le présent, ou à s'assurer plus de sécurité dans l'avenir. » Elle est assurée par le régime de la propriété héréditaire.

M. Colson conclut : « On voit comment une organisation générale, dont les rouages s'agencent, assure la production, la circulation et la distribution des richesses, sous un régime dont le principe essentiel est la liberté et dans lequel le moteur principal de l'activité humaine est l'intérêt familial. Le mécanisme des prix oriente l'effort de tous les hommes de manière à procurer à chacun d'eux, dans une mesure proportionnelle au concours apporté par lui à la production, les objets de consommation répondant le mieux à ses désirs dans le présent et dans l'avenir.

« Ce sont surtout les entrepreneurs qui dirigent l'activité économique..., selon que leurs calculs sont exacts ou erronés, leur activité est utile ou nuisible à la société et les conduit eux-mêmes à la richesse ou à la ruine. »

M. Colson cite alors Walras, dont les travaux mathématiques démontrent l'existence d'un *équilibre économique*, — qui peut, d'ailleurs, être prouvé sans le secours des mathématiques : à chaque instant, les prix qui se sont écartés du niveau d'équi-

libre stable « tendent à y revenir par l'effet de la concurrence et leur hausse ou leur baisse accélère ou ralentit le recrutement des diverses professions, l'afflux des capitaux vers les divers emplois, l'offre et la demande des divers produits, de manière à ramener toujours tous les éléments de la vie économique vers la situation d'équilibre.

Le stimulant indispensable à l'énergie et surtout à la continuité du travail et de l'épargne résulte de l'inégalité des avantages obtenus par chaque individu suivant l'efficacité plus ou moins grande de ses efforts. La force qui astreint les hommes à suivre la ligne de conduite par laquelle ils contribueront le plus efficacement à la satisfaction des besoins généraux est la concurrence. Chacun d'eux ne cherche à satisfaire les besoins des autres que pour obtenir, en échange de ses produits ou de ses services, de quoi satisfaire ses propres besoins. La concurrence l'oblige à faire, pour y arriver, le meilleur usage possible de ses forces, par une contrainte qui, sans aucune violence, est plus efficace que l'autorité du maître sous le régime du plus dur esclavage ».

Après avoir vanté les mérites du régime libéral, M. Colson passe à l'examen de ses inconvénients et lacunes. Il écarte l'assimilation tendanciense généralement faite de la concurrence à la lutte pour la vie : « Ce qui donne à la lutte pour la vie entre les animaux ce caractère meurtrier, c'est qu'ils sont *incapables de rien produire*, en sorte que la part prise par l'un d'eux dans les aliments offerts par la nature est nécessairement enlevée aux autres. Au contraire, parmi les hommes, nous ne saurions trop le répéter, la masse à partager n'est point fixée à l'avance ; elle est *le résultat de leur activité productrice*. Le fait que les plus habiles produisent plus

et mieux, vivent plus confortablement, n'empêche pas les autres d'apporter à la production, s'ils en sont capables, un concours en échange duquel ils obtiennent de quoi satisfaire à leurs besoins. La concurrence n'est point, comme on le dit souvent, une lutte dans laquelle les plus forts arrachent aux plus faibles les moyens de vivre, c'est un concours dans lequel ceux qui servent le mieux le public par la qualité ou par le bon marché de leurs services sont classés les premiers et obtiennent la préférence de la clientèle. Ils n'empêchent nullement les autres de gagner leur vie, à la condition qu'eux aussi fassent de leurs forces un emploi utile et qu'ils se contentent d'une rémunération en rapport avec les services qu'ils rendent. »

... « Les critiques vraiment fondées auxquelles donne prise le régime de la libre concurrence, c'est de ne point supprimer la misère et de ne régler ni la distribution de l'enseignement, ni l'essor de la population d'une manière satisfaisante, même au point de vue économique, mais sur tous les autres points, il donne des résultats, sinon parfaitement satisfaisants, du moins acceptables. L'organisation spontanée qu'il engendre développe la production et met à la disposition de chaque homme les objets et les services les plus propres à satisfaire à ses besoins, dans la limite d'une valeur égale à celle des produits qu'il fournit. »

§ 4. — La répartition

Les taux du salaire, de l'intérêt et de la rente sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande : le salaire, par exemple, monte lorsque la

demande de travail augmente et que l'offre de travail diminue. M. Colson relève ce que présente de choquant, pour nombre d'esprits généreux, la considération du travail comme une marchandise, mais c'est, selon lui, la seule solution compatible avec une organisation sociale basée sur la liberté du travail, qui implique la propriété individuelle et la liberté des contrats.

Et M. Colson voit le nœud du problème social dans la réponse à la question : la répartition résulte-t-elle d'une bataille entre patrons et employés, ou bien découle-t-elle d'une situation qui s'impose aux uns et aux autres ? C'est par l'affirmative que l'auteur répond à cette deuxième partie de l'alternative en se proposant de démontrer qu'il existe « *une loi qui fixe presque absolument la part de chacun* », le jeu de l'offre et de la demande engendrant une « véritable loi de la répartition, conséquence nécessaire des dispositions générales résultant de la nature humaine et indépendante de la volonté individuelle ». Pour cela, il commence par réfuter deux théories contraires à la réalité économique : La théorie du salaire nécessaire, et celle du fonds des salaires.

Reprenant sous une forme plus brutale les idées déjà exprimées par Adam Smith, Ricardo et Maltus, Lassale a formulé sa célèbre loi d'airain, selon laquelle le salaire ne peut jamais s'élever au-dessus du minimum vital. De même, Karl Marx est hanté par l'idée de « l'armée de réserve des sans-travail » qui pèse d'une façon considérable dans le sens de l'abaissement des salaires, car les patrons sont sûrs de ne jamais risquer de manquer de main-d'œuvre.

Cependant, l'expérience a démontré la diminu-

tion de la natalité dans les milieux les plus aisés, d'une part, et d'autre part, que le taux moyen de salaire réel s'élève, ainsi que nous le verrons dans l'étude du libéralisme dans les faits. Il est probable que la théorie du salaire nécessaire est née d'une généralisation trop hâtive des faits en Angleterre au début du xix^e siècle, ainsi que d'une fausse conception du « nécessaire », notion essentiellement relative et que l'on tend à assimiler aux conditions de vie moyenne.

La théorie du fonds des salaires prétend que « à un moment donné, il existerait une certaine masse de capitaux circulants destinés à fournir le salaire des travailleurs pendant le temps qui s'écoule entre la première paye correspondant à un travail déterminé, et le moment où le produit sera vendu ; ou autrement dit, il y aurait une certaine masse de subsistances dans le monde, destinée à assurer l'entretien des travailleurs, moyennant le salaire avancé pendant la durée de la production ».

En réalité, « le montant des fonds réservés au paiement des salaires, loin de régler leur taux, *se règle sur ce taux* qui est un des éléments déterminant l'importance des avances de toute nature à prévoir dans les calculs de chaque entreprise.

« La théorie du salaire nécessaire reposait sur une fausse conception de l'offre de force de travail, celle du fonds des salaires était fondée sur l'idée erronée que la demande serait réglée par une conception toute spéciale et très facile à modifier. » Cette conception ne correspond en rien à la réalité. En effet, c'est la *quantité de bras existants* qui caractérise l'offre de force de travail et non son prix de revient, « car on n'engendre pas des travailleurs en vue d'en faire un objet d'exploitation ».

Par contre, la demande de force de travail « tend à augmenter rapidement quand les salaires diminuent et ne manque jamais d'absorber toute l'offre, si abondante qu'elle soit, exactement comme pour le capital. Si celui-ci limite l'industrie, comme nous l'avons dit, la force de travail disponible la limite exactement de la même manière. A chaque instant, il y a des travaux qui ne se font pas, des services qui ne sont pas rendus, des industries qui ne s'étendent pas, d'autres qui ne se créent pas uniquement parce que l'élévation des salaires rendrait l'augmentation de la production plus onéreuse qu'utile. Toute diminution de salaire rend lucratif l'emploi de la force de travail pour de nouveaux usages et une baisse suffisante assure l'emploi de tous les ouvriers, si nombreux soient-ils. Quoi qu'on en dise souvent, le chômage a nécessairement un caractère exceptionnel, et c'est ce que l'expérience a toujours constaté. » Car s'il y avait excédent de bras normalement inoccupés, en venant s'offrir en concurrence avec ceux qui ont un emploi ces bras feraient baisser les salaires jusqu'à ce que la misère eût détruit le trop-plein de population, — ce qui ne s'est produit que « quelquefois, sur des points particuliers, à des moments de crise ».

Et M. Colson conclut : « On ne constate nullement que la rémunération du travail s'achemine vers des salaires de famine qui troubleraient inévitablement l'existence permanente d'une masse notable d'ouvriers manquant d'ouvrage par des circonstances indépendantes de leur faute. On ne constate pas davantage que les travailleurs conscien-
cieux restent longtemps inoccupés en dehors de circonstances exceptionnelles. »

A ce sujet, nous ne pouvons pas ne pas men-

tionner les recherches statistiques sur le chômage entreprises par un autre partisan du libéralisme.

— De même que M. Colson, un de ses disciples, M. Rueff, s'élève contre l'intervention de l'Etat ou des syndicats dans le sens de l'élévation artificielle des salaires.

On ne saurait trop souligner l'importance de ses recherches sur les variations du taux des salaires et du chômage, qui ont abouti à l'énoncé d'une loi, la « loi Rueff ».

En 1925 (7), M. Rueff publiait « un diagramme révélant une étonnante corrélation entre les variations du chômage en Angleterre et celles du salaire réel, quotient de l'indice des salaires par l'indice des prix ». *Les variations du chômage se révélaient corrélatives à celles du rapport des salaires avec les prix*, et cette corrélation, selon l'économiste sir Josiah Stamp, atteignait le chiffre exceptionnel de 0,95, ce qui démontrait le lien très étroit de variation entre ces éléments.

Dans le même article, M. Rueff développait sa pensée : « Ainsi l'observation des faits permet d'observer que pendant toute la période 1919-1925, il a existé en Angleterre, entre le nombre des chômeurs et le rapport du niveau des salaires au niveau général des prix, une relation permanente, *toute variation de la valeur de ce rapport entraînant sans délai une variation concomitante de l'indice du chômage*.

« On est par là fondé à penser que la cause immédiate du chômage généralisé consiste dans le défaut d'adaptation des salaires au niveau général

(7) L'assurance-chômage cause du chômage permanent.
Rec. Sirey, 1931.

des prix. S'il a sévi en Angleterre une crise sans précédent dans l'histoire, c'est que la baisse des prix n'y a été suivie que tardivement par la baisse des salaires, et qu'après stabilisation, à la fin de 1921, le pourcentage d'augmentation des salaires par rapport à l'avant-guerre est resté trop élevé relativement au pourcentage d'augmentation des prix.

« ... Il est très curieux, et en apparence contraire à toutes les lois économiques, que le niveau des salaires ait pu rester stable, alors que l'offre de travail dépassait aussi sensiblement la demande de main-d'œuvre.

« ... On est ainsi conduit à cette conclusion, qu'à partir du moment où les prix ont été stabilisés en Angleterre, c'est d'une part la puissance traditionnelle des syndicats anglais, obstacle à l'adaptation des salaires aux conditions nouvelles nées de l'appréciation monétaire, d'autre part la politique de secours aux chômeurs, condition nécessaire du maintien de la discipline syndicale, qui ont été la cause profonde de la subsistance en Angleterre d'une crise qui ne paraît pas en voie d'atténuation. »

Par ailleurs (8), M. Rueff rappelle les changements survenus dans la technique industrielle, tels le remplacement de la garance par l'alizarine, de la navigation à voile par celle à vapeur, la fermeture de l'immense chantier des régions libérées, qui se sont effectués *sans chômage permanent* : l'adaptation s'est réalisée par des changements d'orientation économique, rendus nécessaires par la dépression des salaires ou des profits.

L'auteur s'élève contre l'idée qu'il n'y aurait pas de travail pour tout le monde, que la rationa-

(8) Les variations du chômage en Angleterre. Rev. Polit. et Parl., déc. 1925.

lisation croissante pourrait suppléer à la main-d'œuvre (ce qui, selon lui, est faux, car la rationalisation est déjà réalisée par l'entrepreneur dans la mesure où elle rapporte financièrement, où elle est rentable) et contre le raisonnement qui prétend mettre à la charge du capitalisme le chômage anglais depuis 1920 (dont la permanence s'explique par la méconnaissance du libre jeu des prix).

Et M. Rueff de conclure : « Assurément, en immobilisant les salaires, on peut maintenir aux ouvriers qui travaillent une rémunération quelque peu supérieure à celle qu'ils recevraient en régime de libre concurrence ; mais on en condamne d'autres au *chômage* et on expose ceux-ci à des maux que l'assurance-chômage n'atténue que bien faiblement. En outre, on provoque des *crises profondes* dont les répercussions s'étendent peu à peu, et qui exposent aux pires dangers d'organisme économique tout entier. »

— Après avoir expliqué les causes qui agissent sur la répartition, M. Colson en décrit le mécanisme et établit « la détermination du montant du salaire et du taux de l'intérêt d'après l'abondance et la productivité de la force de travail et du capital », que l'on peut considérer comme la démonstration la plus vigoureuse de la *solidarité des intérêts* des entrepreneurs et des ouvriers en régime libéral.

L'offre et la demande de capital et de travail augmentent quand les prix diminuent jusqu'à ce que l'offre soit absorbée complètement. Pour arriver à ce résultat, examinons la limite jusqu'où le prix doit descendre. La demande de services producteurs ne dépend pas du montant des ressources des demandeurs, car « l'emploi des moyens de production (sauf, bien entendu, dans le cas où il est

fait à contresens) fournit lui-même à l'entrepreneur la ressource au moyen de laquelle leur concours sera payé, puisque cette réserve est précisément le produit brut de l'entreprise qui doit être partagé entre tous les collaborateurs.

« La théorie générale des débouchés reçoit ici son application la plus directe et la plus certaine. »

L'élévation des prix n'a aucune influence sur les débouchés ; ce qui compte, c'est la puissance d'achat. Le seul facteur réellement déterminant du montant de l'intérêt et du salaire à payer pendant une année, c'est l'importance de la production obtenue « ou plus exactement le montant de la plus-value donnée à toutes les matières extraites du sol ou transformées par cet emploi ».

Les taux du salaire et de l'intérêt dépendent de leur abondance respective. Comment est déterminée cette quotité, tel est le *problème fondamental* de la répartition des richesses : est-elle issue de la volonté des entrepreneurs, ou d'une situation qui s'impose à eux ? C'est la seconde partie de cette alternative qui est exacte : les taux de la rémunération du capital et de la force de travail dépendent « de la mesure *dans laquelle ils contribuent à la production* ». Et M. Colson étaye sa proposition sur ce fait que les rôles de ces deux facteurs « ne sont pas assez différents pour que les services qu'ils rendent n'aient pas de commune mesure ». On peut obtenir un même résultat avec beaucoup de main-d'œuvre et un outillage rudimentaire, ou peu de main-d'œuvre et un outillage perfectionné ; il y a donc *concurrence d'emploi entre travail et capital* : « une relation nécessaire règle la proportion entre le taux des salaires et celui de l'intérêt », cette ré-

lation étant une simple *application de la loi de substitution*.

La proportion de substitution de chacun des facteurs de la production varie à chaque moment avec leur taux respectif de rémunération.

Si, au lieu d'une seule entreprise, l'on envisage l'ensemble du marché, ce ne sont plus les prix qui sont donnés, mais les quantités. Chaque entrepreneur subit le cours des salaires et le taux de l'intérêt résultant de la situation générale, et règle les quantités de travail et de capital à employer. Leurs rapports tendent à ce qu'il ne reste aucun excédent de l'un ou de l'autre. Les variations de taux de rémunération de ces deux facteurs en déterminent l'emploi par les entrepreneurs.

Ce que résume M. Colson en écrivant : « il suit de là que la rémunération du travail et du capital dans un état donné de l'art industriel, du chiffre de la population et du montant de l'épargne accumulée est absolument déterminée ». Ce qui établit un équilibre stable. L'on voit ainsi que la rémunération du travail et du capital est déterminée par leur *productivité totale* et leur *abondance respective*. C'est au nom de cette relation entre le salaire et l'intérêt que M. Colson prohibe l'intervention de l'Etat et des syndicats en faveur des salaires ouvriers : sous un régime de liberté, il y a harmonie des intérêts des patrons et des salariés : « l'intérêt commun des travailleurs et des capitalistes est que le total de la production augmente », car la masse à partager sera de plus en plus considérable.

Seuls les propriétaires fonciers ont un intérêt contraire, mais il ne dépend pas d'eux d'empêcher le progrès technique que, d'ailleurs, ils utilisent au maximum dans leur intérêt particulier, contrairement à l'intérêt de leur classe.

Les capitalistes et les propriétaires fonciers ont intérêt à la plus grande multiplication des travailleurs. Ici, il y a antagonisme d'intérêts avec ceux-ci, mais la natalité ne dépend que des seuls travailleurs.

Par contre, l'intérêt commun se retrouve dans l'*accumulation des capitaux* qui fait hausser le taux des salaires et accroît le revenu total de la fortune de capitalistes.

§ 5. — Les ententes entre les producteurs

Ces ententes constituent un très important obstacle au libre jeu de la concurrence. C'est donc une association dangereuse pour l'application du régime libéral. M. Colson se montre néanmoins très optimiste : « en pratique, quand une concurrence sérieuse surgit, le syndicat (de producteurs) reconnaît toujours qu'il est moins onéreux de l'absorber en lui faisant sa part dans la clientèle que de la renier. Or le nombre des concurrents nouveaux avec qui une industrie syndiquée est ainsi obligée de s'entendre croît en raison précisément des bénéfices qu'elle donne, en sorte qu'il est impossible de maintenir ces bénéfices à un niveau sensiblement supérieur à celui qu'on obtient dans les autres branches d'affaires. La théorie permet de prévoir ce que l'expérience confirme que tantôt les défections, tantôt les concurrences nouvelles obligent bien vite les syndicats, qui tentent de surélever abusivement les prix, à y renoncer.

« Des coalitions se forment néanmoins dans les nombreuses industries où le nombre des producteurs ne peut pas croître indéfiniment, telles que

la métallurgie, la raffinerie de sucre ou de pétrole, etc... Elles se multiplient de plus en plus de nos jours, et elles peuvent subsister assez longtemps si elles n'essayent pas de pousser les prix à un niveau qui rend trop lucratif la défection d'un membre ou la création d'une concurrence. Ainsi limitée, leur action ne peut plus porter préjudice au public par une surélévation abusive des prix, mais elle accroît un peu les bénéfices des syndiqués en réduisant les frais généraux du service de la vente et les frais de publicité qu'entraînerait la concurrence. »

§ 6. — Les crises

Sous le titre « les débouchés et la surproduction », M. Colson étudie le phénomène des crises qui paraît un obstacle redoutable au libre jeu des lois économiques. Leur origine provient de l'accumulation des capitaux et du progrès technique qui provoque l'augmentation de la production et la nécessité d'un nombre sans cesse croissant d'acheteurs. Mais l'idée d'une surproduction générale est, ainsi que l'a montré J.-B. Say, contradictoire. En effet, ce qui constitue les débouchés, ce sont : 1° les besoins ; 2° les moyens d'échange. Or, les premiers sont loin d'être satisfaits ; quant aux seconds, ils augmentent avec la production car la monnaie ne constitue qu'un simple intermédiaire pour les échanges, « les produits et les services ne s'achètent qu'avec des produits ou des services. Toute production qui s'accroît fournit des moyens d'échange pour l'achat de produits de nature différente ». Ainsi en est-il des échanges entre l'agriculture et l'industrie, entre les pays riches et les pays pauvres, dont les premiers sont les meilleurs clients.

L'auteur s'élève contre l'erreur de croire que la prospérité de telle région ait pour condition la ruine des autres. On ne peut concevoir de surproduction générale car « il n'est pas possible que les produits nécessaires aux hommes soient tous à la fois plus offerts que demandés ». Il ne peut y avoir de surproduction que partielle et encore en entendant par là qu'il n'existe pas une « quantité susceptible d'être vendue à un prix rémunérateur ». « Les crises générales, accompagnées d'une baisse générale des prix, prouvent que la circulation se faisait mal, qu'il y avait engorgement du marché, non pas faute de débouchés pour la généralité des marchandises, mais parce que l'instrument des échanges faisait défaut pour assurer les mouvements nécessaires avec des prix qui étaient excessifs, eu égard à son abondance. »

« L'idée que la production serait excessive dans la société moderne est une des plus fâcheuses qui puisse se répandre car elle conduit à des mesures restrictives qui diminuent l'abondance des richesses déjà très insuffisantes pour répondre aux besoins des hommes. »

La hausse des salaires et « les moyens de plus en plus perfectionnés d'assurer l'emploi fructueux de la petite épargne » permettent à toutes les classes d'accroître leur consommation.

— Quelles sont les causes qui produisent les « ruptures d'équilibre accidentelles entre la production et la consommation » ? — Ce sont les variations de la production qui influent sur l'insuffisance ou la surabondance des marchandises. Ainsi en est-il de l'inégalité des récoltes, variant du simple au double à cause des conditions atmosphériques ou du phylloxéra ou des guerres, — ou encore de la transfor-

mation des moyens de production, provoquant la perte des capitaux, dépréciés, — ou la renonciation à la rente du sol, et le déplacement des travailleurs.

A côté de ces crises spéciales, M. Colson reconnaît des crises générales régulières dans leur succession et leur évolution. Il les nomme « crises commerciales périodiques », leurs causes sont différentes de celles des crises spéciales : « les crises générales ont toujours un caractère financier autant qu'industriel. Elles consistent essentiellement dans un engorgement de la circulation, amené par les abus du crédit et de la spéculation, qui sont la conséquence habituelle de deux ou trois années de prospérité industrielle ou agricole engendrant un optimisme général et excessif ». Les capitalistes et spéculateurs ne se rendent pas compte du caractère nominal de la hausse des valeurs et grossissent leurs engagements, mais : « une pareille activité des transactions exigerait une grande abondance de capitaux circulants » ; or, le volume des capitaux immobilisés dans des entreprises nouvelles ou agrandies, ou bien affectés à une consommation toujours croissante, diminue. Cette restriction provoque une réduction des fonds de roulement et une élévation des taux de reports en Bourse, il y a « inflation des affaires ». La crise succède alors à la prospérité, dès qu'un industriel, un banquier ou un spéculateur, ne peut plus faire face à ses engagements, entraînant avec lui, par répercussion psychologique, le marché dans une phase de dépression.

Les crises existaient déjà au cours du siècle dernier, mais leur fréquence s'est accrue par suite de l'allongement du processus de production, nécessitant un outillage complexe, créé en plusieurs années, ainsi que l'a montré M. Aftalion. Les usines

travaillent pour les usines, produisent des instruments de production et non de consommation ; dès qu'elles ont un excès de commandes, elles s'étendent démesurément et contribuent à précipiter la crise de surproduction.

La baisse générale des prix provoque l'écoulement des produits à très bas prix, et, le plus souvent, à perte. « Ainsi, la nécessité de vendre à perte, qui caractérise en tout temps la surproduction partielle, s'étendant à tous les stocks, donne l'impression d'une surproduction générale momentanée. » Il s'agit donc d'une surproduction généralisée, plutôt que d'une surproduction générale.

Et voici les remèdes que préconise l'éminent professeur libéral : par une sage politique découlant de l'observation scientifique des faits, il appartient aux banques de limiter les dégâts ; l'Etat doit s'abstenir de toute intervention ; son action s'avère néfaste « parce que les hommes politiques sont moins aptes et moins intéressés que les hommes d'affaires à résister aux entraînements excessifs ».

CHAPITRE II

LES FAITS

La faveur persistante, que connut au ^{xix}^e siècle la doctrine libérale, s'explique par la nécessité, à laquelle elle répondait, d'une expansion considérable de l'industrie nouvelle-née.

Le plus grand mérite de la doctrine classique aura été, très certainement, de défendre le machinisme en combattant les appréhensions qu'il avait fait naître et en démontrant qu'il était un puissant facteur de progrès économique.

La meilleure justification du libéralisme se trouve sans doute dans l'examen des faits économiques eux-mêmes, dont les résultats dénotent un prodigieux développement de la production, — de toute nature mais, en premier lieu, industrielle, — et des échanges.

C'est par cette productivité énorme, dispensatrice de richesses pour la nation entière, que le régime économique libéral rejoint le plan social. S'il fut commis d'odieux abus dans l'emploi des travailleurs de l'industrie, durement exploités dans la première moitié du ^{xix}^e siècle, cette situation s'améliora d'abord lentement, puis à un rythme accéléré : les salaires réels sont passés en un siècle de régime libéral de l'indice 55,5 à l'indice 106. Et l'on a pu écrire récemment qu'un ouvrier jouissait actuellement du niveau de vie d'un petit bourgeois de 1840.

Ce progrès incontestable est en général passé sous silence ou brièvement mentionné, lorsqu'on fait le procès du régime libéral ; dans les réquisitoires si souvent dressés contre lui, l'on oublie de mettre l'accent sur son aspect essentiellement créateur.

Ou bien, l'on objecte que si la classe ouvrière a obtenu des avantages substantiels, ce n'est que grâce à la persistance et à la force de ses revendications. Cela est vrai et faux. Vrai, en ce sens que la politique sociale du régime libéral a eu d'incontestables défaillances. Faux, en ce sens que c'est grâce à la méthode et à la pratique du régime économique libéral que la masse à partager, à l'intérieur de la nation, a pu être accrue, permettant de considérablement relever le niveau de vie des travailleurs. Car un régime, soit-il animé des meilleures intentions à l'égard de la classe ouvrière, par exemple, ne peut répartir que ce qu'il a été capable de faire produire à son économie. Il faut créer d'abord, et c'est par là que le libéralisme s'est révélé efficace.

Il apparaît ainsi que, loin d'être antagonistes, les intérêts des différentes classes coïncident et se rejoignent en cette nécessité : *produire*. Quant à la répartition des produits, elle doit être la plus productive possible, c'est-à-dire que le salaire, comme le profit et comme l'intérêt, doivent être basés sur le rendement, facteur de progrès économique.

Quelques données concrètes permettront de juger de l'« efficience » du régime économique libéral, considéré dans son application de l'année 1813 à l'année 1914 en France.

Contrairement aux prévisions de Malthus et de

Karl Marx, la population s'est considérablement accrue, en même temps que son niveau de vie s'est élevé. De 29.380.000 en 1813, le chiffre de la population passe à 41.700.000 en 1914, soit un accroissement de 43 %.

En ce qui concerne la production, le progrès économique est très sensible. Voici quelques chiffres relatifs à l'agriculture, en 1815 et en 1913 (1) :

	Surface ensemencée en hectares	Production en millions de quintaux	Surface	Production	Augm. de la production
Froment . .	4.592.000	29,6	6.542	86,9	293 %
Pommes de terre . . .	559.000	36,14	1.548	135,9	376 %
Avoine . . .	2.498.000	36,4	3.979	51,8	42 %
Maïs	542	4,1	458	5,4	29 %

La production en vins passe de 28 millions d'hectolitres en 1808 à 44 en 1913, soit une augmentation voisine de 60 %. Les landes et terres incultes ont été réduites de près de moitié : leur superficie passe de 7 millions d'hectares à 3.800.000.

Mais c'est dans l'industrie que l'on constate le développement économique le plus considérable, qui équivaut à une véritable création.

De 1812 à 1847, l'importation du coton est plus que quintuplée ; en 1834, le nombre des métiers était de 5.000 ; il passe à 31.000 en 1846, 87.000 en 1867 et 140.000 en 1913.

La consommation en laine passe de 16,5 millions de kilogrammes à 26 en 1913, tandis que son prix baisse de 80 %.

(1) Statistique Générale de la France.

Dans la métallurgie, la production de la fonte passe de 212.000 tonnes (1829) à 3.592.000 (1913), c'est-à-dire qu'elle a été multipliée par 27.

151.000 tonnes de fers et aciers étaient traités en 1829, 3.592.000 le sont en 1913, le coefficient d'augmentation s'élève à 24.

La production de houille passe de 835.000 tonnes (1814) à 40.844.000 (1913) ; celle de fer de 714.000 (1833) à 21.918.000 (1913). Le nombre des machines à vapeur employées dans l'industrie s'élevait à 2.450 en 1839, il passe à 81.740 en 1913.

De 23 kilomètres en 1828, la longueur des chemins de fer atteint 40.783 kilomètres en 1913.

— On objectera probablement que les raisons de ce développement gigantesque, unique dans l'histoire économique, est dû au fait des nombreuses inventions du siècle dernier. On peut répondre à cet argument que le développement *pratique* de ces inventions n'a été rendu possible que grâce à l'organisation économique libérale. En effet, si des inventions ont eu lieu de tout temps, combien d'entre elles sont mortes dès leur naissance par l'impossibilité économique de les exploiter. A cet égard, le mérite du régime libéral est loin d'être mince ; sa pratique a permis l'éveil de l'esprit de découverte, une invention en entraînant une autre et favorisant ainsi le progrès économique.

— Par ailleurs, l'évolution des échanges a suivi un cours parallèle ; l'escompte par la Banque de France est passé en chiffres ronds de 728 millions de francs en 1813 à 20 milliards en 1913.

Le commerce extérieur (général) a progressé de 1.168 millions de francs en 1837 à 20 milliards en 1913.

Quant aux revenus, on peut se faire une idée de leur accroissement par les chiffres ci-après.

Le montant de l'annuité successorale s'élevait à 1.377 millions de francs en 1826 ; en 1913, il est de près de 6 milliards, soit une augmentation de 4,5.

L'épargne (caisse nationale et caisses privées), dont le solde moyen par habitant était de 47 fr. 85 en 1882, s'accroît plus de trois fois, à 147 francs.

Enfin, l'indice des salaires industriels passe de 41 (1810) à 110 (1910), accusant ainsi une hausse de 175 %, tandis que l'indice du pouvoir d'achat, c'est-à-dire du salaire réel, passe de 55,5 (1810) à 106 (1910), en augmentation de 91 %.

Tels sont les résultats de fait du régime économique libéral.



DEUXIÈME PARTIE

LE SOCIALISME

Ce nom englobe de nombreuses doctrines qui ont vu le jour dès l'antiquité (socialisme de Platon) et procèdent de conceptions très différentes de l'homme et de ses rapports avec la société. Le socialisme aristocratique et idéaliste de Platon n'a rien de commun avec le marxisme matérialiste et de « masses ». Très différent encore le socialisme utopique d'un Owen, d'un Cabet ou d'un Louis Blanc, du socialisme actuel.

L'étude complète des doctrines socialistes demanderait plusieurs volumes. Elle sortirait du cadre de cette thèse dont le but est ici l'examen du *fonctionnement* d'un régime économique socialiste. Nous choisirons donc parmi les diverses doctrines socialistes celle qui nous paraît la plus représentative en raison de son actualité et de son application pratique : le marxisme.

Contrairement à la méthode suivie dans la première partie relative au libéralisme, l'étude de la doctrine sera ici moins longue que celle des faits, car si le régime libéral a été pratiqué depuis le début du xix^e siècle et si ses résultats sont connus de tous, il n'en est pas de même du socialisme appliqué seulement depuis vingt ans sous sa forme marxiste par le parti bolchevik.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE

Il y a lieu de distinguer deux aspects de la doctrine marxiste : son aspect doctrinal et les moyens théoriques de réalisation.

I. *Philosophie générale*

Le caractère dominant de la philosophie de Karl Marx se trouve dans sa conception matérialiste de l'histoire. De même que la doctrine de l'irréversibilité des phénomènes historiques, qui par suite de l'évolution de l'histoire passeraient sans retour, cette doctrine du matérialisme historique se propose d'établir — et cela sera pour elle un facteur considérable de propagande car elle prétendra s'appuyer sur une loi scientifique — qu'à chaque forme d'organisation de la production et des échanges, a correspondu une organisation politique déterminée par elle. C'est l'économique, donc le matériel, qui prime le politique, c'est-à-dire le spirituel. Les croyances et les institutions n'ont aucune répercussion sur le cours de l'histoire ou, du moins, elles n'existent que comme dérivées de l'état économique du moment : « les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin

à bras vous donnera la société avec le suzerain, le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme individuel » (Misère de la Philosophie).

Pour Karl Marx, la pensée ne peut être autonome vis-à-vis du milieu extérieur, la seule réalité déterminante de l'homme se trouve dans l'influence des facultés de production, le seul signe de progrès se trouve dans l'ordre matériel : c'est l'accroissement économique.

Le matérialisme historique amène tout naturellement ainsi l'idée de lutte des classes, car celles-ci ne sont guidées que par leur seul intérêt matériel qui découle forcément de leur fonction économique. Or, les intérêts matériels opposent ces classes entre elles et elles se livrent une bataille acharnée pour la conquête du pouvoir économique. Les bouleversements sociaux sont rendus inévitables par suite de l'évolution du mode de production : à chaque stade économique correspond une structure sociale différente, il y a une civilisation du moulin à vent et une civilisation du chemin de fer. La société évolue continuellement malgré et contre les classes supérieures, qui réagissent inévitablement pour conserver leur position privilégiée. Il faut donc employer la violence pour réadapter la société à l'état économique du moment et s'emparer du pouvoir. Lorsque la classe ouvrière aura obtenu la victoire finale, elle supprimera toutes les classes — par quel moyen, Karl Marx ne le dit pas — et le pouvoir politique disparaîtra ainsi que les anciennes rivalités sociales.

Et ce ne sont pas seulement des classes qui disparaîtront, mais aussi des institutions, catégories historiques périmées : propriété privée, famille, patrie, religion.

Après cet exposé succinct de la philosophie marxiste, nous allons passer à l'examen plus détaillé de la partie économique qui nous intéresse ici davantage.

2. *Lois économiques*

Marx dégage trois lois sur lesquelles il établit sa doctrine : la loi de la valeur travail, la loi de la plus-value et la loi de la concentration des capitaux, qui entraîne une prolétarianisation croissante des masses.

La valeur travail

Pour les libéraux, la valeur est déterminée par la loi de l'offre et de la demande dont le résultat, le prix, exprime la combinaison de l'utilité à la rareté. Pour Karl Marx, le fondement de la valeur repose uniquement sur le travail. Pour lui, en effet, le travail constitue le seul élément commun à toutes les marchandises et peut donc seul constituer la base des échanges. Marx ne fait dans sa théorie aucune place à l'utilité ni à la rareté car son esprit systématique recherche la base unique des échanges : or, la notion d'utilité étant relative ne peut constituer le caractère commun des échanges, puisque c'est justement la différence d'utilité qui incite aux échanges.

La valeur de chaque produit est donc déterminée par la quantité de travail qui y a été incorporée pour le fabriquer. Le travail, mesure interchangeable, confèrera à l'objet auquel il est incorporé une valeur proportionnelle : « En fait, ce que traduit la diversité réelle des valeurs d'usage, c'est la diver-

sité qui se fait jour à mesure que le travail produit ces valeurs. Indifférent à la matière spéciale des valeurs d'usage, le travail créateur de valeur d'échange est indépendant de la forme spéciale du travail lui-même. Les valeurs d'usage différentes sont, de plus, produites par l'activité de différents individus; elles sont les résultats de travaux individuellement différents. Mais, *comme valeurs d'échange, elles manifestent un travail homogène, égal, un travail où l'individualité des travailleurs a disparu* (Critique de l'Economie Politique). Pour que deux marchandises de nature et de proportions différentes arrivent à valoir l'une autant que l'autre, il faut que toutes les deux contiennent en quantité égale *une substance commune commensurable*. Un carré et un triangle ne sont déclarés égaux que parce que leurs lignes délimitent une même surface : la surface est la substance commune de toutes les figures de la géométrie plane.

Quel est cet élément commun, qui se retrouve dans toutes les marchandises ?

... « Hormis l'utilité, les marchandises *n'ont qu'une seule autre propriété commune* : elles sont toutes *des produits du travail humain*, leur création a nécessité une dépense de force humaine » (1).

Peu importe donc l'utilité des objets produits, mais seule compte la durée du travail nécessaire à leur fabrication. Le travail est « la substance créatrice de valeur », dont la mesure est le temps.

« ... Le mouvement conçu en quantité forme le temps : de même, conçu en quantité, le travail devient le temps de travail. La diversité *dans la durée* du travail est la *seule différence*, dont ce der-

(1) Le Capital, partie I, chap. I, § 1.

nier soit susceptible, puisque la qualité est supposée donnée. Le temps de travail se calcule naturellement dans les mesures ordinaires du temps : heure, jour, semaine, etc... C'est la vie du travail, indifférente à la forme, au contenu, à l'individualité de ce dernier. C'est le travail existant en quantité et possédant en même temps sa mesure immanente. Le même travail réalisé dans les valeurs d'utilité des marchandises est, en même temps que la substance qui en fait des valeurs d'échange des marchandises, la mesure de la grandeur déterminée de leur valeur. Les quantités corrélatives de différentes valeurs d'usage, quantités où se réalise le même temps de travail, sont des équivalents, ou, pour mieux dire, toutes les valeurs d'usage sont des équivalents dans la mesure où elles contiennent le même temps de travail appliqué, réalisé. Toutes les marchandises considérées comme valeurs d'échange, ne sont pas autre chose que des mesures d'un temps de travail déterminé » (1 bis).

« ... Mais il y a travail et travail, comme il y a théorie et théorie. On pourrait s'imaginer que si la valeur d'une marchandise est déterminée par le quantum de travail dépensé pendant sa production, plus un homme est paresseux ou inhabile, plus sa marchandise a de valeur, parce qu'il emploie plus de temps à sa fabrication. Mais le travail, qui forme la substance de la valeur des marchandises, est *du travail égal et indistinct*, une dépense de la même force. La force de travail de la société tout entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces in-

(1 bis) Critique de l'Economie Politique.

dividuelles innombrables. Chaque force de travail individuelle est égale à toute autre, en tant qu'elle possède le caractère d'une force sociale moyenne et fonctionne comme telle, c'est-à-dire n'emploie dans la production d'une marchandise que *le temps de travail nécessaire en moyenne* ou *le temps de travail nécessaire socialement*.

Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales. Après l'introduction en Angleterre du tissage à la vapeur, il fallut peut-être moitié moins de travail qu'auparavant pour transformer en tissus une certaine quantité de fils. Le tisserand à bras, lui, eut toujours besoin du même temps pour opérer cette transformation ; mais, dès lors, le produit de son heure de travail individuelle ne représenta plus que la moitié d'une heure sociale de travail et ne donna plus que la moitié de la valeur première.

C'est donc seulement le quantum de travail ou le temps de travail nécessaire dans une société donnée à la production d'un article, qui en détermine la quantité de valeur » (Le Capital).

La plus-value

« De même que certains économistes sont hantés par l'idée d'unité, Marx, dans son analyse de l'économie, est hanté par l'idée d'égalité. Au postulat de la valeur-travail, il ajoute le postulat de la *stérilité de l'échange*, qu'il emprunte à Aristote et aux Physiocrates » (1^{er} ter).

L'échange n'est pas en lui-même créateur de

richesses ; cependant de nouvelles valeurs sont formées ; ce phénomène est dû au régime capitaliste : au lieu d'échanger une marchandise contre une autre, en passant par l'intermédiaire de l'argent, l'individu échange la monnaie contre de la monnaie, par l'intermédiaire de la marchandise. La plus-value provient donc d'une marchandise productrice de valeur, qui n'est autre que la force de travail, « ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des valeurs d'usage ».

Cette force de travail subit les mêmes lois de la valeur que toute autre marchandise, c'est-à-dire qu'elle est évaluée par le temps « nécessaire à la production des moyens de subsistance des moyens de celui qui le met en jeu ». C'est la loi d'airain qu'a formulée Lassalle : ... « Le salaire moyen est toujours réduit à la subsistance nécessaire, indispensable, d'après les habitudes d'une nation donnée, pour l'entretien de l'existence et pour la reproduction. Le salaire journalier réel ne peut pas s'élever d'une façon durable au-dessus de cette moyenne, car autrement la situation plus facile, meilleure, faite au travailleur, susciterait un accroissement de la population ouvrière et, par suite, de l'offre des bras, qui ramènerait le salaire à son ancien taux ou à un taux inférieur. Le salaire ne peut pas non plus s'abaisser de façon durable au-dessous de cette subsistance nécessaire, car, en ce cas, ne manqueraient pas de sévir l'émigration, le célibat, l'abstention dans la procréation et enfin une diminution du nombre des ouvriers par suite de la misère ; l'offre des bras s'en trouverait restreinte et le salaire remonterait à son taux antérieur » (2).

(2) Discours et pamphlets, trad. Dave et Remy.

On doit remarquer toutefois que Marx admet qu'une certaine relativité existe dans cette loi ; le nombre des besoins naturels varie suivant les lieux et les temps. Il va jusqu'à reconnaître que le travail n'est pas une marchandise identique aux autres : « La force de travail renferme un élément moral et historique, ce qui la distingue des autres marchandises. » Quant à la somme des moyens d'existence nécessaires à la production de cette force, elle comprend les moyens de subsistance des remplaçants, les enfants des ouvriers et les frais d'éducation.

Ayant ainsi démontré que le montant du salaire était déterminé à l'avance, indépendamment de la valeur du produit, Marx explique la formation de la plus-value. Pour cela, il pose le postulat que le travail fourni par l'ouvrier crée une valeur plus grande que celle nécessaire à assurer sa subsistance. L'intérêt de l'entrepreneur est donc de faire travailler l'ouvrier le plus longtemps possible, puisque le salaire réel reste fixe, afin d'augmenter la valeur produite : l'entrepreneur encaisse un bénéfice d'autant plus élevé que la différence de valeur entre le temps de travail rémunéré et le temps de travail effectif est plus importante. C'est là que gît ce que Marx nomme « le mystère d'iniquité », qu'il résume en ces termes : « La production de plus-value n'est donc autre chose que la production de valeur, prolongée au delà d'un certain point. Si le procès de travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capital est remplacée par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur ; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value » (3).

(3) Le Capital, ch. VIII, § 2.

Mais c'est le régime capitaliste qu'il faut accuser de cette iniquité, et non pas les hommes qui sont contraints de s'y conformer ; le capital est une « valeur grosse de valeur, monstre animé, qui se met à travailler comme s'il avait le diable au corps ».

La concentration des capitaux et la prolétarianisation croissante des masses.

L'argent engendre l'argent et automatiquement le capital s'accroît indéfiniment. Le capitaliste se préoccupe avant tout de l'augmentation du capital variable, « rémunération des travailleurs », car elle est proportionnelle à l'accroissement des bénéfices et marque le degré d'exploitation des salariés. L'intérêt du capitaliste est donc de réduire l'outillage et d'accroître la main-d'œuvre. L'évolution économique se manifeste dans le sens de la concentration simultanée du capital et des travailleurs.

La concentration des travaux débute par la coopération, groupement de nombreux ouvriers pour l'accomplissement d'une même tâche ; puis lui succède la division du travail, coopération poussée au maximum ; vient enfin le machinisme qui achève de déspecialiser et de dépersonnaliser l'ouvrier qui n'est plus qu'une unité perdue dans la collectivité. Cette concentration des travaux prépare ainsi les ouvriers au socialisme par les nouvelles habitudes de vie qu'elle leur impose.

Parallèlement à cette concentration des travaux se forme la concentration des fortunes, qui tient au régime économique et capitaliste : avec l'accroissement des dimensions des entreprises et du nombre des travailleurs, le capitalisme absorbe ou détruit les entreprises moyennes, dans les trois branches

de l'industrie, du commerce et même de l'agriculture, qui s'industrialise (« fermes-usines »). Cette évolution inéluctable et rigoureuse aboutit à la disparition des « classes moyennes » : petite bourgeoisie et petits propriétaires deviennent prolétaires.

Et la société anonyme précipite l'évolution naturelle vers la socialisation, en concentrant travaux et capitaux, pour le profit de l'actionnaire, qui apparaît ici à l'état pur.

Cette socialisation apparaît ainsi comme le résultat déterminé d'une loi scientifique ; elle se produira par la « catastrophe », expropriation de la minorité par la majorité, et la création d'un nouvel ordre social basé sur un ordre économique nouveau : « Le développement même de la grande industrie détruit dans ses fondements le régime de production et d'appropriation des produits sur quoi la bourgeoisie s'appuyait. La ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables » (4).

3. Les moyens théoriques de réaliser le passage au régime socialiste

Ayant ainsi caractérisé les buts visés par la doctrine marxiste, nous devons examiner maintenant les moyens théoriques proposés par ses adeptes pour la réaliser.

Dans la « Dictature du prolétariat », parue en mai 1918, Boukharine expose le programme économique et social des bolcheviks. On peut l'étudier sous cinq rubriques différentes (5).

1° La socialisation des moyens de production.

(4) Le Manifeste Communiste.

(5) J. Lescure : La Révolution russe.

Ce sont les banques que l'on doit socialiser en premier. On nationalisera ensuite la grande industrie et la grande propriété foncière ; on ne procèdera pas au partage des terres, mais à la culture en commun : il y aura travail coopératif sur les anciens grands domaines ou organisation de communes agricoles, mesures favorisant les paysans pauvres et contraires aux koulaks, paysans enrichis.

2° *La direction ouvrière et paysanne de la production.* Elle comprendra une première phase, le contrôle, pour lutter contre le sabotage des capitalistes qui continueront à gérer les entreprises, mais sous une surveillance étroite. Puis viendra la deuxième phase, de gestion ouvrière. L'industrie sera socialisée, les entreprises appartenant au peuple tout entier et non à des syndicats.

3° *L'obligation au travail ; le livret de travail.* La jouissance d'un capital n'étant plus admise, le travail est rendu obligatoire pour tous. Ceci suppose un haut idéal : l'ouvrier doit avoir conscience qu'il travaille pour la collectivité. Il doit donc bien travailler.

Le livret de travail permet l'obtention du pain et des autres denrées ; il facilite le contrôle, le placement et la répartition de la main-d'œuvre par les organisations ouvrières.

4° *L'équilibre économique, la distribution des produits.* Ce sont la comptabilité et la statistique qui permettront de prévoir les besoins et d'assurer une production et une distribution méthodiques, uniquement dirigées par l'Etat. On nationalisera le commerce intérieur et le commerce extérieur ; c'est à la commune de consommation qu'il appartiendra d'organiser les consommateurs et de répartir les

produits ; les repas seront pris en commun. Quant au logement, il y aura expropriation des propriétaires de maisons.

5° *La monnaie*. On prélèvera de lourds impôts sur le revenu et sur le capital, afin d'appauvrir les riches au profit de l'Etat, de lui procurer d'importantes ressources et de supprimer la monnaie. Pour réaliser tout cela, on supprimera le cours légal et on procédera à l'échange de l'ancienne monnaie contre une nouvelle, avec un prélèvement progressif allant jusqu'à la confiscation. Toutes les valeurs mobilières seront annulées.

Dans cette économie, la distribution généralisée remplacera les échanges : les salaires seront payés en nature, il y aura troc entre la ville et la campagne, et l'on aboutira ainsi à supprimer l'intervention de la monnaie.

Enfin, lorsque l'Etat lui-même ne sera plus nécessaire, l'impôt disparaîtra ; la société économique sera transformée en une immense coopérative de travail.

— Ce programme était intégralement socialiste ; il reste à examiner les résultats de son application en Russie de 1918 à 1921, sous le nom de « communisme de guerre », après avoir souligné l'opposition de cette doctrine avec le libéralisme, du point de vue théorique.

Le contraste est frappant.

A la liberté du travail et de la propriété individuelle, le socialisme oppose l'obligation au travail et la collectivisation de la propriété, même agricole ; — à la détermination de la valeur par le jeu de l'offre et de la demande des produits et services, jeu qui détermine un équilibre spontané grâce à la concurrence, il oppose la valeur-travail,

déterminée par voie d'autorité, et propose un équilibre « plané », basé sur des statistiques et émanant d'une bureaucratie toute-puissante ; — à la répartition par le mécanisme des prix, il oppose celle déterminée par le travail (créance évaluée par l'Etat, seul maître) ou par les besoins (prise au tas communiste, qui suppose *a priori* une économie d'abondance et non de rareté, comme l'économie actuelle).

Mais comment seront orientée la production, — répartis les tâches et les produits selon leur difficulté de production, leur productivité, leur demande sur le marché, — assurées la direction par les plus aptes et la production au moindre coût, — prévu l'amortissement pour remplacement de matériel ?

— Par l'administration de l'Etat socialiste, qui établira les plans de production et réglera la consommation par voie d'autorité. Les individus n'auront plus la liberté, même théorique, de leurs actes et devront se plier à une rigide discipline, dont le régime socialiste des Incas au xv^e siècle peut donner une idée : ce sera l'uniformité des choses et le conformisme des esprits, la vie artificielle.

A cet asservissement de l'homme dans le domaine matériel, correspond inévitablement l'enchaînement de la pensée, dans le domaine intellectuel, où des phrases toutes faites, interdisant la critique, sont destinées à imprégner les individus et les invitent à glorifier l'Etat-Dieu.

Ce que l'homme a gagné (?) en confort matériel, il l'a perdu en liberté spirituelle ; sa valeur morale est rabaisée, mais les vœux du plus grand nombre sont, à ce prix, réalisés ; car il croit avoir obtenu l'égalité. Tocqueville (6), à ce sujet, écrivit des

(6) Cité par L. Baudin.

lignes qui, à son époque, pouvaient paraître pessimistes, mais se révèlent aujourd'hui prophétiques : « Je pense que les peuples démocratiques ont un goût naturel pour la liberté... mais ils ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible ; ils veulent l'égalité dans la liberté, *et s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage.* » Et il parle de la passion de l'égalité « poussée jusqu'au délire », d' « un goût dépravé pour l'égalité », et constate que « les hommes se précipitent sur l'égalité comme sur une conquête ».

La solution du problème, essentiellement moral, du choix entre une vie libre, mais comportant des risques, et une vie régulière, mais monotone et quasi végétative, dépasse le cadre de cette thèse. Nous devons nous borner à étudier l'aspect économique des phénomènes sous tel régime de production et d'échanges, et à répondre à cette question : le socialisme est-il, non pas meilleur ou pire que le libéralisme, mais, simplement, réalisable ?

Nous allons donc passer à l'examen concret de l'expérience socialiste en U.R.S.S. et tenter d'expliquer ses résultats.

CHAPITRE II

LES FAITS

1. *Le communisme de guerre*

De 1917 à 1920, c'est la phase dite du « communisme de guerre » ou « communisme de combat ». Dès juin 1918, la nationalisation progressive des banques, des usines et des terres est achevée ; à l'équilibre réalisé par le jeu de l'offre et de la demande se substitue l'équilibre prévu à l'aide de statistiques ; en agriculture est réalisée la culture en commun ; le commerce est remplacé par la distribution étatique ; le papier d'Etat déprécié, les banques disparaissent ; l'industrie, enfin, est tout entière soumise aux impulsions venues de Moscou.

Le résultat, c'est *l'égalité dans la misère ; la production baisse profondément*. Quelques précisions sur la situation dans l'agriculture et l'industrie le montreront à l'évidence.

En agriculture, le but est la culture en commun. Un décret du 26 octobre (8 novembre) 1917 supprime la propriété foncière sans indemnité ; un décret du 14 février 1919 sur le remaniement social du sol vise à substituer à l'exploitation individuelle du mir l'exploitation collective. On trouve à ce moment cinq formes d'exploitation :

1° *l'exploitation soviétique* (anciens grands domaines où se pratique une culture intensive ou spécialisée) ;

2° *les artèles* (culture en commun, mais culture individuelle sur le lot propre à chaque associé) ;

3° *les sociétés de culture en commun* (produits partagés entre les membres par le comité directeur) ;

4° *les communes* (communauté de producteurs et de consommateurs) ;

5° *les cultivateurs isolés*, qui subsistent très largement en fait malgré la tendance du gouvernement à les faire disparaître.

Sous le communisme de guerre, le paysan doit livrer tout ce qui excède un poud de blé par personne et par mois ; il est fixé une quantité totale à fournir, dont sont responsables les membres de chaque exploitation. Tout est soumis à la dictature de la statistique, qui essaie d'adapter production et consommation. Le gouvernement procède par voie de réquisition (décret du 13 mai 1918) et des peines très sévères sont prévues contre les accapareurs (10 ans de prison ou le bannissement) ou contre les distillateurs clandestins (travaux forcés). Mais les prix de réquisition sont dérisoires et passent de 5 % du prix sur le marché libre (1918) à 0,2 % (1920) !

Les paysans résistent, troquent sur des marchés clandestins leurs produits contre des objets fabriqués, et cessent de fournir la précieuse denrée ; la disette continue dans les villes, où le rendement de la production industrielle baisse considérablement de ce fait. On proclame alors l'état de siège, les réquisitions s'opèrent par la force armée. Les paysans répondent par de nombreux soulèvements et l'emploi de la force d'inertie. C'est le retour à l'économie en nature, par modification de la culture, rendue plus variée ; le paysan produit tout ce dont il a besoin et rien que cela, — à tel point que la consommation industrielle, par individu et par an, baisse de 21 roubles 31 à 3 roubles 41. Le

gouvernement se trouve dans une impasse. Le régime menace de s'effondrer.

Quelques chiffres éclaireront la situation :

CHEPTEL

	Chevaux	Bêtes à cornes
	(en milliers)	
1916.....	29.151	175.308
1917.....	29.587	176.157
1920.....	23.863	121.290
1922.....	18.178	97.290

SURFACE ENSEMENCÉE EN CÉRÉALES

(millions de déciatines)

1913.....	97,6
1916.....	90,7
1920.....	69,3
1922.....	61,1

RÉCOLTE DE CÉRÉALES (à l'exclusion du Turkestan et de la Transcaucasie)

	1909-13	1916	1920	1921
Récolte (en millions de pouds) (1)	4.079	3.955	1.738	1.617
Superficieensem. (mill. déciat.)	81.2	82.5	56.8	49
Rendement (déciatines) .	50	48	30.6	32.6
Récolte nette, semence déduite (millions de pouds)	3.249	3.295	1.284	1.226

On prend alors toute une série de décrets réglementant la production agricole, notamment celui, du 10 janvier 1921, qui crée des communautés d'ensemencement (composées de fonctionnaires et de paysans) devant préparer des plans de culture. Mais toute législation est impuissante devant ce fait : le paysan veut conserver son traditionnel sys-

(1) 1 poud = 16 kg.

tème d'exploitation, travailler d'abord et avant tout dans son intérêt particulier.

Le gouvernement se trouve contraint de changer l'orientation de sa politique agraire et de laisser le paysan choisir le mode d'exploitation qu'il préfère. Il supprime les réquisitions et rétablit les marchés.

Comme le constate M. Lescure : « la coutume paysanne a dominé la révolution russe à son début, lors de son explosion spontanée — autant que l'ancien régime avec la réforme de Stolypine — tout comme elle dominera la révolution dans sa marche et dans ses résultats ».

En ce qui concerne l'industrie, les résultats s'avèrent aussi catastrophiques, comme le témoignent ces chiffres (2) :

1° — DESTRUCTION DE L'INITIATIVE :

<i>Indice de la production industrielle</i>	1913	1918	1919	1920
Houille	100	42	29	27
Naphte	100	44	49	41
Laminoir	100	10,2	5,1	6
Minéral de fer	100	0,2	»	6
Cuir	100	47	43	38
Locomotives	100	33	12	15
Papier	100	51	28	25
Produits pharmaceutiques .	100	»	»	15
Chaussures	100	»	»	»

2° — BAISSÉ DU RENDEMENT :

<i>Productivité par ouvrier et par an</i>	1913	1920	1921 (1 ^{er} sem.)
Cuir (nombre paires chaussures)...	317	117	70
Lin (pouds)	48	16	12
Papier (pouds)	540	100	82
Naphte (pouds)	15.460	»	7.005

(2) Cités par N. de Basily : La Russie sous les Soviets.

3° — INCOMPÉTENCE :

Directeurs ayant une instruction supérieure....	21	13 %
» » » moyenne . . .	58	24 %
» » » faible	100	63 %

En ce qui concerne le commerce, le commerce extérieur est monopolisé par le commissariat du peuple pour le commerce et l'industrie, puis par le commissariat pour le commerce extérieur, qui doit contrôler toutes les relations commerciales avec l'étranger et établir des plans d'exportation et d'importation. Le commerce extérieur périclité.

Le commerce intérieur se fait par des coopératives nationalisées (décret du 20 mars 1919), et qui, en réalité, de « coopératives » deviennent administration d'Etat, chargée de distribuer les produits. Les résultats sont décevants, la population est très mal approvisionnée.

Après cet échec flagrant, et très menaçant pour le régime, de la politique socialiste pure, Lénine s'empessa de reconnaître son erreur d'avoir voulu socialiser sans transition la Russie (2 bis) : « Nous sommes allés trop loin dans la voie de la nationalisation du commerce et de l'industrie, dans la voie de la suppression des échanges locaux. Cela fut-il une erreur ? oui, sans aucun doute. A ce point de vue, nous avons commis des erreurs évidentes et il serait criminel de ne pas voir et de ne pas comprendre que nous avons dépassé la mesure. Nous répétons trop souvent que « le capitalisme est le mal, que le socialisme est le bien ». Oui, le capitalisme est un mal par rapport au socialisme ; mais c'est un bien par rapport aux conditions médiévales. Le capitalisme sera inévitable tant que nous ne pourrons pas

(2 bis) Discours au X^e Congrès du Parti communiste, 1921.

réaliser le passage direct de la petite industrie au socialisme. Chercher à bloquer tout développement des échanges privés, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme, serait une absurdité et provoquerait le suicide du parti qui tenterait de l'appliquer. Ce serait une absurdité, car une pareille politique est économiquement impossible, et ce serait un suicide, car un parti qui la tenterait serait voué à une faillite inévitable. Ce n'est pas la croissance de la petite bourgeoisie et du petit capital qu'il faut redouter ; il faut redouter la trop longue durée de la famine, de la misère, de la crise du ravitaillement. Nous devons compter en tout premier lieu avec le paysan moyen. Du moment que la campagne s'est nivelée, il faut aider le paysan moyen à organiser son exploitation agricole. »

Avec ce *mea culpa*, où il est contraint de reconnaître la souveraine nécessité des faits, citons encore, prononcées au même Congrès, ces phrases de Lénine, véritable cri d'alarme : « Tous les efforts doivent être tentés pour ranimer les échanges dans l'industrie et dans l'agriculture. Celui qui réussira le mieux, *fût-ce à l'aide du capitalisme privé*, rendra plus de service à la construction socialiste russe que celui qui ne fera que « penser » à la pureté du communisme ou qui ne fera que rédiger des règlements et des statuts sans aider pratiquement en rien aux échanges économiques. » Opportunisme ? — non pas, mais force est à Lénine de se rendre à l'évidence : le communisme pur est, du moins dans le présent, qu'on le veuille ou non, absolument inapplicable.

C'est ce qu'il constate encore en ces termes : « Il est essentiel de réveiller l'activité du petit exploitant agricole, de lui donner une impulsion, un stimulant. Bien entendu, la liberté du commerce,

c'est le développement du capitalisme privé. On ne saurait sortir de là, et celui qui tenterait de le faire serait dupe des mots. La liberté des échanges, c'est la liberté du commerce, et la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. Est-il possible de rétablir dans une certaine mesure la liberté du commerce, la liberté du capitalisme pour les petits exploitants ruraux, sans saper par cela même le fondement du pouvoir politique du prolétariat ? Oui, c'est possible : c'est une simple question de mesure. »

De ces faits surgit une démonstration éclatante : sans appel à *l'intérêt personnel* du cultivateur, du chef de l'entreprise ou de l'ouvrier, le rendement faiblit au point de devenir presque nul et la collectivité tout entière en pâtit ; le plus socialiste des marxistes se voit lui-même obligé d'en convenir et de faire machine arrière, lorsqu'il se trouve à l'extrême bord du gouffre où tout menace de sombrer dans l'anarchie, la misère et la famine (il y eut, pendant cette « expérience » du communisme de guerre, plus de trois millions de victimes de la disette !).

C'est ainsi que dès 1920 on revint au capitalisme d'Etat : les réquisitoins agricoles sont supprimées et remplacées par un *impôt* en nature, la production se relève rapidement ; des baux à ferme et des concessions sont accordés aux exploitations industrielle, l'exploitation étatique se *décentralise* elle-même en trusts organiques, « chargés de diriger et d'organiser l'industrie sur une base commerciale et qui jouit de la personnalité morale » (3), et qui possèdent un patrimoine propre dont une par-

(3) J. Lescure, *op. cit.*

tie est aliénable. Le commerce privé, l'épargne privée et le crédit réapparaissent.

Supprimée en 1920, la *monnaie* réapparaît dès la fin de 1921, à la suite de l'échec de l'essai de baser une unité de compte sur le travail et de la nécessité de payer les salaires en nature, ce qui provoque des troubles. Le rétablissement du marché agricole, d'autre part, entraîne nécessairement le retour à l'or.

De même est rétabli le *crédit*, dès juin 1921, d'abord à court, puis à long terme : les taux d'intérêt et d'escompte pratiqués sont élevés (8 à 12 %) ; les emprunts se font en nature et sont remboursés de même.

Quant aux salaires, sous le communisme de guerre, 80 % de leur montant était payé *en nature* ; on distinguait trois catégories de salariés : les travailleurs « lourds » (ouvriers de la grosse industrie, les mieux payés), les travailleurs « légers » et les « oisifs », ces deux dernières catégories recevant des salaires de famine. Ce fut la désertion des ouvriers vers les campagnes ; le gouvernement soviétique voulut les mobiliser, mais il échoua. Bon gré, mal gré, il fut contraint de *revenir au salariat classique*, c'est-à-dire d'allouer des *salaires variables* suivant les capacités (en U.R.S.S. un technicien reçoit huit fois plus qu'un manoeuvre), et d'instituer le travail à la tâche, à la pièce, en série. Et le nombre des chômeurs dans l'industrie était estimé 1.800.000 en 1929.

On voit par là que le marxisme n'a pu supprimer le salariat, ni le chômage, encore moins réaliser l'abondance. La révolution russe fut avant tout une révolution agraire qui trouva ses racines dans la « faim de terre » des moujiks, dont le code

agraire transcrivit la coutume. Sur cette révolution agraire se greffa la révolution marxiste, visant l'industrie, le commerce et les banques, et qui ruina la production. Alors réapparurent nécessairement le profit, l'intérêt, les bourses, les valeurs mobilières et les concessions » d'entreprises ; ainsi se dégageait la leçon (4) : « dès maintenant, la révolution russe a opéré une démonstration par les faits : le danger d'un régime communiste de production et d'échange. Sous prétexte de mieux répartir les richesses, on désorganise la production en la privant d'une direction, de capital et d'initiative ».

*2. Résultats de l'appel à l'intérêt personnel
et de la possibilité d'une liberté plus grande
dans l'exploitation :
la prospérité sous la N.E.P.*

Dans l'agriculture, les réquisitions sont remplacées par une légère taxe en argent ; le code agraire du 30 octobre 1922 donne aux paysans le droit de jouissance sur leurs terres, avec le droit de les affermer quand ils ne peuvent exploiter eux-mêmes.

La vente des produits agricoles est de nouveau soumise au jeu de l'offre et de la demande ; « grâce au stimulant des produits, l'agriculture connut une prospérité croissante. Le nombre des dessiattines ensemencées par rapport à 1913 passa de 63,7 % en 1924 à 96,7 % en 1927, c'est-à-dire qu'à cette dernière date le chiffre obtenu sous les Tsars avant la guerre était presque atteint » (5).

(4) Lescure, op. cit.

(5) L. Baudin : L'utopie soviétique.

« Les conséquences de l'effroyable famine de 1921-1922 furent rapidement surmontées ; la sécheresse de 1924 n'entraîna aucune calamité sérieuse et n'entrava pas la renaissance économique » (6).

Dans l'industrie, où l'on était revenu à la méthode capitaliste de salaires variables selon le rendement *et aussi selon la demande sur le marché des produits fabriqués*, la production ne tarda pas à monter considérablement et à dépasser de moitié la production d'avant-guerre.

En présence de cette véritable renaissance économique, on aurait pu croire que la leçon avait été comprise par les dirigeants soviétiques et qu'ils ne seraient pas retombés dans leur utopie.

Il n'en fut rien. C'est que, en effet, « le système glissait à l'individualisme ou au capitalisme d'Etat. Dans les campagnes surtout, la transformation était saisissante : le « secteur socialisé » n'englobait plus que 1,1 % de la population » (7). Une classe de paysans enrichis, les « koulaks », s'était formée ; le gouvernement soviétique voyait en eux de dangereux adversaires du régime.

D'autre part, « le commerce privé montrait plus de souplesse et d'élasticité, que les organisations d'Etat ou le commerce soi-disant coopératif. L'industrie privée, bien que placée dans des conditions défavorables, faisait bien meilleure figure sur le marché que l'industrie d'Etat, maladroite en affaires. Elle payait relativement bien les matières premières qu'elle achetait à la paysannerie, elle savait mieux s'adapter aux besoins des consomma-

(6) B. Brutzkus : U.R.S.S., terrain d'expériences économiques.

(7) L. Baudin, *op. cit.*

teurs et accordait à ses ouvriers des salaires plus élevés que l'industrie d'Etat » (8).

La comparaison entre l'exploitation des entreprises par l'Etat et par les particuliers était toute en faveur de cette dernière. Du point de vue orthodoxe, la doctrine socialiste se voyait contrebattue chaque jour par le développement de l'économie privée, qui la mettait réellement en péril. Du point de vue politique, la formation d'une classe aisée de paysans, les koulaks, portait ombrage au gouvernement.

Le gouvernement soviétique dut alors choisir entre un redressement vigoureux dans la voie du socialisme et la prospérité du pays, conditionnée par l'abandon pratique de la doctrine socialiste. Il choisit de s'engager plus avant encore dans la voie socialiste ; nous allons voir de quelle façon et quels furent les résultats.

3. *L'agriculture après la N.E.P.*

Dès la fin de 1928, Staline commença de faire la guerre aux koulaks, en décidant « la liquidation du koulak comme classe » et la collectivisation de tous les autres paysans. Les koulaks s'étaient, en effet, révélés de dangereux adversaires du régime en s'étant rapidement enrichis. On les accusait de limiter la production à leurs propres besoins, d'affamer les villes, et de cacher leur blé pour résister à la réquisition de l'Etat.

Au cours de l'hiver 1929-1930 se livre une lutte sans merci, les révoltes succèdent aux révoltes et menacent de gagner l'armée ; la situation est très grave. Au congrès du parti, en mars 1930, Staline déclare « nos succès nous sont montés à la tête ».

(8) B. Brutzkus, op. cit.

Cependant, dès l'hiver, la politique de collectivisation est reprise, plus de 60 % des familles paysannes sont groupées en kolkhozes, établies en communes ou constituées, pour la très grande majorité, en artèles, « c'est-à-dire des associations où seuls les moyens de production, la terre, les outils, les animaux de labour, la main-d'œuvre, sont mis en commun, chaque famille conservant sa maison et son enclos.

« Leur fonctionnement est soumis à un statut type ; leur direction est assurée par une administration centralisée : bureaux cantonaux, bureaux régionaux, bureaux de la République » (8 bis). Le centre des kolkhozes se trouve à Moscou, « un volume d'effrayantes dimensions contient les dispositions qui régissent tous les détails de leur existence ; d'incessantes circulaires leur imposent leurs plans d'exploitation, le poids de semences à jeter sur chaque hectare, le mode de répartition de la main-d'œuvre, etc... Chaque travail, selon sa qualification, est affecté d'un coefficient : une journée de gardien d'étable ne vaudra, par exemple, qu'une demi-journée de laboureur, et une journée de laboureur qu'une demi-journée de mécanicien. Les travailleurs sont divisés en brigades commandées par un brigadier : celui-ci assigne à chacun sa tâche quotidienne, vérifie et apprécie son exécution et porte à son compte le nombre voulu de journées, tout cela par écrit. Après réalisation de la récolte, a lieu le règlement définitif : le revenu net après les divers prélèvements obligatoires est réparti au prorata des « journées » accumulées » (8 ter).

Ajoutons encore que le taux de la journée de travail est variable suivant le besoin de porter à

(8 bis, 8 ter) Luciani : Six ans en U.R.S.S.

tel endroit la main-d'œuvre, et nous serons obligés de constater que cette répartition prétendument socialiste n'est que l'application rudimentaire du système des prix en régime capitaliste.

C'est ainsi que sont régies 25.000.000 de familles, sous le contrôle des hommes du parti, tout-puissants aux kolkhozes, qui prennent ainsi un caractère politique accentué.

Passons à l'examen des résultats.

Les prix de revient augmentent considérablement, par suite de la *baisse énorme du rendement* ; l'Etat doit prévoir et résoudre seul tous les problèmes de la vie agricole. En 1929, le poud (16 kg.) de farine vaut 5 roubles ; en 1930, il vaut 20 roubles et passe en 1932 à 160 roubles.

Le pain est rationné (souvent à 200 grammes par habitant), les œufs, le beurre, la viande pratiquement disparus.

Les magasins vides, l'Ukraine, anciennement si productive, est « si littéralement affamée que ses habitants viennent à Moscou vendre leurs hardes et mendier un morceau de pain » (9).

Beaucoup de terres se trouvent non ensemencées faute de graines, — on n'en donne que le 1/4 ou le 1/10 de ce qui est nécessaire, — ou non moissonnées faute de bras : la moitié des tracteurs se trouve en réparation ! Les porcs périssent en grand nombre faute de nourriture. Au lieu de l'accroissement des surfaces ensemencées prévu par le plan, on constate une régression de 35,7 à 31,4 millions d'hectares, tandis que la population s'accroît régulièrement chaque année de trois millions de nouvelles bouches à nourrir !

(9) Luciani : Six ans en U.R.S.S.

Après les épouvantables famines des hivers 1932 et 1933, il y eut 5 millions de victimes.

Le gouvernement fait alors machine en arrière : chaque kolkhoznik doit avoir une vache ; ne sont plus imposées : les terres nouvellement défrichées, les animaux de basse-cour, les ruchers, les betteraves à sucre, les vaches, les bœufs et brebis en sus de ceux possédés en 1931.

La quantité de céréales à livrer à l'Etat est réduite de 15 % et celle de viande de 50 % : le surplus est gardé par le producteur pour être consommé, ou vendu avec exemption de toute redevance, sauf un droit de place, aboli pour les œufs et les laitages : *on cherche à intéresser le paysan à la récolte et à l'élevage.* « Chaque bourgade aura sa terre et sera responsable de sa production : la justice sera collective, la culture aussi, *mais chaque groupe est responsable de son travail et bénéficie des résultats.* »

Ce qui explique ces mesures, c'est que « le pays est à la veille d'une catastrophe alimentaire », des révoltes rappelant celle des marins affamés de Cronstadt, en 1921, ont lieu.

Mais les paysans n'ont plus rien à vendre : on avait prévu à Moscou 1.000 kiosques de vente, il en fonctionne seulement 17 !

Les décisions libérales se précipitent : l'Etat réduit de 25 % sa part de céréales et donne aux paysans le droit de vendre le surplus de leur récolte, aux éleveurs le droit d'abattre et de vendre leur bétail.

Cependant, la disette continue dans les villes.

Alors on exempte les vendeurs de denrées agricoles des droits de place et des impôts, on leur offre des crédits et des tarifs de faveur sur les chemins de fer, on aménage des marchés nouveaux et pour

les intéresser davantage à la vente, on ouvre des boutiques d'articles manufacturés.

On développe, d'autre part, avec fièvre l'élevage des lapins et l'on recommande la pêche.

Mais, en 1933, c'est la famine, les décès se multiplient. Le pain est sévèrement rationné, on ne trouve pas de beurre ; la mendicité se développe d'une façon inouïe ; les bases de l'alimentation sont le pain et les pommes de terre, avec une ou deux fois par mois de la viande.

Dans les campagnes, on assista à un exode massif des jeunes vers les villes ; ils allaient tenter d'y trouver, suprême paradoxe, leur nourriture ! La résistance d'abord passive des paysans prit bientôt une forme plus active : ne se résignant pas à abandonner à la collectivité le fruit de leur travail, ils le sacrifièrent pour en avoir au moins la consommation. On peut juger par là de l'immensité de leur désespoir.

Les chiffres sont éloquents (10) :

(en millions de têtes)	1929	1933
Chevaux	34	16,6
Vaches laitières	30,4	19,5
Chèvres et brebis	147,2	50,6
Porcs	20,9	12,2

Le cheptel avait diminué de près de 50 %.

Tels furent les résultats de la socialisation forcée de l'agriculture, provoquant une très mauvaise organisation des fermes collectives qui recevaient des tracteurs de basse qualité (la moitié se trouvait toujours en réparation !) et étaient dirigées par une bureaucratie paresseuse et pléthorique.

(10) Cités par Luciani, op. cit.

Les inconvénients de cette socialisation si rigoureuse se révélèrent tellement graves pour le régime lui-même, que le gouvernement fut obligé de reviser, au mois de mars 1935, le statut des fermes collectives.

Ce nouveau statut comporte, sur le statut des kolkhozes de 1930 qui consacrait la collectivisation, deux innovations capitales : d'une part, le paysan se voit attribué le droit de posséder désormais un certain bétail, et, d'autre part, les koulaks sont amnistiés.

Sous le statut de 1930, le paysan jouissait de son isba, d'un enclos, de volailles et d'une seule vache ; dès lors, il ne s'était plus intéressé à l'élevage de bestiaux devant appartenir à la collectivité et s'était laissé aller à sa naturelle inertie.

Pour réveiller et stimuler l'intérêt personnel du paysan, le statut de 1935 lui concéda en Russie d'Europe et en Sibérie, en plus de sa vache, deux veaux, deux truies avec leurs porcelets, dix chèvres ou brebis, une quantité illimitée de volailles et de lapins, vingt ruches. En Asie Centrale, le paysan avait le droit de posséder 100 à 150 brebis et 5 à 10 chameaux, suivant les régions. En Sibérie, il pouvait avoir un troupeau de 200 rennes.

Quant à cette paysannerie d'élite qu'avaient formée les koulaks, déportés en Sibérie sur simple dénonciation et dont le principal crime avait été de prospérer trop rapidement sous le régime de la N.E.P., ceux qui avaient « montré par trois ans d'honnête travail, qu'ils s'étaient amendés », pouvaient être admis dans les kolkhozes.

L'exclusion des kolkhozes était rendue plus difficile, l'avis d'une assemblée générale au quorum des deux tiers était nécessaire, afin de garantir contre l'arbitraire des dirigeants.

Grâce à ces réformes, le niveau de la production remonta. La superficie cultivée passa de 116,7 millions d'hectares à 133,7 en 1936 (11), en augmentation de 14 % (relative à la betterave à sucre, au lin et au coton, — non aux céréales).

Mais si le rendement à l'hectare était de 8 quintaux en 1913, il fut seulement de 6,7 quintaux en 1936.

Un dernier point mérite d'être souligné, car il est d'importance pour juger du succès ou de la faillite du socialisme appliqué à l'agriculture. L'exploitation individuelle ayant été supprimée après 1928, il ne restait plus que deux formes d'exploitation collective : les entreprises agricoles d'Etat, dites « sovkhozes », où les travailleurs étaient de simples salariés de l'Etat, exploitant direct, qui recueillait tous les bénéfices, et les « kolkhozes », fermes coopératives où les travailleurs avaient droit à la jouissance des terres et du matériel, ainsi qu'à une rémunération proportionnelle à leur travail (droit de vente, sur le marché libre, de leurs produits) et à une petite propriété individuelle.

Dans l'esprit des dirigeants soviétiques, le kolkhoze était une forme d'exploitation transitoire qui devait préparer un rapide passage à l'organisation en sovkhoze, plus conforme à la doctrine socialiste. Ce fut l'inverse qui se réalisa. Le rendement des sovkhozes s'avérant très inférieur à celui des kolkhozes, en 1936 et au début de 1937 l'unification des exploitations en kolkhozes était pratiquement réalisée. Un nouvel hommage était ainsi rendu à la réalité de l'intérêt personnel. L'exploitation étatique

(11) Chiffres fournis par Teitelbaum, Europe Nouvelle du 13 novembre 1937.

s'était révélée comme non viable. Le gouvernement avait été bien obligé de constater que les sovkhoses travaillaient « sans plan aucun », malgré une importante administration préposée à leur direction ; — celle-ci, en effet, retardait exagérément ses réponses aux demandes des directeurs de sovkhoses et fuyait les responsabilités ; l'incompétence n'était pas son moindre défaut.

A l'intérieur des sovkhoses, on constatait le même laisser-aller. Bien mieux outillés que les kolkhoses, car ils devaient servir de fermes-modèles, leur rendement était très inférieur. Les kolkhoses avaient considérablement accru leur production, — certains l'avaient plus que doublée, — et leurs dépôts en banque étaient passés de 653 millions de roubles en 1935 à plus de 1.200 millions en 1936 (12). Ils bâtissaient, augmentaient les emblavures et achetaient matériel et bétail.

Les « Izvestia » (13) rapportent que dans les sovkhoses, par contre, l'ensemencement n'a été réalisé que dans une proportion de 15 % ; « certains sovkhoses ont difficilement réalisé le plan dans une proportion de 11 % et dans plusieurs sovkhoses en Ukraine, dans la Crimée et dans le Caucase du Nord, les labours ne sont pas encore commencés... En général presque dans toutes les républiques et dans toutes les régions de l'U.R.S.S., les sovkhoses cultivent moins bien leurs terres que les kolkhoses ».

(12) Chiffres fournis par Teitelbaum, Europe Nouvelle du 20 février 1937.

(13) Cité par Teitelbaum, loc. cit.

4. L'industrie après la N.E.P.

La petite industrie fut supprimée par le gouvernement, qui contrôlait ainsi l'industrie tout entière.

Le résultat fut une extrême pénurie des biens de consommation, due, également, à l'abolition du commerce privé et à l'accroissement de la population urbaine, qui doubla entre 1928 et 1932.

L'industrie étatisée se révéla non rentable, comme nous le verrons plus loin, et la création d'une massive inflation des billets en circulation obligea le gouvernement à rationner la population, dont les moyens de payer étaient bien plus élevés que la quantité de marchandises disponibles.

Des cartes de rationnement des denrées et des *produits manufacturés* furent parcimonieusement distribuées. Cette véritable disette était due à l'« économie dirigée avec prix fixes » (14) ; le libre jeu de l'offre et de la demande n'existait plus pour équilibrer production et consommation. « Les produits industriels n'atteignaient même pas les villages. Les paysans ne pouvaient même pas, contre l'argent de la vente de leurs produits, se procurer les objets manufacturés dont ils avaient besoin » (15).

Le producteur était devenu, en effet, « absolument indépendant du consommateur » ; quelle que fût la qualité de ses produits industriels, il était sûr de les écouler aussitôt. D'autre part, il ne regardait pas à la dépense, étant toujours sûr d'être subventionné par l'Etat.

(14) B. Brutzkus, op. cit.

(15) Ibid.

A cette disette des biens de consommation vint s'ajouter la pénurie des moyens de production, accaparés par les dirigeants d'entreprises, dans la crainte d'en manquer rapidement et dans la certitude de faire ainsi un placement rémunérateur des subventions qu'ils recevaient de l'Etat.

Toute la production, toutes les opérations effectuées par les entreprises, étaient prévues par le plan qui remplaçait l'équilibre automatique résultant du libre jeu de l'offre et de la demande. La distribution des produits à la population se faisait sans aucun rapport avec les besoins.

Quant à la distribution des matières nécessaires (16) à la production, à l'intérieur du circuit industriel, elle se caractérisait par une très mauvaise coordination. La production des machines, par exemple, excéda de 25 % le chiffre prévu par le plan, tandis que la sidérurgie atteignit seulement 50 à 60 % de ce chiffre, d'où nécessité d'importer considérablement du minerai de fer. Cette absence de coordination entraînait un ralentissement énorme de toute la machine économique ; lorsqu'une matière aussi indispensable que le fer, par exemple, faisait défaut, de nombreuses productions intermédiaires étaient automatiquement suspendues.

Elle était due, d'une part, à l'impossibilité de prévoir les besoins réels, à la nonchalance de la bureaucratie chargée de l'exécution du plan, à l'incapacité des directeurs, fuyant les responsabilités, et, d'autre part, à la déficience caractérisée des transports par chemin de fer. En U.R.S.S., l'importance des chemins de fer se révèle plus grande que

(16) Renseignements fournis par B. Brutzkus, op. cit.

partout ailleurs ; ce vaste pays, qui forme politiquement un continent à part, ne peut faire communiquer rapidement ses provinces, grandes comme des Etats occidentaux, que par le rail.

Au début de 1935, la crise dans l'organisation des transports par fer était à son comble. La circulaire de Kaganovitch, nommé commissaire aux Transports en remplacement d'Andreïev jugé trop mou, donne des précisions intéressantes : « Le nombre des déraillements et des accidents reste élevé et il s'est même accru dans ces derniers temps. Pour la seule année 1934, il y en a eu 62.000. L'augmentation en 1935 a été la suivante : 7.000 accidents en janvier et plus de 5.000 en février ! En 1934, le nombre des locomotives détériorées a été de 7.000, celui des wagons brisés de 4.500 et celui des wagons simplement endommagés plus de 60.000. Le nombre des morts du fait de ces déraillements se compte par centaines et celui des blessés par milliers » (17).

Les pertes subies s'élevaient à 60 millions de roubles.

La responsabilité de cette situation catastrophique était imputée aux directeurs des réseaux, manquant de vigilance et d'initiative, et au personnel des chemins de fer, marqué des défauts propres aux fonctionnaires mal encadrés : l'indiscipline et le laisser-aller. La signalisation, très incomplète, n'était souvent pas observée ; une partie du personnel ignorait tout des règlements et la durée des réparations était interminable. La vitesse moyenne des convois était très faible (25 kilomètres à

(17) M. Teitelbaum : Les chemins de fer de l'U.R.S.S., Europe Nouvelle du 2 novembre 1935.

l'heure) ; par ailleurs, un wagon ne circulait que cinq heures par jour en moyenne.

On juge par là de l'entrave apportée au ravitaillement régulier des entreprises industrielles, donc à leur essor. Une action énergique fut entreprise et le nombre des wagons chargés augmenta peu à peu.

Une extrême centralisation bureaucratique caractérisa la vie économique sous le plan quinquennal. Elle étouffait le pays sous les réglementations les plus diverses, parfois contradictoires, et sous les décisions toujours très lentes de fonctionnaires ayant la terreur des responsabilités.

Le gaspillage des marchandises, le vol dans les entrepôts étaient choses fréquentes.

Les cadres, ingénieurs et chefs d'entreprises faisaient à tel point défaut que le régime dut faire appel aux techniciens de l'étranger. C'est ainsi que (18) la Centrale de houille blanche de Dnieprostroi a été établie sur les plans de M. Hugh L. Cooper, américain, qui équipa les chutes du Niagara ; la forge de Magnitogorsk fut construite par onze ingénieurs américains de l'Artur G. Mc Kee C^o ; l'usine de Nijni-Novgorod doit sa création à des ingénieurs de l'Austin C^o et de chez Ford, de même la fabrique de tracteurs de Stalingrad organisée par John Calder, de Detroit.

La main-d'œuvre qualifiée manquait ; là encore on fut contraint de faire appel à du personnel étranger.

Quant au rendement, « on estime qu'en 1930, le rendement de la main-d'œuvre russe est *en moyenne* 63 fois moindre que celui de la main-

(18) Renseignements fournis par M. Lescure.

d'œuvre américaine » (19), ce qui peut s'expliquer notamment par la très mauvaise organisation d'une économie entièrement bureaucratisée et par la sous-alimentation chronique des travailleurs.

Systématiquement négligé, — selon le mot de M. Knickerboker (20), « on affame pour outiller » — l'ouvrier se déplaçait dans cesse à la recherche d'une nourriture et d'un logement un peu moins misérables ; l'on assista à ce que l'on a nommé le phénomène de la « fluidité ouvrière », qui menaçait gravement l'ordre intérieur. Aussi les autorités soviétiques créèrent-elles un passeport ouvrier avec obligation pour le travailleur de rester toujours, sauf ordre contraire de ses chefs, à la même usine, dont il devient le serf ; la sanction en cas de désobéissance est le retrait de la carte de rationnement, c'est-à-dire la condamnation à mourir de faim.

A l'intérieur des usines circulent des gardes armés, chargés d'assurer l'ordre.

L'incapacité de prévoir les besoins de la population et même ceux de l'industrie, le manque de cadres et la très basse qualité de la production constituent, avec l'inhumanité du système, les tares propres à l'économie planée soviétique. Economiquement, c'est le déséquilibre entre l'offre insignifiante et la demande énorme de produits, politiquement, c'est le danger de révolte des masses frustrées de la jouissance de leur travail. « L'Etat soviétique se trouve, en fait, tragiquement saisi comme dans un étau d'où il ne peut se dégager... car il ne peut espérer maintenir indéfiniment la Russie dans l'isolement quasi obsidional où elle se trouve » (21).

(19) M. L. Baudin : L'utopie soviétique.

(20) Cité par M. L. Baudin.

(21) E. Mercier.

La population affamée, l'industrie dévorant toute la substance économique du pays pour un rendement relativement médiocre, le gouvernement ne pouvait continuer sans catastrophe cette politique de direction uniquement planée de l'activité du pays.

Le 23 juin 1931, au cours d'une conférence économique, Staline reconnaissait l'impossibilité de réalisation du système et soulignait le caractère utopique d'un système économique sans échanges, qu'il qualifiait de déviation « trotskiste de gauche ».

Il signalait que de nombreux établissements avaient une existence parasitaire et que, dans certains cas, « les dotations avaient donné naissance à une mentalité de budgétivores » et « affaibli l'intérêt porté par les entreprises aux résultats financiers de leur gestion ».

« L'exécution du plan, proclamait Staline, n'est pas tout ; il faut aussi prendre en considération les moyens nécessaires à son exécution. » Et Staline de lancer le slogan du « *contrôle par le rouble* ». Le dictateur rouge condamnait d'une part les gigantesques entreprises industrielles, incontrôlables, et d'autre part l'excessive centralisation bureaucratique : « La distribution socialiste, regardée par beaucoup comme la plus haute perfection du socialisme, devenait une erreur et Staline demandait qu'on la remplaçât dès que possible par le *commerce*, plus exactement le « commerce soviétique » (qui n'a rien du commerce privé, évidemment). Quant aux salaires, Staline indiquait *l'urgence de les différencier* et de les fixer *suyant le rendement du travail* » (22).

(22) B. Brutzkus, op. cit.

Différents taux de salaire furent établis suivant les professions et suivant les tâches : un ouvrier de l'industrie textile gagnait, en 1932, 70 à 90 roubles ; un ouvrier en construction mécanique : 142 roubles ; un paysan : 950 roubles. Mais cela ne réussit pas à augmenter la production dans une proportion suffisante.

A l'époque de la N.E.P., le gouvernement avait créé la catégorie des « ouvriers de choc », qui, en échange d'un supplément de travail, faible au début, mais progressivement relevé depuis, se voyaient attribuer un salaire plus élevé. Cette politique fut intensifiée, puis généralisée.

C'est du 30 août 1935 que date le mouvement stakhanoviste, « lorsque l'obscur ouvrier « sans parti » Stakhanov établit un record en abattant, en une relève, 102 tonnes de charbon, au lieu des 7 tonnes imposées par la norme » (23). Le gouvernement put ainsi mesurer que la marge restait grande entre le rendement habituel et les possibilités des travailleurs, lorsqu'ils voulaient fournir un réel effort. Par une politique de primes progressives, il stimula l'ardeur des travailleurs : les « stakhanovistes » touchèrent de hauts salaires et furent privilégiés, recevant notamment le droit de participer aux « consultations du Kremlin ».

Cette politique, Staline l'avait laissée pressentir au 17^e Congrès du Parti, en 1934, lorsqu'il déclarait : « Par égalité le marxisme entend non pas l'égalitarisme dans le domaine des besoins... mais la liquidation des classes, c'est-à-dire : libération égale de tous les travailleurs de l'exploitation... ; abolition de la propriété privée des moyens de pro-

(23) N. de Basily : La Russie sous les Soviets.

duction... ; obligation égale pour tous de travailler selon leurs capacités et droit égal pour tous les travailleurs d'être rétribués selon leur travail (société *socialiste*) ; obligation égale pour tous de travailler selon leurs capacités et droit égal de recevoir selon leurs besoins (société *communiste*). Or le marxisme part de ce fait que les goûts et les besoins des hommes ne sont pas et ne peuvent pas être identiques et égaux, en quantité et en qualité, ni dans la période de socialisme, ni dans celle du communisme.

Voilà la conception marxiste de l'égalité...

En déduire que le socialisme exige l'égalitarisme, le nivellement des besoins des membres de la société, le nivellement de leurs goûts et de leur vie privée... c'est calomnier le marxisme.

Il est temps de comprendre une fois pour toutes que le marxisme est l'ennemi de l'égalitarisme. »

En suivant cette politique du salaire, le rendement fut relevé de 15 à 50 %, en rendant obligatoire, comme minimum fixé par la norme, la production de quantités tendant progressivement à se rapprocher de celles atteintes par les meilleurs ouvriers. C'était un hommage rendu par le gouvernement soviétique à cette méthode barbare du capitalisme occidental si honni : le taylorisme !

On doit ajouter, au point de vue social, que les stakhanovistes furent l'objet d'injures et d'attentats très nombreux, d'ailleurs sévèrement réprimés par le gouvernement, et que leur impopularité reste très grande au sein de la masse ouvrière.

Voici les chiffres (24) concrétisant les importants résultats obtenus par l'application de cette méthode :

Commissariats	Augmentation du salaire	Augmenta- tion du rendement
Industrie lourde	12 %	23 %
Industrie légère	14 %	21 %
Alimentation	8 %	17 %
Forêts	9 %	20 %
Constructions	10,3 %	30 %

On voit par là que le gouvernement n'avait pas perdu à élever les salaires de ses meilleurs ouvriers...

Mais, en dépit des affirmations de Staline, il s'écartait très apparemment de l'application de la doctrine socialiste et rétablissait l'inégalité des richesses : les salaires varient en Russie de 100 à 4.000 roubles par mois !

En ce qui concerne l'organisation des entreprises, Staline recommandait la rationalisation technique la plus poussée et la sélection des directeurs d'usines ; on pourrait même prendre pour ces postes des hommes « sans-parti » (c'est-à-dire non inscrits au parti communiste). Une *comptabilité détaillée* faciliterait le contrôle du rendement de l'entreprise ; *au vu du bilan, le directeur serait maintenu ou révoqué.*

Ainsi, nous constatons que peu à peu le régime soviétique, obligé de se plier aux nécessités des lois naturelles, revient dans une certaine mesure aux principes du capitalisme occidental, tellement plus efficace. La comparaison des résultats dans l'indus-

(24) Extraits des Informations sociales du B.I.T., 17 février 1936, p. 178, cités par N. de Basily.

trie lourde fournit une preuve décisive de cette efficacité : la production en tonnes par habitant est en 1935 respectivement pour l'U.R.S.S. et les Etats-Unis de 0,62 et 3,5 (charbon), de 0,07 et 0,17 (fonte), de 0,14 et 1,13 (naphte). Cette tendance devait s'accroître dans les années suivantes, nous l'avons vu en ce qui concerne l'agriculture (statut de 1935), nous allons le constater en ce qui concerne l'industrie.

Dès 1934, il y eut une régression notable de l'emprise étatique, qui se traduisit par l'autorisation, donnée aux petites coopératives industrielles, de vendre librement leurs produits, et par les instructions données à l'industrie lourde en vue de produire des objets répondant aux besoins des masses, systématiquement ignorés jusque là au profit des nécessités de réalisation du Plan.

Puis, réforme de grande importance, les dotations à l'industrie furent supprimées.

« En Avril 1936, de nombreux journaux publièrent une information sur la *suppression des dotations* sur les fonds de l'Etat et sur les prix de gros dans l'industrie lourde et dans l'industrie forestière. » Désormais, les nouveaux prix de gros doivent être basés sur l'ensemble d'une branche industrielle donnée et établis de façon que celle-ci ne donne plus de déficit. Ce prix de gros sans déficit doit « être tablé sur le *prix de revient moyen*, obtenu dans la dite branche pour un produit donné. Il constitue ainsi, d'une part, une prime d'encouragement pour les trusts, qui travaillent à bas prix de revient, et, d'autre part, un stimulant impérieux pour ceux qui produisent à un prix de revient plus élevé » (25).

(25) L'Economie planée, 1936, n° 5.

C'était un hommage rendu à la notion capitaliste de profit ; on s'inquiétait enfin du rapport entre les résultats obtenus et les moyens mis en œuvre.

Mais les conséquences de ce système risquaient encore d'être mauvaises, car le prix moyen devait contribuer à sauver des entreprises devenues déficitaires, et les mauvaises affaires, si elles étaient les plus nombreuses, déterminaient des prix moyens de plus en plus élevés.

Chaque entreprise a en effet sa manière d'établir ses calculs et la situation présentée ne peut jamais approcher la réalité ; c'est le journal soviétique « Pour l'Industrialisation », qui reconnaît que « étant donné la disparition des prix de gros appliqués aux matières premières et au combustible, ainsi que la diversité des modes de calcul dans les différentes usines, les chiffres comptables ne reflètent pas les véritables frais de production tels que l'économie nationale les supporte » (26).

Non moins significatif le cas de l'usine métallurgique de Makéïev à Nijni-Novgorod, qui depuis 1935 était considérée comme modèle. « Le 11 Août 1935, la *Pravda* écrivit : « Cette usine, avec son effectif de 25.000 ouvriers, est le point de mire de tout le pays. L'usine de Makéïev est le porte-drapeau dans la lutte pour la rentabilité de la métallurgie soviétique. » L'ingénieur Gvakharia y avait été mis au poste de directeur par Staline lui-même, et toutes ses initiatives administratives avaient toujours bénéficié de l'appui personnel du dictateur. Ses rapports indiquaient régulièrement des bilans hautement rémunérateurs. Tout allait au mieux,

(26) Cité par N. de Basily.

lorsque, au début de Juin 1937, dans les colonnes de « Pour l'Industrialisation », Gvakharia fut déclaré soudain trotskiste et saboteur, et sa brillante comptabilité proclamée un amas de faux » (26 bis).

Par ailleurs, les ingénieurs, ouvriers et employés de chaque entreprise, reçurent le droit de participer aux bénéfices de celle-ci (par une évolution analogue à celle marquée dans le statut de 1935 pour l'agriculture) ; cette participation était rendue proportionnelle au *rendement*, chacun se trouvait ainsi intéressé à travailler le plus et le mieux possible.

Dans les entreprises commerciales de l'Etat, le même principe s'appliquait, c'est-à-dire une augmentation proportionnelle au débit des marchandises et inversement proportionnelle aux frais généraux de l'établissement.

Quant au crédit, il était accordé d'autant plus largement que l'entreprise avait réduit ses frais généraux (27).

C'est ainsi que bon gré mal gré le régime soviétique revenait aux règles du capitalisme.

Un dernier point, d'importance, reste à examiner pour juger des résultats de l'expérience soviétique : quels sont les qualités de la production et le rendement de la main-d'œuvre ?

Le rendement de la main-d'œuvre est double aux Etats-Unis, reconnaît « Pour l'Industrialisation », qui constate que « le pays des Soviets a dépensé cent millions de roubles pour construire l'usine de tubes, de Nikopol, d'après le dernier cri de la technique, et elle fournit au pays de la camelote en guise de tubes ».

(26 bis) N. de Basily, op. cit.

(27) Renseignements fournis par M. Teitelbaum, Europe Nouvelle du 2 nov. 1935.

« Dans certaines usines travaillant l'acier, il faut éliminer 16 à 20 % des pièces fabriquées » (28).

La mauvaise qualité des tracteurs est proverbiale. D'une façon générale, « L'Industrie légère » relève : « en 1936, nous n'avons pas rempli le programme minimum, déclarait le Commissaire du peuple à l'industrie légère. Le haut pourcentage de rebut et la mauvaise qualité de nos produits sont une véritable honte. Le plus souvent, le rebut a pour cause la malpropreté, l'inintelligence, l'absence de soins dans le travail ; c'est un désordre inqualifiable ; c'est une honte ».

Cependant qu'en définitive, les charges de cette industrie mal gérée retombent sur le paysan : l'impôt sur le chiffre d'affaires, représentant en 1935 80 % des recettes du budget, se monte à 62 milliards de roubles, dont 43 payés par les paysans.

5. Les échanges : le retour au marché libre

C'est du début de l'année 1929 que date la création de cartes alimentaires, aboutissant à former deux catégories de prix : les prix des coopératives d'Etat et les prix des marchés libres.

Les coopératives sont nombreuses mais très insuffisantes, leur bureaucratie se révèle négligente et maladroite. « La Pravda » (12 et 13 Mai 1931) le déplorait en ces termes : « Ayant supplanté le commerce privé, ayant acquis le monopole du marché, la coopérative commence à dédaigner les principes économiques et à ignorer les besoins de la demande et des consommateurs » (29). En 1933, est liquidé

(28) L. Baudin, op. cit.

(29) Cité par J. Lescure : Le bolchevisme de Staline.

le monopole des coopératives qui sont remplacées par 100.000 nouveaux magasins où les commissariats du peuple vendent leurs propres marchandises, ainsi que les produits agricoles achetés par l'Etat à un prix non imposé, mais conventionnel.

Dès 1933, ce commerce produisit 15 % du montant des impôts indirects et 24 % en 1934.

En ce qui concerne les prix du marché libre, ils baissaient, mais l'écart s'était encore accru avec les prix normalisés. Le beurre, par exemple, payé 2,5 roubles le kilo aux paysans, était revendu au prix normalisé de 8 roubles et cédé au prix commercial de 27 roubles. On sait que les prix normalisés sont ceux fixés pour certaines catégories privilégiées, titulaires de cartes d'achat de vivres et d'articles de consommation personnelle ; les prix commerciaux s'appliquent au reste de la population et aux achats dépassant la quantité prévue par les cartes d'achat.

L'écart entre ces prix, normalisés et commerciaux, était considérable. Sur le marché libre, les prix étaient pour le sucre de 2,40 roubles au lieu de 60 kopeks dans les coopératives, 4 roubles au lieu de 2 pour le poisson, 5 à 6 roubles au lieu de 80 kopeks pour le savon, 6 roubles au lieu de 1,5 pour la viande (30).

Le 1^{er} Janvier 1935, la carte de pain fut abolie et instituée la vente libre de cette denrée dans les magasins d'Etat. C'était une réforme très importante pour un pays essentiellement agricole, dont le pain forme la base de l'alimentation.

Un décret du 25 Septembre 1935 supprima les cartes de viande, de poisson, de graisse, de sucre, de pommes de terre, et abaissa le prix du pain.

Quant au rationnement des produits industriels, il fut aboli le 1^{er} Janvier 1936.

Désormais, les buts poursuivis par les autorités soviétiques furent la suppression du rationnement de la population, l'unification et l'abaissement des prix, et une substantielle revalorisation du rouble.

Les prix des coopératives furent relevés, ceux du marché libre abaissés, et on procéda à la liquidation progressive des « distributeurs fermés », magasins réservés à certaines catégories privilégiées en raison de leur utilité.

Voici quelques chiffres qui donnent une idée de l'établissement des nouveaux prix (31) :

	Prix Normalisés 1934	Prix Commerciaux 1934	Prix Uniformes Octobre 1935
Riz, première qualité..	115	1.200	650
Farine de froment, mouture à 96 %	72	—	180
Farine de seigle	66	,—	160
Pain de froment	60	300	100
Pain de seigle	50	150	85
Semoule froment, première qualité	27	500	210
Gruau de sarrasin	32	700	430

La revalorisation du rouble entreprise par le Gouvernement, qui poursuit une politique d'accroissement du stock d'or, rendit au consommateur la liberté d'acheter où et combien il lui plaisait,

(31) Cités par N. de Basily.

mais cette liberté restait théorique vu l'insuffisance des produits et le rationnement continua en fait.

Néanmoins, l'utilité de la suppression des cartes d'achat était réelle et constituait une mesure indispensable pour le contrôle de l'industrie. Staline déclarait en effet, à la Commission du Parti en 1935, que « la création des prix uniformes fournira une base pour la liquidation définitive des tendances parasitaires existant dans les organismes de production et de distribution et chez certaines catégories de travailleurs, ainsi que pour la liquidation définitive de la rétribution égalitaire du travail » ; l'ouvrier devient *directement intéressé* à la hausse de son salaire, qui accroît automatiquement son pouvoir d'achat, le prix des marchandises restant fixe, et il se trouve incité à « rendre » davantage.

Ainsi donc, au cours de cette étude des résultats de l'expérience socialiste en Russie, nous sommes peu à peu amenés à constater le retour de ce pays aux principes de l'économie capitaliste : salariat, plus-value, inégalité des richesses.

Dans le domaine du commerce notamment, nous assistons à l'unification des prix imposés par l'Etat avec les prix « commerciaux », avec les prix du marché soviétique. Economiquement, cette unification était rendue possible d'une part en relevant les salaires ouvriers et les prix d'achat des produits agricoles, d'autre part en dévaluant le rouble dont la valeur nominale ne correspondait plus au pouvoir d'achat réel sur le marché des prix unifiés. Ainsi la Russie se voyait contrainte de revenir à la traditionnelle notion de la monnaie mesure de valeur et d'abandonner en fait la prétention marxiste de mesurer la valeur par le seul élément travail, ce qui devait entraîner l'abolition de la monnaie.

6. Le mécanisme des investissements

Le prodigieux développement du capitalisme libéral a eu pour base permanente en France la formation d'une épargne abondante et renouvelée. C'est en effet le capital qui crée l'industrie, et c'est l'épargne qui est la principale source de capitaux.

En régime socialiste, où le mot « capital » n'est plus employé, le phénomène a subsisté malgré tout, mais avec une différence fondamentale dans sa réalisation : de volontaire en régime libéral, l'épargne est rendue obligatoire en régime soviétique. Nous allons voir sous quelle forme elle est prélevée.

Le budget soviétique est soigneusement préparé chaque année par le Commissariat du Peuple aux Finances et par la section du Gosplan (« Commission d'Etat pour le Plan ») : tout y est subordonné à l'exécution du Plan, la nécessité de son accomplissement passe avant les possibilités normales du pays. Le vote d'un tel budget n'est évidemment qu'une formalité : il s'opère à main levée, par le Comité Central Exécutif.

Un examen d'ensemble des recettes du budget soviétique permet de se rendre compte de l'effort demandé aux ouvriers et aux paysans.

Quatre-vingt dix pour cent des recettes sont fournies par les « revenus de l'économie nationale socialisée », qui comprennent : l'*impôt sur le chiffre d'affaires* (il fournissait en 1931 50 % des recettes totales et 80 % à partir de 1935) ; son taux moyen est voisin de l'énorme chiffre de 60 % (62,3 % au budget de 1936) !

Huit pour cent des recettes proviennent de la

« mobilisation des ressources de la population », c'est-à-dire des emprunts (libres en théorie, mais forcés en pratique) et des impôts et taxes directs (comprenant notamment un impôt très élevé sur les exploitations agricoles, pour pousser au développement des kolkhozes, et un impôt sur le bénéfice des entreprises d'Etat de 3 % seulement environ). Parmi les taxes, citons celles sur le sucre (77,5 % dans les villes, et 86,5 % dans les villages), sur le sel (82,9 %), le savon (62,3 %) et les mouchoirs de coton (74,2 %) (32).

Le reste des ressources (2 %) est fourni par les « recettes diverses », qui comprennent notamment les droits de douane.

Il ressort à l'évidence, de ces chiffres, que « le poids financier du Plan Quinquennal a presque exclusivement pesé sur le consommateur russe, donc sur la masse russe » (33).

En dehors des impôts directs et de l'emprunt (obligatoire), la ressource principale du budget soviétique est fournie par l'impôt sur le chiffre d'affaires, c'est-à-dire un de ces impôts de consommation, — le plus dur de tous, car il retombe en cascade sur le consommateur, étant perçu au moment de chaque transaction sur la marchandise, — que condamnaient si sévèrement les marxistes, du temps de cet infâme capitalisme bourgeois, exploiteur des travailleurs...

Enfin, une ressource très importante provient du bénéfice réalisé par l'Etat sur la vente aux consommateurs, c'est-à-dire à l'ouvrier et au paysan, de ses produits agricoles et industriels : il suffit à

(32) Bulletin de l'Institut Economique, du Professeur S.N. Prokopovitch, mars 1935, cité par Brutzkus, op. cit.

(33) Lescure : Le bolchevisme de Staline.

l'Etat d'augmenter la taxation de la marchandise pour être sûr d'accroître ses recettes, car il possède le monopole sur le marché, aucune concurrence n'est là pour apporter son frein régulateur.

C'est ici qu'apparaît en pleine lumière le procédé de formation des réserves, de l'épargne, dont nous avons parlé plus haut et qui pratiquement ne trouve qu'une limite, le minimum vital nécessaire au peuple russe. Encore cette dernière condition n'est-elle pas toujours respectée, car le gouvernement n'a aucun moyen rationnel de déterminer les conséquences profondes de ses mesures économiques. Sans une dictature intégrale, le système ne serait pas viable.

Dans le domaine des produits agricoles, non seulement l'Etat vend cher, mais encore il achète à très bas prix ou réquisitionne dans de grandes proportions. Les bénéfices de l'Etat ainsi réalisés ont été portés sur le budget de 1934, dont le montant total était 64 milliards de roubles, au chiffre de 4,3 milliards de roubles ; ils passent l'année suivante, en raison de la suppression de la carte d'achat, à 24 milliards pour un budget de 78 milliards de roubles.

La plus-value capitaliste était moins impitoyable quant au prélèvement autoritaire par l'Etat-mercanti. D'autre part, ce genre d'exploitation des travailleurs-consommateurs est bien peu conforme à l'orthodoxie marxiste. M. Lescure le remarque en ces termes : « Marx, qui dénonçait si volontiers l'exploitation du producteur, du consommateur, aurait trouvé beaucoup à dire dans un pays où le capital est formé par voie d'un écart entre l'achat à bas prix au paysan et la vente à prix élevé au consom-

mateur, par le moyen d'un écart entre le prix de revient, dont l'élément essentiel est le salaire, et le prix de vente au paysan et à l'ouvrier consommateur. L'épargne privée avec ses satellites, l'intérêt, les dividendes, présente plus de souplesse, moins de rigueur. Et surtout, elle respecte la Liberté à laquelle nous restons attachés plus qu'à nos intérêts matériels eux-mêmes » (34).

RÉSULTATS COMPARÉS DU LIBÉRALISME ET DU SOCIALISME DANS LES FAITS

Irréalisable sous sa forme théorique, le socialisme dans sa forme déviée d'économie étatique mixte fonctionne plus mal que le capitalisme occidental dont il n'a pas les possibilités. Comparer la situation des consommateurs, leur niveau de vie, c'est en fournir la preuve la plus éclatante.

Quel est le niveau d'existence du kolkhosien ?

La production en blé a baissé de 20 % par rapport à l'avant-guerre. Mais pour connaître la consommation réelle, il ne faut pas perdre de vue l'accroissement de la population, la politique de prélèvements en nature par le gouvernement, les pertes sur pieds et le grain réservé à l'ensemencement.

Le chiffre moyen annuel par tête d'habitant était avant guerre de 6,3 quintaux ; il est actuellement de 5,4, — en réalité : en 1932, 1,30 quintal ; en 1933, 2,3 ; en 1934, 2,59, alors que le minimum de ration alimentaire nécessaire est de 2,5 ! Le paysan russe subit donc une sous-alimentation chroni-

(34) Lescure : Le bolchevisme de Staline.

que, obtenant juste de quoi — et encore — ne pas mourir de faim. Depuis le revirement de la politique économique en 1935, sa situation s'est notablement améliorée, le gouvernement craignant le mécontentement qui se manifestait et voulant augmenter le rendement.

La condition des ouvriers n'était guère meilleure : pendant la période du premier plan quinquennal, les salaires ouvriers n'étaient que très peu différenciés, vu la disette générale des biens de consommation ; le rationnement imposait une moyenne comprise entre le minimum vital nécessaire et les ressources du pays (artificiellement diminuées par l'exportation massive de blé, en vue de procurer les machines indispensables à l'exécution du plan).

En 1935, c'est-à-dire au moment de la politique plus réaliste du gouvernement, 67,3 % (35) du salaire entraient dans les frais de nourriture.

Il semble que la suppression des cartes d'approvisionnement, en 1935, n'ait pas amélioré la situation moyenne de l'ouvrier soviétique, les prix ayant été relevés plus considérablement que les salaires : « en 1933, l'ouvrier achetait 90 % du pain qu'il consommait à raison de 60 kopeks le kilo et les autres 10 % à 3 roubles ; en 1937, il paye la totalité du pain au prix de 1 rouble le kilo.

« En 1933, il payait le beurre 8 roubles le kilo ; en 1937, 16 roubles 50 kopeks.

« En 1933, 90 % du sucre lui revenaient à 2 roubles le kilo et 10 % à 10 roubles le kilo ; en 1937, chaque kilo lui coûte 4 roubles » (36).

(35) N. de Basily, *op. cit.*

(36) *Ibid.*

Voici le pourcentage de hausse de quelques articles :

<i>Articles (1 kg)</i>	1913	1935-36	Pourcentage
Pain noir	7,3	19,1	261
Gruau de sarrasin ..	17,1	96,8	566
Viande	46,4	171,0	368
Beurre	114,8	371,0	323
Sucre cristallisé	29,3	90,0	307

Par contre, les salaires réels ont sensiblement baissé :

<i>Salaires réels (en kgs)</i>	1913	1937
Pain noir	333	272
Riz	90	35
Beurre	21	14
Viande de bœuf	53	30
Sucre cristallisé	83	57

Voici encore les prix de quelques objets de consommation courante... en Occident : un pardessus coûte 300 à 500 roubles ; une robe très simple, 294 r. ; des souliers pour hommes, 290 r. ; le beurre, 16 r. le kilo ; la viande, de 6 à 9 r. le kilo. Or le décret du 1^{er} Novembre 1937 porte à 110 roubles le niveau minimum de rémunération du travailleur à la tâche et à 115 roubles celle du travailleur à durée fixe, mesure qui réalisait un progrès ! Le niveau moyen journalier du salaire ouvrier est de 5 à 7 roubles. On peut voir par là ce que représente d'irréel, pour la masse, l'achat d'un article considéré en pays capitaliste comme de consommation courante.

On peut se rendre compte ainsi de l'étendue des privations, des sacrifices, imposés à l'ouvrier

comme au paysan, dont la condition matérielle se trouve inférieure à celle d'avant guerre.

Par ailleurs, la comparaison avec le niveau de vie des travailleurs, à l'étranger, se révèle encore plus écrasante. M. W. Citrine, que l'on peut considérer comme le « Jouhaux anglais » des Trade Unions, non suspect de sévérité systématique à l'égard du régime soviétique, relève les prix exorbitants de certains articles. Une paire de chaussures équivaut à 15 jours de salaire en Russie contre un seul en Grande-Bretagne ; une bicyclette coûte 210 heures de travail en U.R.S.S. et 63 seulement en Angleterre ; les sous-vêtements de femmes représentent le salaire d'une semaine à Moscou, celui d'une demi-journée à Londres ; un pyjama vaut le salaire de trois semaines de travailleur russe, celui d'une demi-journée de travailleur anglais. Le pouvoir d'achat d'un chômeur anglais se trouve être supérieur au salaire moyen de l'ouvrier soviétique !

Quant au logement, la crise sévit particulièrement en Russie, où la population urbaine s'est accrue de 12 millions d'habitants entre 1928-1932, s'entassent dans des abris misérables.

En ce qui concerne le chômage, il est très difficile d'avoir des renseignements précis. Le gouvernement soviétique affirme qu'il n'existe pas. Néanmoins, selon Jugov (37), il y aurait une population très flottante, analogue aux chômeurs, de 9 à 12 millions de paysans sans travail.

De tout ce qui précède, il apparaît clairement que l'essai de réalisation d'un régime économique socialiste était loin d'améliorer la condition du travailleur moyen, très mal payé, très mal logé, soumis à l'obligation du passeport et du livret ouvriers.

(37) « Plan Quinquennal », cité par Lescure.

Et si le régime prétend à réaliser l'égalité, — ce qui ne s'est pas vérifié dans la pratique, — il n'aura pu le faire que dans la misère. La raison essentielle, c'est que l'équilibre économique ne peut plus être résolu et garantir ainsi les droits du consommateur, comme en régime libéral, mais qu'il est remplacé par un plan d'Etat, imposé d'autorité, pour réaliser une seule fin : produire à tout prix. A cet égard, il n'est pas douteux que la Russie ait obtenu des résultats considérables (38) dans l'industrialisation du pays, dans l'organisation des industries de base, indispensables désormais dans le monde moderne pour soutenir une guerre de longue durée. Mais en regard de ces résultats, ne doit-on pas tenir compte du prix inhumain auquel ils ont été obtenus, du sacrifice de tout un peuple à une mystique matérialiste ?

Que conclure de ce fait que « la Russie devient un pays d'économie mixte, c'est-à-dire de capitalisme étatique avec des tendances individualistes » (39) ?

Que conclure des phénomènes semblables à la fois observés dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des échanges, sinon que le socialisme théorique s'est révélé inapplicable dans le domaine des faits, irréalisable malgré la volonté d'hommes qui disposaient d'un pouvoir sans limites — sinon celles imposées par la nature humaine ?

Ce n'est pas le hasard, en effet, qui d'une force

(38) Encore faut-il remarquer que ce sont des *capitaux étrangers*, fournis par emprunts publics, qui ont permis le démarrage, dès l'avant-guerre, de l'industrie russe. L'U.R. S.S. a joui depuis du privilège, qu'elle s'est attribué, d'être un pays *sans dette extérieure*.

(39) L. Baudin, *op. cit.*

invincible contraignit ces deux tout-puissants dictateurs, Lénine et Staline, à se courber devant la réalité méconnue ; ce n'est pas le hasard si, bon gré mal gré, ils ont été amenés à découvrir l'ineluctabilité des lois naturelles qui s'imposent sous tous les régimes, avec une brutalité d'autant plus violente qu'elles ont été plus longuement méconnues.

Après avoir constaté l'échec de l'application pratique de la doctrine socialiste en Russie, il semble opportun d'en chercher les raisons profondes, générales.

CHAPITRE III

CRITIQUE

DE LA DOCTRINE ÉCONOMIQUE MARXISTE

La théorie de la valeur-travail apparaît insoutenable, si l'on se reporte, pour la détermination de la valeur, à l'expérience. Elle ne tient, en effet, aucun compte de l'utilité du produit ou du service rendu, ni de sa rareté ; comment départagera-t-on la foule des consommateurs pour un même produit en quantité limitée, voilà ce que ne peut expliquer la doctrine marxiste.

D'autre part, elle ne nous dit pas comment sera assurée l'exécution des travaux les plus pénibles, devant lesquels chacun se dérobera, s'il n'y est contraint.

Elle est impuissante à expliquer les différences de valeur entre les produits d'un travail de qualité différente, car elle ne tient compte que de l'évaluation du travail manuel.

Cette théorie de la valeur-travail reflète bien la déformation des théoriciens socialistes, uniquement préoccupés du facteur production (et spécialement production industrielle), sans aucun souci de la satisfaction des besoins des consommateurs ; dans une économie de rareté, où la production des biens est limitée par le travail de l'homme, cette conception tronquée du problème économique constitue une erreur fondamentale.

Il n'est pas difficile de le prouver dans le domaine concret en constatant que le travail ne suffit pas à donner une valeur proportionnelle à un objet d'art, par exemple, — que le même temps de travail a une valeur inégale suivant les branches de production et les métiers, et que dans une même activité professionnelle il donne des produits de qualité très différente, — que la valeur varie dans le temps avec les fluctuations de la mode ou la rareté, — qu'un objet peut avoir de la valeur sans le concours du travail humain : les produits de la nature à l'état sauvage, une source par exemple.

Egalement inexacte se révèle la loi de la plus-value, qui repose sur celle de la valeur-travail. Sa conséquence, la « loi d'airain » du salaire, qui resterait toujours réduit au minimum vital en régime capitaliste, s'est vue infirmée par la hausse constante du taux des salaires réels.

Aussi erronée apparaît la loi de concentration des capitaux et de prolétarianisation croissante des masses ; on constate, au contraire, en France, la dissémination du capital et la prédominance de la moyenne propriété. La concentration des entreprises connaît des limites géographiques ou économiques (succédanés), dont la méconnaissance explique la chute de certains grands trusts ou konzerns.

Si du domaine doctrinal l'on passe au domaine de réalisation pratique, les critiques ne sont pas moins sérieuses.

Le premier problème qui se pose est celui de l'orientation de la production sans le secours des prix : comment connaîtra-t-on les besoins et les prix de revient ? En ce qui concerne les premiers, il ne se présente qu'une solution, l'emploi de statistiques ; mais elles ne pourront adapter rapide-

ment les offres aux besoins de la consommation, dont l'intensité et les variations seront constatées avec retard et incomplètement.

Par ailleurs, si les socialistes prétendent assurer une importante réduction des frais généraux de l'entreprise capitaliste privée par la suppression de la concurrence et du commerce, il est probable que cette économie sera compensée, et au delà, par l'accroissement considérable des dépenses de création et d'entretien d'une bureaucratie, qui constituera une véritable classe dans l'Etat socialiste. Rien n'assurera le recrutement et la mise aux postes de direction des plus aptes, ni le retour dans le rang de ceux qui se seront révélés incapables.

D'autre part, comme nous l'avons vu, la notion de rentabilité est tout à fait étrangère à des entreprises publiques, non soumises à la concurrence et aux désirs des consommateurs ; l'aiguillon de l'intérêt personnel tendant à la compression constante des prix de revient fait défaut et l'on aboutit à un état économique stationnaire.

Les investissements ne pourront être réalisés rationnellement faute d'éléments de prévision rationnels, car l'Etat seul aura à déterminer l'équilibre entre la production et les besoins, sans le baromètre des prix.

Les réserves nécessaires à ces investissements ne pourront être davantage rationnellement constituées et l'Etat prélèvera trop ou trop peu, sacrifiant le présent à l'avenir et l'avenir au présent.

Enfin, la répartition des produits ne pourra se faire de façon plus équitable qu'en régime capitaliste, car les données de répartition rationnelle feront défaut ; il n'y aura plus relation entre la rémunération, d'une part, et, d'autre part, la qualité ou

le rendement du travail, c'est-à-dire son utilité pour la collectivité. On sera forcé d'établir alors une rémunération suivant les besoins (fixés artificiellement d'autorité dans une économie de rareté) ou par tête (qui ne tiendra aucun compte de la situation particulière à chaque individu).

En définitive, le résultat d'une économie purement socialiste ne peut être qu'une insuffisance dans la satisfaction des besoins (en qualité et en quantité) et une accumulation des produits dont n'aura pas voulu la consommation. Le fonctionnement d'un pareil système ne peut donc être assuré qu'en régime politique de dictature, où le choix du travail n'est pas libre et où sa rémunération est fixée d'autorité.

L'erreur fondamentale des socialistes paraît être de n'avoir pas remarqué la liaison profonde, la corrélation, entre le système de répartition et la production, et d'avoir oublié les intérêts du consommateur. Assurant une égalité plus grande dans la répartition, au prix d'une diminution considérable de la production, donc des richesses à répartir, — moins productif que le capitalisme, — le socialisme peut-il être considéré comme plus juste ? Il ne le semble pas, car son application réaliserait l'égalité, — d'ailleurs théorique, — dans la misère, et ne tiendrait aucun compte de l'effort personnel, du mérite de chacun. Un tel système ne pourrait fonctionner, en l'absence du puissant moteur actuel de l'économie, l'intérêt personnel, à moins d'être basé sur un altruisme généralisé ; on juge par là du caractère chimérique de la doctrine socialiste.

Le seul résultat serait d'accorder la toute-puissance à une bureaucratie administrative, très dispendieuse, de faible rendement, n'osant prendre

de responsabilités, qui réglerait totalement, sans aucune base rationnelle, la vie des individus.

Pour réaliser la doctrine socialiste, cette bureaucratie devrait être omnisciente et incorruptible, — conditions dont on peut saisir le caractère utopique, — elle devrait tenir une gigantesque comptabilité sociale qui déterminerait d'autorité les produits ou les services à attribuer aux individus ; enfin, elle devrait assurer la constante adaptation de l'économie aux ruptures d'équilibre, tenant aux variations des facteurs : milieu, population, demande, réserve, etc..., et assurer un progrès économique croissant, c'est-à-dire résoudre des problèmes de dynamique économique (1).

En conclusion, l'économie socialiste est incapable d'assurer un rendement supérieur à celui de l'économie capitaliste libérale ; elle ne peut établir rationnellement l'équilibre entre l'offre et la demande, ni orienter l'économie dans la voie d'un progrès croissant par la pratique d'un rendement maximum. Sa réalisation n'a été possible que temporairement, à l'époque du « communisme de guerre » russe, au prix des souffrances inouïes de tout un peuple et par la volonté d'un pouvoir politique dictatorial.

Mais, comme il a été montré plus haut, celui-ci a vu se poser aussitôt les *mêmes problèmes* qu'en régime capitaliste et il n'a pu les résoudre par l'application de principes différents ; les salaires variables avec le rendement, la notion de rentabilité (c'est-à-dire de liaison entre l'effort fourni et le résultat obtenu), le marché libre des produits ont été rétablis.

(1) Cf. L. von Mises : « Le Socialisme ».



TROISIÈME PARTIE

LE CORPORATISME

Aux faiblesses du régime libéral, à l'impossibilité du socialisme, peut-on remédier par la pratique d'une tierce solution ? Certains l'affirment, qui voient un régime économique nouveau dans le corporatisme.

Sous ce nom, des doctrines très diverses sont recouvertes ; leurs fins, comme les modes de réalisation qu'elles proposent, sont très différentes, si bien qu'avant d'essayer de formuler un jugement sur *le* corporatisme, il est indispensable de préciser quels sont *les* corporatismes proposés.

Ceci fait, l'examen portera sur la valeur économique du principe corporatif, ce qui posera la question préalable de savoir si le corporatisme constitue un système économique nouveau.

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN CORPORATISME

1. *L'ancienne conception du corporatisme*

Le nom de corporatisme évoque l'ancienne organisation des métiers et risque de créer une confusion sur son contenu actuel. C'est pourquoi il paraît nécessaire de marquer tout d'abord les différences fondamentales entre le corporatisme ancien, de fait, et le corporatisme actuel, théorique et pratique, — différences produites par l'évolution économique qui a profondément modifié la structure des sociétés modernes.

L'exemple des corporations du passé est invoqué souvent à l'appui d'ouvrages qui souhaitent le renouveau du corporatisme. Quelle fut leur importance et comment fonctionnèrent-elles réellement ?

En premier lieu, il faut souligner ce trait fondamental de l'ancien corporatisme : il n'était ni généralisé, ni uniforme. Il n'était pas appliqué sur tout le territoire et à tous les métiers, mais seulement dans les villes et à certaines professions, alors que le nouveau corporatisme veut s'appliquer à l'ensemble de la vie économique de la nation.

Dans la même profession la réglementation n'était pas identique, mais variable dans chaque ville, et les droits de maîtrise valables uniquement dans la ville où ils avaient été conférés.

Par ailleurs, à certaines époques de l'année, pendant la durée des foires, le privilège corporatif disparaissait. Il ne s'appliquait pas non plus, et ce de façon permanente, à certaines catégories: grande industrie, marchands et artisans suivant la cour, manufactures royales, négociants (banquiers, commissionnaires), petits marchands de la rue. « C'est donc bien la bourgeoisie artisanale et marchande qui forme le principal élément de l'organisation corporative » (1), comme les célèbres Six-Corps marchands de la Ville de Paris, où drapiers, épiciers-apothicaires, merciers, pelletiers, bonnetiers et orfèvres formaient une aristocratie véritable.

En second lieu, le corporatisme n'était pas issu d'une construction doctrinale, mais trouvait son origine dans la bonne entente des maîtres et compagnons, dans une atmosphère de respect des principes chrétiens. Le corporatisme moderne voudrait au contraire remédier à un état de fait, la lutte des classes, et recréer de *l'extérieur* la collaboration des éléments patronal et ouvrier, l'esprit corporatif. A la tradition corporative qui se perpétuait dans un monde statique, il semble que le corporatisme moderne aboutisse à substituer le maintien pur et simple du *statu quo* économique à l'instant de sa réalisation, avec la cristallisation par voie réglementaire des entreprises existantes, constitutive de monopoles au profit de leurs propriétaires du moment.

En troisième lieu, l'ancienne organisation corporative n'impliquait pas égalité de rang, *ni union*, entre patrons et ouvriers, — alors que dans le corporatisme moderne la représentation des uns et des

(1) W. Oualid. Cours de doctorat.

autres est paritaire. « On dit quelquefois que la corporation se composait de trois sortes de personnes, maîtres, compagnons, apprentis. Ce n'est point exact au sens rigoureux, puisque le corps de métier, qui paraissait au dehors comme une personne légale et devait en cette qualité agir, *ne se composait que de maîtres*, mais il est vrai que le privilège corporatif profitait à ces trois catégories d'artisans » (2). La corporation constituait ainsi un véritable syndicat patronal où compagnons et apprentis n'étaient que des éléments passifs.

Enfin, en dernier lieu, l'étendue du marché de chaque corporation était limitée dans le temps, par absence de crédit commercial, et dans l'espace, par manque de transports rapides et à cause du monopole existant au profit des maîtres de même métier dans les autres villes. Aujourd'hui, avec un processus de production industrielle très long et très complexe, une variation bien plus grande dans la demande des consommateurs et dans l'offre des producteurs, avec la hantise d'une surproduction aux répercussions souvent catastrophiques, le problème nouveau de *l'équilibre économique* se pose inévitablement. Et ce n'est plus l'intérêt particulier du groupe professionnel qui se trouve alors en jeu, mais celui de la nation entière, devenue sensible à tout changement économique, qui se répercute à l'infini.

*
**

(2) P. Hubert-Valleroux : Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels en France, cité par Leener.

2. *Le fonctionnement de l'ancien corporatisme fut-il satisfaisant ?*

Comme il a été dit plus haut, le développement des corporations s'est opéré librement, c'est-à-dire sur l'initiative des intéressés. Le mouvement corporatif répondait, en effet, à un besoin naturel de défense des artisans contre les puissants seigneurs féodaux, au pouvoir sans contrainte.

A ses débuts, la corporation fut établie sur une base égalitaire : les droits étaient les mêmes à égalité hiérarchique, l'accession à la maîtrise était possible pour tous, une réglementation uniforme régissait l'apprentissage, le compagnonnage, l'accession à la maîtrise, la fabrication et les prix.

Egalitaire, la corporation fut, par ailleurs, libre à ses débuts; dans le « Livre des Métiers », d'Etienne Boileau, au ^{xiii}^e siècle, chaque statut débute ainsi : « Quiconque est capable et a les moyens d'exercer tel métier, est libre de l'entreprendre ».

La corporation perdit peu à peu ses deux caractères originels.

En ce qui concerne la liberté, la création de nouvelles maîtrises devint, pour des raisons fiscales (le produit des droits perçus à cette occasion), le fait du pouvoir royal, qui pratiqua cette politique à partir de Charles VII. Elle devait atteindre à son apogée sous Louis XIV, qui officialisa les charges de chefs des jurandes.

Quant à l'égalité, dès le ^{xv}^e siècle il y eut tendance des patrons à se conférer un monopole en rendant de plus en plus difficile l'accession à la maîtrise par une élévation systématique des redevances et une politique dynastique de la corporation.

Chez les maîtres eux-mêmes, il se créa une hiérarchie à quatre degrés : les jeunes, les modernes, les anciens et les anciens gardes.

Par la dispute de leurs prérogatives, les corporations, elles aussi, cherchèrent à se hiérarchiser entre elles ; souvent l'intervention royale fut provoquée par des appels des patrons, pour départager leurs querelles ; celles entre pâtissiers et rôtisseurs, bouchers et charcutiers, tailleurs et fripiers, sont restées célèbres. Si elle ramenait la paix entre les corporations, cette intervention royale ne l'assurait souvent qu'au préjudice des consommateurs : telle fabrication (des boutons de drap ou des toiles peintes par exemple) est interdite au profit de l'ancienne, bien plus onéreuse, qui a demandé protection (fabricants de boutons de passementerie ou d'étoffes de soie). De même, on peut citer l'exemple de l'interdiction du contrat de construction à forfait « clef sur la porte », trop économique pour l'acheteur au gré de la corporation intéressée.

Par ailleurs, l'accaparement de la main-d'œuvre répondit à celui des maîtrises : il se créa des compagnonnages, destinés au placement des compagnons, et qui organisèrent aussi l'assistance mutuelle, car beaucoup de corporations ne la réalisaient plus qu'au profit exclusif des maîtres.

L'apprentissage, enfin, tomba en décadence ; l'apprenti se trouvait « en butte à l'hostilité des compagnons, à l'indifférence ou à la sévérité excessive des maîtres » (3), le pouvoir royal dut veiller à sa protection.

Selon le mot de M. Jolly, « le régime corporatif n'a pas empêché la naissance d'un prolétariat ».

(3) Jolly : « La mystique du Corporatisme ».

Quant à la paix sociale, si l'on ne trouve pas le mot « grève » dans les chroniques du temps, l'on relève par contre la mention d' « émeutes », de « séditions », d' « émotions populaires ». Les conflits furent nombreux, le plus célèbre se produisit à Lyon en 1744-1745 entre maîtres marchands et maîtres ouvriers, et se termina par la défaite de ces derniers. Les conflits sociaux étaient déjà très âpres; selon M. Oualid, il y avait « au xv^e et au xvi^e siècles, des conflits sociaux extrêmement vifs, très semblables à ceux qui caractérisent l'économie d'aujourd'hui, avec toute la technique des mouvements ouvriers, grèves, piquets, la répression brutale des autorités, représailles patronales, etc... ».

Il est juste, par contre, de mettre à l'actif de l'ancienne organisation corporative le fait qu'elle a assuré des conditions loyales de production de qualité, par la réglementation et le contrôle de la fabrication, la répression des fraudes et de nombreuses inspections, cherché à imposer le paiement d'un « juste salaire » au compagnon et à limiter les bénéfices du patron. Elle a voulu éliminer les incapables par la limitation du nombre des artisans, la nécessité d'un chef-d'œuvre, et elle a évité le chômage en empêchant l'exode des paysans vers les villes. Elle a servi à mettre en œuvre, du moins à ses débuts, les principes moraux du christianisme et à soutenir les droits du spirituel, là où précisément il risquait d'être le plus étouffé par les appétits matériels.

Cet hommage rendu aux intentions du corporatisme ancien, il est difficile de le renouveler en ce qui concerne ses réalisations postérieures, du point de vue du consommateur. Il n'est pas douteux que les corporations ont eu la naturelle, mais

fâcheuse, tendance à élever les prix, après qu'elles eurent restreint ou supprimé la concurrence, nous en avons cité quelques exemples dans les lignes qui précèdent.

Nous avons jusqu'ici jugé de l'ancien corporatisme en examinant les conditions où il fut pratiqué en France. Pour avoir une idée plus générale sur son fonctionnement, voici la substance d'une étude (4) relative à sa pratique dans les Pays-Bas, où a fleuri très richement au moyen âge l'organisation corporative. Là encore, la corporation « n'engendra, ni le bien-être général, ni la paix sociale ». Il y eut un véritable prolétariat, « une plèbe inculte et mécontente ».

A l'apogée du corporatisme, au xiv^e siècle, les ouvriers étaient des prolétaires misérables, ne possédant que leurs vêtements, habitant des chaumières dans des faubourgs, traités d'autant plus durement que la misère les poussait souvent à la révolte. Et ces prolétaires étaient nombreux ; rien qu'à Gand, il y avait 2.000 tisserands, abstraction faite des laveurs, teinturiers, cardeurs, tondeurs, apprêteurs, etc...

Les deux catégories bénéficiaires du régime corporatif étaient les marchands et les artisans. Bientôt les premiers se transformèrent en corporations aristocratiques fermées aux artisans ; l'oligarchie des marchands s'empara de tout le territoire urbain, pressurant le peuple et disposant à son avantage des deniers communaux.

A leur tour, les artisans s'organisèrent en cor-

(4) Dechesne, Congrès des économistes de langue française, 1936.

porations, disputèrent souvent avec succès l'hégémonie aux marchands et abusèrent de leurs privilèges.

« Au XIII^e et au XIV^e siècles, nous assistons aux Pays-Bas, ainsi que dans la Principauté de Liège, à une guerre sociale très grave entre les grands et les petits ; en Flandre, les villes furent même entraînées dans une guerre extérieure avec la France et l'Angleterre » (5).

Le corporatisme entraîna des guerres entre les villes (Bruges et Gand), des guerres des villes contre les campagnes pour y détruire les métiers.

Il n'y eut donc ni égalité dans la concurrence, ni bien-être général, ni paix sociale, au prix d'une stagnation économique rendue nécessaire sous peine de mettre le système tout entier en péril.

Après cette vue d'ensemble sur les résultats de l'ancienne organisation corporative, comment ne pas constater que ce bilan comporte, sous une appellation différente, des phénomènes que nous constatons actuellement ? Recherche du monopole par les uns, association et grève chez les autres, lutte entre des gens de condition, sinon de classe, différente, et à partir du XVI^e siècle élévation énorme du prix des produits, due à l'afflux des métaux précieux, qui arrivaient des Amériques, provoquant une sous-consommation chronique, une crise véritable, voilà ce que l'on constatait déjà du temps des anciennes corporations. Par ailleurs, le progrès technique et économique se trouvait presque supprimé. Pour introduire des industries nouvelles, il avait fallu utiliser un nouveau mode d'exploitation,

(5) Dechesne, loc. cit.

la manufacture royale, située complètement en dehors de l'organisation corporative. Avec le progrès industriel de l'Angleterre, nécessitant la pratique du capitalisme, cette ancienne organisation, trop statique et trop rigide, était définitivement condamnée. L'ère du libéralisme économique allait s'ouvrir pour une longue période.

CHAPITRE II

LE CORPORATISME MODERNE

SECTION I. — *Ses fins diverses suivant les écoles. Ses différentes conceptions de l'organisation économique.*

Le renouveau du corporatisme s'explique par le déclin des mystiques libérale et socialiste. Il se présente comme une réaction contre les crises et contre la lutte des classes, il traduit l'influence sans cesse grandissante du groupe dans le domaine économique. Les ouvrages des auteurs corporatistes modernes commencent tous par une critique plus ou moins poussée du fonctionnement du libéralisme et par la démonstration des défauts inhérents au socialisme.

Ces auteurs reprochent au régime libéral d'être anarchique, parce qu'il permet une concurrence effrénée sans autre mobile que celui, matérialiste, du profit, — concurrence qui provoque une production sans rapport avec les besoins réels des consommateurs, ni avec les intérêts généraux et permanents de la nation. Selon eux, il favorise ainsi une effrayante déperdition d'énergie.

Au socialisme, ils reprochent la tyrannie d'une étatisation bureaucratique, trop centralisatrice et incompétente.

En un mot, les partisans du corporatisme ne

croient pas à l'équilibre économique naturel assurant la meilleure utilisation des forces productives, ni à l'équilibre plané par l'Etat. A ces deux régimes, ils opposent une tierce solution, qui tiendra compte à la fois des besoins des particuliers, de ceux, prépondérants, de l'Etat et en assurera l'harmonieux agencement par une économie disciplinée, ordonnée, apportant justice et sécurité.

Si le même but est poursuivi par tous les corporatistes, les raisons qui les animent sont très différentes suivant qu'ils mettent l'accent sur le caractère moral, social, économique, politique, national, voire religieux, de leurs préoccupations.

Pour La Tour du Pin, la corporation est un moyen de ramener la paix sociale en assurant juste prix et juste salaire. Albert de Mun voit aussi dans le corporatisme « le rapprochement des personnes, la conciliation des intérêts, l'apaisement qui ne peut se rencontrer que dans la reconstitution de la famille professionnelle », par opposition aux syndicats tout animés du principe de la lutte des classes et qui, ne pouvant apporter la sécurité de la condition ouvrière, se trouvent impuissants à supprimer le prolétariat. Propriété du métier, sécurité, juste prix sont les traits dominants de ce corporatisme social. Du point de vue économique, par contre, tout reste à préciser, — nous y reviendrons, — car que signifie, économiquement, l'expression « juste prix » ?

Les catholiques sociaux voient dans le corporatisme un moyen de rétablir la fraternité entre deux groupes naguère ennemis et de recréer cet esprit chrétien qui animait les artisans du moyen âge, en les rapprochant à l'intérieur de leur profession.

Le corporatisme fasciste se préoccupe avant

tout de politique. L'économie qu'il préconise est une économie dirigée par l'Etat et non une économie corporative ; la corporation joue le rôle d'un simple organe de transmission des directives du parti au pouvoir, un moyen de contrôle de l'activité économique de la nation, un instrument docile aux mains du chef du gouvernement.

Un théoricien du « corporatisme pur », le professeur Manoïlesco, lui assigne pour but l'intérêt national exclusif, en intégrant la corporation dans la nation et aboutissant ainsi à la suppression des partis politiques.

Des préoccupations économiques, l'on en trouve dans les différents ouvrages des corporatistes, mais plutôt comme critique des régimes libéral et socialiste, comme panégyrique du régime à instituer, que comme démonstration d'un système économique nouveau, capable de donner la formule d'un nouvel équilibre de la production et des échanges. On nous dit bien qu'il faut mettre plus d'ordre et de justice dans les rapports entre capital et travail, plus d'ordre et de mesure dans la production, plus de logique dans la répartition, que l'économie doit servir l'homme et non pas l'asservir, qu'il faut assurer à chaque travailleur un juste salaire, à chaque produit un juste prix, — mais l'on est par contre très discret sur les moyens de réaliser ces tendances généreuses ; si bien que pour l'observateur impartial qui veut comparer les résultats possibles, critiquer les doctrines, les données vraiment économiques font défaut.

D'une façon générale, il semble bien que le corporatisme se propose de s'accommoder du capitalisme en le corrigeant, en créant un capitalisme corporatif, — mais comment assurera-t-il un meilleur équilibre général par des plans partiels ?

Une tendance « révolutionnaire » représentée par le professeur italien Ugo Spirito voudrait fusionner les classes encore distinctes en régime corporatif fasciste et rendre propriétaire des moyens de production la corporation, — ou plus exactement, ses membres eux-mêmes, en tant que membres de celle-ci. Ce serait un collectivisme organisé sur la base du métier et qui aboutirait à la disparition complète de la conception de catégories sociales ; entreprise et corporation seraient fondues en une seule institution ; le capital passerait ainsi des actionnaires aux travailleurs, qui seraient intéressés de façon proportionnelle à leur place hiérarchique dans l'activité économique.

Cette théorie donne lieu à de graves objections : l'auteur ne nous dit pas comment seraient assurés l'équilibre général, la participation aux pertes, et semble méconnaître les graves inconvénients de la participation des employés à la direction des entreprises.

Après ce tour d'horizon sur les fins poursuivies par les différents théoriciens du corporatisme, il reste à examiner les attributions qu'ils assignent aux corporations en ce qui concerne leur place dans l'Etat, la représentation à l'intérieur de celles-ci, la liberté des professions.

On peut tout d'abord relever deux conceptions bien distinctes du corporatisme : celle du corporatisme libre, dit « d'association », et celle du corporatisme dirigé, « d'Etat ». Les adeptes du premier ont les yeux encore tournés vers la corporation du moyen âge, issue spontanément de l'esprit d'association des artisans, et devenue symbole de paix sociale ; les théoriciens du second cherchent à renforcer les moyens d'action de l'Etat dans le domaine

économique et à justifier l'intervention légale par la création d'un cadre, en réalité artificiel.

Jusqu'ici, seul a été appliqué d'une manière générale le corporatisme d'Etat ; le corporatisme d'association n'a connu que des applications très fragmentaires en Espagne, aux Pays-Bas et en Suisse.

D'origine bien française, le corporatisme d'association est représenté par La Tour du Pin. Il préconise le groupement volontaire des associations professionnelles mixtes, les corporations, qui recevraient des privilèges de l'Etat, sans être soumises à son emprise. Des conseils corporatifs mixtes, comprenant un nombre égal de délégués patronaux et ouvriers, représenteraient les intérêts de la corporation ; leur cadre serait régional. Les décisions des corporations seraient obligatoires, avec liberté pour les individus d'y adhérer. La corporation posséderait un patrimoine indivisible et inaliénable, proportionné à ses charges en matière d'assistance sociale et alimenté par des prélèvements sur la production.

De même pour M. Bacconnier « la corporation est une institution libre, autonome et le rôle du pouvoir politique est celui d'un tuteur vigilant... il n'a qu'à reconnaître les corporations une fois formées, les protéger et les insérer dans la vie nationale ». Il y aurait une corporation primaire, comprenant patrons, directeurs, ingénieurs, contremaîtres, employés, ouvriers de même fonction au sein de la même profession. Elle recevrait la personnalité civile et le droit de propriété collective, ainsi que le pouvoir de réglementer la profession. Les corporations primaires se grouperaient en cor-

porations régionales, puis en une corporation nationale.

La corporation aurait un triple rôle : « rôle économique et social : maintien de l'équilibre entre la production et la consommation, organisation de l'apprentissage, formation du personnel dirigeant, répartition de la main-d'œuvre, établissement des contrats de travail et fixation des salaires, organisation des allocations familiales et des assurances sociales. Rôle politique : représentation des droits et des intérêts devant les pouvoirs publics » (1).

Les difficultés seraient « tranchées par les tribunaux corporatifs composés de délégués élus par les corporations et présidés par un juge de carrière nommé par l'Etat ».

L'application du corporatisme permettrait, en outre, le retour à une production de qualité.

Dans un livre récent, M. Bouvier-Ajam (1 bis), professeur à l'Institut d'Etudes corporatives et sociales, définit les principes généraux du corporatisme français et propose notamment la création de la *patrimonialité corporative*, afin de suppléer aux capitaux extérieurs (ceux fournis par émission d'actions de société), sauver de la faillite les commerçants honnêtes, défendre les intérêts de la profession, permettre l'accès au patronat des ouvriers méritants et servir de caution pour le paiement des salaires.

L'auteur rejette l'étatisation et se prononce en faveur de la décentralisation : il y aurait un impôt corporatif, ne constituant pas surimposition, mais déplacement de l'impôt, qui pourvoirait aux dépen-

(1) Bacconnier : Le Salut par la Corporation.

(1 bis) La doctrine corporative.

ses d'assurance, d'assistance, de justice corporatives, etc...

La corporation fixerait un minimum de rémunération au travailleur et assurerait l'emploi de toute la main-d'œuvre disponible en augmentant la production ou diminuant le temps de travail. La création d'un « capitalisme professionnel » permettrait de renoncer « à la nécessité du capitalisme extérieur », anonyme ou tyrannique. La corporation autoriserait ou non l'émission d'actions fournissant le capital extérieur. Le capital professionnel serait formé par les fonds que verserait chaque corporant, à charge de rémunération, et qui seraient affectés au patrimoine corporatif.

Mais ce système se heurte à la difficulté de juger où et combien il faut accorder de capitaux à telle entreprise et pose le problème de l'équilibre économique général, qui serait à établir sans le secours du taux de l'intérêt, départageant les entreprises.

*
**

SECTION II. — *Le corporatisme d'Etat*

Le corporatisme d'Etat peut être conçu de deux manières, selon qu'il subordonne les corporations à l'Etat (fascisme) ou qu'il les confond avec lui (M. Manoïlesco).

Pour le fascisme, la corporation est un instrument de l'Etat : « le Conseil National des Corporations définit les corporations comme l'instrument qui, *sous l'égide de l'Etat*, réalise la *discipline intégrale, organique et unitaire* des forces productives,

en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien » (2).

Par ailleurs, le corporatisme italien est un produit spécifiquement fasciste et nécessite pour être « plein, complet, intégral, révolutionnaire » trois conditions :

« Un *parti unique*, grâce auquel la discipline politique entre aussi en jeu à côté de la discipline économique, et qu'il y ait au-dessus des intérêts opposés un lien qui unisse tous les citoyens, à savoir une foi commune. Cela ne suffit pas. Il faut, après le parti unique, l'*Etat « totalitaire »*, c'est-à-dire l'Etat qui absorbe, pour les transformer et leur donner un maximum de puissance, toute l'économie, tous les intérêts, toute l'espérance d'un peuple. Cela ne suffit pas encore. Troisième condition, la dernière et la plus importante : il faut vivre une période de *très haute tension idéale* » (3).

Il apparaît ainsi à l'évidence que le fondement du corporatisme fasciste, le but auquel il répond, est d'ordre exclusivement politique.

Pour M. Manoïlesco, l'Etat doit dériver des corporations et être lui-même une « supercorporation » ; les corporations constitueraient la seule base du pouvoir public, à l'exclusion des partis, et seraient des organes remplissant les fonctions de la nation. Ainsi serait réalisé le corporatisme pur.

Selon cet auteur, les avantages à attendre de ce système seraient l'adaptation de la production à la consommation, par appréciation approximative des

(2 et 3). Discours des 13 et 14 novembre 1933 par M. Mussolini devant l'Assemblée générale du Conseil National des Corporations.

besoins, la suppression des intermédiaires inutiles et une stabilité relative des conditions économiques, propre à atténuer les crises et faciliter le crédit (par des débouchés et des prix relativement constants). Une rationalisation complète, et pas seulement industrielle, serait appliquée à la production, la distribution et la consommation dans toutes les branches économiques : industrie, métiers, agriculture, transports.

L'« espace corporatif » remplacerait l'espace libéral ou socialiste, le xx^e siècle serait le siècle du corporatisme, de l'*homo corporativus*, disposant d'une liberté relative de choix entre différentes positions déterminées et conformes à l'utilité nationale ; à la notion individualiste du profit serait opposée celle de la productivité, purement corporative.

L'égoïsme individuel, combiné à tout moment à l'action de la collectivité, une nouvelle notion d'utilité s'imposerait à la corporation : celle de l'utilité collective ; l'espace corporatif serait « un champ magnétique, où dominant des lignes de forces nationales, dirigées uniformément vers les buts assignés par l'Etat ».

*
**

La représentation à l'intérieur des corporations serait, pour le corporatisme d'association, assurée sur la base de la parité entre ouvriers et patrons. En ce qui concerne les décisions, il serait fait appel à l'« esprit corporatif », au sentiment du « devoir d'état », pour réaliser la collaboration des classes.

Nous trouvons des précisions plus grandes chez un grand industriel de la laine, Eugène Mathon, corporatiste convaincu, représentant une forme spé-

ciale de la doctrine : le corporatisme « paternaliste », qui correspond un peu à la doctrine de la démocratie sociale « tout pour le peuple, rien par le peuple ». Il s'agirait ici de distinguer deux corporations : une corporation économique, dirigée uniquement par l'élément patronal et chargée de l'orientation de la production, une corporation sociale, où seraient représentés les ouvriers, et qui posséderait des attributions sociales.

Cette division en deux corporations semble bien artificielle et inapplicable en pratique, car il y a intercommunication entre les deux domaines, la détermination du taux du salaire n'étant pas de nature purement sociale ou purement économique, mais participant de ces deux caractères.

Un flottement analogue se manifeste dans l'ouvrage de M. Manoïlesco, qui écrit : « Donner une voix égale au grand industriel et à l'ouvrier, sur n'importe quelle question intéressant la corporation, ce serait tomber dans les pires absurdités du régime démocratique ; la démocratie, chassée de la vie publique, se réfugierait ainsi à l'intérieur des corporations. »

Quant à la doctrine fasciste, elle admet la représentation paritaire des travailleurs et « donneurs de travail », ce qui constitue aux yeux du Professeur Lescure (4) l'originalité vraie de la corporation italienne. Cette parité constituerait une innovation véritablement révolutionnaire si elle était pratiquée dans les faits, — mais il n'en est rien et les représentants des travailleurs ne sont pas choisis dans leurs rangs ; l'innovation est plus formelle que réelle.

(4) Lescure : Le nouveau régime corporatif italien.

Par ailleurs, en ce qui concerne la liberté des professions, le corporatisme d'association, et notamment les catholiques sociaux, ne veulent pas que la corporation devienne un monde fermé, mais ils désirent qu'elle respecte les entreprises privées, sans modifier les principes d'initiative et de responsabilité.

L'attitude du gouvernement (et non du corporatisme) fasciste est différente. Une loi du 12 Janvier 1933 a soumis la création de toute entreprise nouvelle à l'autorisation de l'Etat, — et non de la corporation, — ce qui confirme bien le rôle prépondérant de la réglementation étatique.

CHAPITRE III

LES RÉALISATIONS CORPORATIVES

De cette vue d'ensemble sur les différentes tendances corporatives, une leçon se dégage, c'est que le corporatisme se cherche en tant que doctrine économique bien définie, et que l'on ne peut juger de sa valeur, actuellement, que par ses réalisations.

Le corporatisme d'association est très peu pratiqué, sauf en Suisse. Le corporatisme d'Etat connaît au contraire une vaste application en Italie, au Portugal, en Autriche. La politique économique suivie par l'Allemagne ne semble pas devoir rentrer sous la rubrique du corporatisme, si tant est que la caractéristique de ces derniers soit le *groupement de droit public* représentant la profession, avec attributions réglementaires dans l'ordre économique. En Allemagne, l'organisation économique est réalisée sur la base de la communauté d'entreprise et non sur celle de l'appartenance à une même profession. L'idéologie du système repose sur le respect et le dévouement total au chef d'entreprise, qui doit agir conformément à l'honneur et est responsable envers l'Etat de toute son activité. C'est, selon le mot de M. François-Perroux (1), « une féodalité économique centralisée », basée sur des liens per-

(1) François-Perroux : Capitalisme et communautés de travail.

sonnels, où le prix ne détermine pas, mais est déterminé par l'autorité supérieure pour les fins de l'Etat, où produits et besoins constituent des « réalités primaires » qui sont des données fixées d'avance. « Souveraineté de la communauté du peuple et non souveraineté du prix », proclament les dirigeants du régime. — mais tout cela ne réussit pas à masquer l'étatisme rigoureux, la corporatisation de l'économie, qui n'est pas corporative.

C'est en Suisse que l'on trouve l'application la plus poussée, mais cependant *fragmentaire*, du corporatisme d'association.

La liberté syndicale y est respectée, les corporations s'organisent elles-mêmes et élisent leurs représentants ; l'Etat intervient pour concilier et arbitrer. Il intervient également pour rendre obligatoires les décisions prises par les corporations, pour sauvegarder les consommateurs et l'intérêt général, qui ne peut se dégager d'ententes fragmentaires, et pour lutter contre les féodalités économiques.

*
* *

Le corporatisme d'Etat : le corporatisme fasciste

Au *Portugal*, les corporations ont un rôle simplement consultatif. Elles sont créées sur initiative du gouvernement, qui en fixe l'action. Elles « peuvent établir, par un accord entre elles, des règles générales coordonnant les diverses activités économiques. Mais, dans la réalité des choses, cet ensemble ne fonctionne pas vraiment, ou, lorsqu'il fonctionne, obéit aux directives du pouvoir exécutif » (2).

(2) Pirou : Essais sur le corporatisme.

La seule expérience, tentée par une grande nation capitaliste, du corporatisme d'Etat est celle du fascisme. Nous allons voir que, malgré un abondant verbalisme, le « corporatisme » fasciste n'a de corporatif que le nom ; on le baptiserait, en France, étatismisme.

L'exposé des principes généraux du « corporatisme » fasciste, de l'organisation syndicale et corporative, de son fonctionnement et de ses résultats économiques, donnera une vue d'ensemble sur sa réalisation.

*
**

1. *Principes généraux*

La Loi Rocco, du 3 avril 1926, pose que « ... le rapport juridique qui lie un travailleur et un employeur n'est pas un simple rapport de droit privé émanant de leurs volontés... ; il est d'ordre public ».

La Charte du Travail, du 20 avril 1927, confirme cette vue en déclarant « l'égalité juridique entre employeurs et salariés », qui correspond au principe général du fascisme, « la parité de droits entre les classes sociales » et affirme « l'unité morale et économique qui se réalise intégralement dans l'Etat fasciste ».

Le but du fascisme, dans le domaine social, est la généralisation du contrat collectif « obtenu par la conciliation des intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production ». La grève, le lock-out sont strictement prohibés et, à

la X^e Conférence Internationale du Travail, en 1927, Bottai, le théoricien officiel du corporatisme italien, proclamait : « ... le régime fasciste en est logiquement arrivé à proclamer le *devoir national du travail, tant pour les employeurs que pour les salariés...* ».

Les corporations sont des *organismes publics* (selon notamment le décret du 1^{er} Juillet 1926 et la Charte du Travail), car elles représentent intégralement les intérêts de la production, intérêts nationaux.

Le représentation des « donneurs de travail » et des travailleurs se fait sur la base paritaire.

Par ces traits fondamentaux, la corporation fasciste apparaît comme un organisme public, intermédiaire entre l'entreprise privée et l'Etat. Ses attributions économiques, pour lesquelles elle est dotée du pouvoir réglementaire, sont *théorique-ment*, selon la Charte du Travail, « d'établir des tarifs s'appliquant aux prestations et aux services économiques des producteurs qui déploient leur activité dans la branche de sa compétence », c'est-à-dire relatifs aux salaires, prix de vente, etc...

Déjà le Duce avait fait adopter, à la séance du 13 novembre 1933 de l'Assemblée générale du Conseil National des Corporations, un ordre du jour indiquant les grandes lignes de la conception fasciste de la corporation et assignant « comme tâches spécifiques aux corporations, celles de *conciliation*, de *consultation*, avec caractère obligatoire dans les problèmes de plus grande importance, et, par l'entremise du Conseil National des Corporations, celle d'*édicter des lois régulatrices de l'activité économique de la Nation* ».

Dans un discours au Sénat le 13 Février 1934, Mussolini précisait le caractère de l'économie corporative : respect de la propriété privée, de l'initiative individuelle. Le but de la corporation doit être d'ordonner la vie économique « par l'auto-discipline des catégories intéressées ». Ce n'est qu'en un second moment, lorsque les catégories n'ont pas trouvé la voie de l'accord et de l'équilibre, que l'Etat peut intervenir, et qu'il en aura le droit souverain, même dans ce domaine, puisque l'Etat représente l'autre terme du binôme, le consommateur ; « ... l'Etat considère l'*initiative privée* dans le domaine de la production comme l'instrument le plus utile des intérêts de la nation et n'intervient qu'à son défaut. »

Toutes ces déclarations ont un caractère très général ; quels sont les pouvoirs attribués aux corporations pour mettre ces principes en pratique ?

Ce sont les pouvoirs d'édicter des normes, de conclure des accords et d'établir des tarifs.

Les *normes* contiennent des dispositions relatives aux clauses des contrats collectifs, fixent la quantité des produits, la répartition des commandes entre les usines, la création de celles-ci.

Les *accords* ont lieu entre corporations ou associations de corporations pour assurer la vente et fixer les conditions de celle-ci. Les prix sont déterminés par tractations entre deux groupes en situation de monopole double, d'achat et de vente.

En ce qui concerne les *tarifs*, le texte est très imprécis. La loi du 5 Février 1934 reconnaît à la corporation la faculté « d'établir selon la procédure indiquée au deuxième paragraphe de l'article 8 [sur proposition d'un ministre ou requête d'une association], les tarifs s'appliquant aux prestations et aux

services économiques et ceux des prix des biens de consommation offerts au public dans des conditions privilégiées ». Mais une disposition *in fine* prévoit que le texte ne s'applique qu'aux services publics de fourniture de l'eau, du gaz, de l'électricité et des transports.

Quant au régime des prix, à la détermination des prix de détail et des prix de gros, il n'en est pas parlé et l'on se voit bien obligé de constater, dans ces conditions, que « la théorie des prix est assez délicate à établir sur une base aussi pauvre de précision et de fermeté » (3).

*
* *

2. *L'organisation syndicale et corporative*

L'organisation syndicale est essentiellement constituée par les associations professionnelles syndicales de travailleurs ou de donneurs de travail, qui ont pour mission de représenter et défendre les intérêts de la profession. Elles groupent tous ceux qui exercent une activité économique, y compris les intellectuels des professions libérales. Constituées sur la base de la communauté de profession, il n'en existe qu'une seule par profession ; elles s'unissent en fédérations autonomes de donneurs de travail ou en syndicats nationaux (travailleurs.) Ces fédérations et syndicats nationaux sont à leur tour groupés en neuf confédérations : cinq confédérations de donneurs de travail (agriculture, industrie, commerce, crédit, professions libérales et artistes) et

(3) Lescure, op. cit.

quatre confédérations de travailleurs (agriculture, industrie, commerce, crédit). Les confédérations sont juridiquement reconnues et ont ainsi le droit de posséder un patrimoine.

L'adhésion aux syndicats n'est pas obligatoire, mais les contrats collectifs qu'ils passent, et leurs décisions, le sont pour l'ensemble de la profession. La création d'autres syndicats n'est pas interdite, mais ils ne jouissent d'aucun droit. Le syndicat reconnu par l'Etat a donc remplacé le syndicat libre, depuis la loi du 3 Avril 1926.

A côté des confédérations se forment sur le plan géographique des unions provinciales, sans personnalité juridique.

Le trait dominant de cette organisation syndicale est donc l'absence de liberté, « le syndicat est un instrument d'éducation fasciste chez les masses » (4). Seules sont reconnues les fédérations et les confédérations, ce qui réalise une centralisation bureaucratique administrant les travailleurs, et non pas une organisation autonome.

Ne sont admis comme membres de l'association syndicale que ceux dont « la bonne conduite morale et politique du point de vue syndical » (5) a été reconnue. La désignation des dirigeants doit être approuvée par décret rendu sur proposition du ministre des corporations et du ministre de l'Intérieur ; ils sont considérés comme *fonctionnaires publics*.

(4) Ugo Manuta : Ordine Corporativo, 1936.

(5) Bottai : Ordinamento Corporativo.

Selon Bottai (6), il n'est pas d'exemple de syndicalisme apolitique, « les syndicats reconnus ne sont plus hors de l'Etat, mais dans l'Etat..., non plus contre l'Etat, ou indifférents envers l'Etat, mais à son service » (7). C'est un fait que l'on constate certainement en ce qui concerne le syndicalisme fasciste.

L'organisation corporative comprend : le ministre des corporations, les organismes provinciaux, le Conseil National des Corporations, la Chambre des Faisceaux et Corporations, les corporations.

Les organismes provinciaux se composent des offices provinciaux, des comités intersyndicaux provinciaux, des offices de placement, des conseils provinciaux de l'économie corporative, tous placés sous le contrôle du gouvernement et du parti. Les comités intersyndicaux jouent un rôle important dans la surveillance de l'activité des associations, l'application des contrats collectifs, le règlement des conflits du travail et la réglementation des prix des denrées alimentaires.

Créé en 1926, le Conseil National des Corporations fut seulement convoqué en 1930. Présidé par le Duce, il comprend le Secrétaire du Parti National Fasciste, un membre du Directoire du Parti, les ministres et directeurs de ministères, dix experts désignés par le ministre des corporations, et les délégués de toutes les corporations. L'élément politique est ainsi mêlé à l'élément professionnel. Son rôle consiste à étudier des questions sociales et économiques ; ses fonctions sont consultatives

(6 et 7) Bottai : *Esperienza Corporativa*.

(questions syndicales et corporatives) et directrices (développement et réglementation de la production, fixation des rapports économiques entre les corporations).

La Chambre des Faisceaux et des Corporations, qui vient d'être créée, a remplacé la Chambre des Députés. Elle ne joue en fait aucun rôle économique, c'est une simple Chambre d'enregistrement.

Créées par la loi du 5 Février 1934, 22 corporations se partagent la représentation de tous les « intérêts de catégorie, intérêts qui ne sont plus de classe, mais qui ne sont pas encore nationaux » (8). Les corporations ont été créées d'une pièce, par voie d'autorité ; il n'y a pas eu développement naturel sanctionné par l'Etat. L'organisation par grande branche de production (en prenant pour base la matière première ou le même produit) a été retenue, car elle a l'avantage de favoriser la synthèse de la production en rapprochant des membres aux intérêts opposés, ce qui, avec l'emprise étatique, est le but principal du régime fasciste.

Ces 22 corporations sont réparties en 3 groupes. Le premier, à cycle productif agricole, industriel et commercial, comprend huit corporations : — céréales, — culture des légumes, des fleurs et des fruits, — viticulture, — oléagineux, — betteraves et sucre, — zootechnie et pêche, — bois, — produits textiles.

Le second groupe, à cycle productif industriel et commercial, se compose de huit corporations : — métallurgie et mécanique, — industries alimen-

(8) Bottai : *Ordinamento Corporativo*.

taires, — habillement, — papier et presse, — constructions, — eau, gaz et électricité, — industries extractives, — verre et céramique.

Le troisième groupe, de six corporations, représente des professions ayant trait plus aux échanges qu'à la production proprement dite : — prévoyance et crédit, — professions libérales et arts, — mer et air, — communications intérieures, — spectacle, — hospitalité.

Les corporations sont présidées par le ministre des corporations, M. Mussolini ; le vice-président, directeur des débats, est choisi parmi l'un des trois membres du parti, qui figurent obligatoirement dans chaque corporation. Un même nombre de délégués est désigné par les associations syndicales de donneurs de travail et de travailleurs pour les représenter à la corporation.

A l'intérieur de celle-ci sont formées des sections représentant chacune une profession distincte et qui peuvent délibérer séparément. Les comités corporatifs, communs à plusieurs corporations, peuvent être réunis pour traiter de questions relatives à un même produit, mais sur initiative exclusive du ministre des corporations. Ces sections, ces comités donnent de l'élasticité aux pouvoirs des corporations, — théoriquement du moins, — car en fait c'est l'Etat qui décide de tout depuis l'origine jusqu'à la fin.

Le vote des questions soumises aux délibérations des corporations s'opère par « corps » ou par « représentation » séparée de donneurs de travail, de travailleurs, de techniciens, d'experts ou de représentants du parti. Le vote est soumis à l'approbation hiérarchique, c'est-à-dire, au dernier degré, à celle du ministre des corporations.

Telles sont dans leur ensemble la place et l'organisation respectives des syndicats et des corporations.

*
* *

3. *Fonctionnement de l'organisation syndicale et corporative fasciste*

Un théoricien fasciste de l'économie, M. Gino Arias, souligne que l'économie italienne est « avant tout subordonnée à la politique ».

De son côté, M. Acerbo, autre doctrinaire fasciste, reconnaît que le corporatisme italien n'est encore « qu'une politique économique appliquée à un système de production et d'échanges qui reste capitaliste ».

En ces deux observations se trouvent synthétisées les caractéristiques du corporatisme fasciste : d'une part, l'étatisme pur et simple, qui subordonne toute l'activité économique à des fins politiques, et ne laisse aucune autonomie à la corporation, — d'autre part, la persistance, en ce qui concerne le mécanisme de la production et des échanges, des règles capitalistes : le système des prix, du marché, de l'entreprise privée subsistent ; seul le cadre de l'économie a subi un changement par suite de l'intervention de l'Etat.

Nous allons exposer le rôle prédominant joué par celui-ci dans le fonctionnement des syndicats et des corporations. Nous montrerons ensuite que le corporatisme fasciste, qui se vante d'avoir trouvé une tierce solution, supérieure à la fois à la prati-

que du libéralisme ou du socialisme, n'a pas créé un système économique nouveau, — mais simplement appliqué à l'économie italienne les méthodes de l'économie dirigée. Du plan politique, la dictature est passée au plan économique, sans y rien créer d'original.

A son arrivée au pouvoir, le fascisme victorieux dans le domaine politique eut à se préoccuper dans le domaine politique eut à se préoccuper d'assurer la paix sociale et la discipline de l'économie. Pour atteindre ces buts, il devait contrôler la vie syndicale, très intense en Italie, et qu'il ne pouvait songer à supprimer purement et simplement, et rapprocher les deux classes jusqu'ici antagonistes en créant les corporations.

Le contrôle par l'Etat de l'activité syndicale fut porté au maximum par les dispositions de la loi du 3 Avril 1926, dont nous avons précédemment parlé, et qui dote l'« association reconnue » du monopole de passation des conventions collectives, de la représentation judiciaire, administrative, et lui permet de prélever sur ses membres une contribution syndicale.

Ces associations reconnues sont placées sous l'autorité d'un membre du parti, « personnage délégué par le gouvernement et le parti à la surveillance de l'association, parfois élu, toujours approuvé par les autorités supérieures, que l'on peut déplacer d'un syndicat à un autre, ou mettre en congé comme un simple fonctionnaire et sans consulter les ouvriers intéressés (9).

(9) Rosenstock-Franck : L'Economie corporative fasciste.

Les associations se réunissent en assemblées, mais leur rôle est pratiquement nul : pas de discussion, mais un discours des dirigeants approuvé par acclamations. « Les associations syndicales fascistes, privées de toute autonomie, sans aucun droit d'initiative, de contrôle, de décision, ne sont donc que des organismes bureaucratiques ayant pour but d'enrégimenter et de placer patrons et ouvriers sous la dépendance du gouvernement et du parti. *Leurs cadres sont fermés à ceux qui ne sont pas favorables au régime* » (10). Aucune critique, aucune réserve, ne sont ni permises ni tolérées » (11), sinon c'est l'expulsion, voire l'emprisonnement. La simple expulsion présente une gravité exceptionnelle, car seuls les membres des associations syndicales peuvent, en fait, trouver du travail et bénéficier des œuvres d'assistance.

L'étatisation du syndicalisme est complète : « En dépit de tous les articles de leurs statuts qui concernent *l'élection des fonctionnaires syndicaux*, présidents, vice-présidents, secrétaires, toutes ces fonctions sont désignées d'avance par accord entre les meneurs des groupements et les « hiérarques » du parti fasciste ; les renouvellements ont lieu *sans secret et par acclamation* » (12).

Cette étatisation implique « une *bureaucratie énorme*, de la base au sommet, sans compter les cadres annexes et les hiérarchies parallèles, sans compter les surveillances et les contrôles policiers et les chocs d'influences personnelles, qui remplacent dans tous les pays à gouvernement autoritaire, les ventilations partisans et les compromis ministériels » (13).

(10) Reale : Le corporatisme fasciste.

(11) Rossoni.

(12 et 13) Bourgin : Etat corporatif.

Le syndicalisme fasciste réalise « l'organisation non point professionnelle, mais *administrative* du milieu économique. La « reconnaissance » ou la « révocation » d'« associations » ne signifient rien d'autre que « création » ou « suppression » des cadres à la volonté du gouvernement, comme le montrent à l'évidence les deux grandes transformations de l'ordonnancement syndical réalisées en 1929 et en 1934 (14). En 1929 fut révoquée la reconnaissance de la Confédération Nationale des Syndicats Fascistes (la seule en regard des six confédérations patronales !), car une tendance syndicaliste menaçante pour le pouvoir s'était manifestée. Ce fut « la disparition du syndicalisme fasciste, supprimé à son tour comme l'avait été, en 1925, le syndicalisme socialiste et chrétien » (15). En 1934, le gouvernement supprima les quatre confédérations de l'Air et de la Navigation intérieure. A partir de 1929 le nombre des syndicats avait été réduit de 12.000 à 5.000, à partir de 1934 il s'abaisse jusqu'à 1.200, y compris plus d'un millier de syndicats des professions libérales, à régime spécial !

Par ailleurs, une loi établit le livret de travail, obligatoire pour tous les travailleurs, nécessaire pour l'embauchage et laissé pendant toute la durée du travail entre les mains du patron, qui possède le souverain pouvoir d'apprécier la valeur professionnelle, le rendement et la discipline ; c'est un formidable élément de contrainte pesant sur l'ouvrier, et le plus étrange, — ou plutôt le plus significatif, — est que ce texte fut adopté à la demande des délégués des associations syndicales ouvrières...

Les syndicats communaux, provinciaux, inter-

(14 et 15) M. Prélôt : Empire fasciste.

provinciaux, les unions ne sont pas reconnus ; seules jouissent de la personnalité juridique les fédérations et confédérations, ce qui permet une extrême centralisation bureaucratique administrant les travailleurs, qui remplace l'auto-organisation du syndicalisme non étatisé.

Si l'on passe de l'étude du fonctionnement de l'organisation syndicale (indispensable car elle est à la base du régime corporatif par les délégués que les associations envoient dans les corporations) à l'étude de l'organisation corporative, l'on constate également, — et pour la même raison, c'est-à-dire politique, — l'emprise totale de l'Etat.

Le régime fasciste ne se cache pas de cette intervention de l'Etat, bien au contraire. C'est M. Mussolini, qui dans son discours à la 2^e assemblée quinquennale du régime, assigne pour but essentiel à la corporation de faire « rentrer dans l'Etat le monde jusqu'ici étranger et désordonné de l'économie » (16).

Un bon observateur du régime fasciste, M. Prélot, souligne que les 22 corporations « *ne recouvrent pas leur caractère classique de corps*. Elles ne reçoivent pas la personnalité juridique... Il n'y a pas une corporation administrée par un conseil, le conseil est lui-même toute la corporation », et il cite l'excellente définition de la corporation fasciste, donnée par Carlo Costamagna : « Le mot corporation a une valeur absolument originale dans le langage du droit positif fasciste. La langue com-

(16) Lo Stato, déc. 1933, cité par Prélot.

mune entend par corporation un groupe, une masse, une collectivité d'hommes organisée en une entité propre qui est supposée constituer un sujet vivant. Dans la nomenclature fasciste, au contraire, la corporation n'a pas de corps et *ne constitue pas une personne juridique*. Elle est un *simple assemblage fonctionnel* ou encore *un organe parmi tous ceux dont résulte le système d'organisation de l'Etat*... La corporation, instrument de l'Etat, est *simplement un organe de l'Etat pour l'exercice d'une fonction législative spécialisée* ».

L'adhésion à la corporation n'est pas obligatoire, mais « chaque individu ayant une profession est par là même soumis aux autorités corporatives. S'il s'inscrit volontairement, il s'appelle « associé » ; s'il demeure passif, il est dit « représenté ». Dans les deux cas, il verse une cotisation automatiquement retenue sur sa paye s'il est ouvrier, perçue comme un impôt s'il est employeur ; dans les deux cas, il est soumis aux règles collectives du travail édictées pour sa profession sous le nom de *conventions* ; dans les deux cas, il relève de la *magistrature du travail*, qui n'est rien autre qu'une section de la Cour d'Appel » (17).

La réunion entre délégués patronaux et ouvriers ne s'opère *que par le haut*, à l'échelon de la corporation ; jusque là, à l'intérieur de la corporation, les représentations restent distinctes. Cette réunion des délégués est une simple juxtaposition et non pas une fusion ; l'unité à l'intérieur de la corporation est assurée par les trois représentants du parti national fasciste, parmi lesquels est obligatoirement choisi le vice-président, directeur des

(17) Prélôt, *op. cit.*

« débats », et qui en forment le « ciment politique ». La corporation fasciste se présente ainsi comme une création artificielle, rendue viable par la seule volonté du pouvoir politique, qui en assure l'encadrement et l'administration ; nous allons le montrer à nouveau, en soulignant les traits du fonctionnement intérieur du mécanisme corporatif.

Le vice-président joue un rôle important. C'est lui qui fixe le programme des délibérations de la corporation ; rien ne peut être examiné en dehors des questions qui y sont contenues. En outre, le vice-président dirige les débats, et peut contrôler ainsi l'activité des délégués corporatifs.

Ceux-ci ne sont pas choisis par les associations syndicales, mais *nommés* par le ministre des corporations ; en fait, ils sont membres du parti et soumis à sa hiérarchie et à sa discipline.

Quant à la représentation paritaire des donneurs de travail et des travailleurs, elle est entièrement fictive : les travailleurs sont représentés par des intellectuels, professeurs, avocats, hommes de lettres, journalistes, qui ne peuvent avoir qu'une notion très vague de l'activité professionnelle des hommes qu'ils sont censés représenter. Ces représentants sont considérés comme des fonctionnaires et ils représentent bien plus l'Etat que le groupe corporatif. A leur égard, les associations syndicales « représentées » restent sans sanction, car ils ne relèvent que du gouvernement.

Si elle avait été réellement appliquée, cette représentation paritaire eût constitué une innovation considérable dans le régime économique de l'exploitation, elle aurait modifié la structure de l'entreprise. Quelques exemples montrent le caractère formel, artificiel, de cette réforme dans le régime économique fasciste de fait.

Dans la corporation des céréales, deux médecins et un comptable représentent les paysans ; les ouvriers travaillant au battage du blé sont représentés par un médecin ; les artisans par un avocat.

Dans la corporation de l'horticulture, de la floriculture et culture des fruits, on relève parmi les représentants des ouvriers la présence de cinq médecins, un avocat, un journaliste, un ancien juge, professeur de droit.

Dans la corporation des huiles, ce sont un médecin, un comptable, deux avocats, qui représentent les ouvriers ; dans la corporation de la zootechnie et de la pêche, trois médecins, deux comptables, un avocat ; dans celle des betteraves et du sucre, trois médecins et un comptable.

On voit par là que le régime fasciste n'a guère la hantise des compétences, mais plutôt celle de la discipline économique et sociale, comme celle de la discipline politique.

Par ailleurs, les corporations ne peuvent se réunir, choisir leur programme de discussion, décider ni faire exécuter. C'est le gouvernement qui a fixé le nombre des corporations, leur composition, provoqué leur constitution, nommé leurs membres ; c'est lui qui les convoque, et, à travers le parti, établit leur programme. C'est le ministre des corporations qui les préside et c'est le chef du gouvernement qui rend exécutoires leurs décisions, préalablement soumises à l'approbation, toujours donnée, de l'assemblée générale du Conseil National des Corporations.

L'activité des corporations est dirigée et contrôlée par le parti, lui-même dominé par l'Etat. La corporation ne jouit d'aucune parcelle d'autonomie, d'aucune initiative ; elle est sans pouvoir réel. Si un conflit collectif éclate, ce sont encore le gou-

vernement et le parti qui l'arbitrent souverainement ; c'est le Duce qui *nomme les arbitres* des conseils spéciaux chargés de statuer sur les conflits que n'ont pu résoudre les associations syndicales et qui se terminent le plus souvent par une diminution sensible des salaires.

4. *Son caractère purement étatique*

Que conclure de cet examen général, sinon que dans le domaine de l'économie comme dans celui de la politique, l'emprise de l'Etat totalitaire se manifeste à tous les degrés de l'organisation syndicale et corporative ?

Qui ne voit que, pour consolider sa puissance politique, le fascisme s'est vu contraint d'empêcher ou de résoudre souverainement les conflits du travail, ce qu'il a pu réaliser par l'action du parti, abritée derrière une doctrine corporative qu'ont montée avec art des dialecticiens habiles, des juristes à l'esprit très délié, — mais non des économistes ?

C'est que le totalitarisme en effet, « implique l'organisation. La passivité et l'indifférence ne lui suffisent pas, il veut, il exige, il impose l'adhésion active et même enthousiaste. De ce fait, il en vient nécessairement à *multiplier les liens entre l'individu et lui, de façon à ce que nul ne puisse échapper*. Du matin au soir, du berceau à la tombe, il cerne le citoyen par mille voies diverses et le contraint par mille procédés toujours plus pressants » (18).

(18) Prélôt, op. cit.

Ce caractère *exclusivement étatique* du corporatisme fasciste apparaît avec tant d'évidence qu'il est superflu de se demander s'il constitue un régime économique nouveau. En réalité, « L'action exercée par l'Etat fasciste est tout simplement, dans un domaine plus vaste et sous des formes inédites, l'extension de cette fonction normale de tout Etat, qui s'appelle l'*administration* » (19). D'après son fonctionnement réel, le corporatisme fasciste peut être exactement défini comme une *administration de l'économie*.

Envisagée sous cet aspect d'instrument de l'Etat, la corporation fasciste joue un certain rôle dans la vie économique. Sa compétence théorique s'étend de la défense des intérêts généraux à la réglementation de la production et des échanges. Dans les faits, *on ne relève aucune réglementation générale du marché*, mais des mesures *opportunistes*, prises dans le seul but de résoudre les difficultés du moment.

Selon M. Rosenstock-Franck, on peut distinguer deux grandes catégories de ces mesures : les premières ont pour but « *d'engendrer des situations économiques déterminées, à priori, par l'action ou la coercition administratives* » : contrôle des prix de détail ou des loyers, organisation des offices, syndicats de production et de vente (riz, soie, soufre, etc...), élaboration des grandes lois sur les consortiums, toutes opérations qui ont été suivies *d'échec*. Les secondes se proposent de « *parer à certaines difficultés particulières, de sauver certains producteurs défaillants* » et se sont manifestées notamment par des droits sur le blé, le sucre, des primes aux

éleveurs de vers à soie, des facilités fiscales, « des créations financières de 1931-1932, qui ont permis et permettront de dégager certaines banques, certaines industries momentanément en difficulté » ; ce sont le consommateur, le contribuable, qui paient.

En dehors de ces mesures économiques prises par l'administration fasciste, on ne relève à l'actif des corporations qu'un rôle consultatif. Leurs avis ou leurs requêtes sont relatifs au taux des impôts et au tarif des transports, dont elles demandent évidemment toujours l'abaissement, ainsi qu'aux droits de douane, dont elles désirent l'élévation pour bénéficier d'une plus grande protection. Le rôle des comités corporatifs consiste à établir des règles de fabrication et à sélectionner des produits, — très exceptionnellement à réglementer la distribution et les prix (pharmacie, laiterie).

La taxation des prix, instituée à partir de l'application des sanctions économiques, est établie uniquement par l'Etat ; c'est lui seul qui règle les mouvements du commerce extérieur, en fixant la quantité et le pays d'origine. Le rôle des corporations se borne à la répartition des contingents entre ses membres.

Ni les corporations, ni la Chambre des Corporations, ni le Conseil National des Corporations n'ont jamais eu à décider, mais seulement à approuver ; leur création semble avoir eu pour but de « décharger aux yeux de l'opinion le gouvernement d'une partie de ses responsabilités » (20).

« Ni la doctrine, ni la pratique fascistes n'ont

(20) Laverne, Préface à Rosenstock-Franck, op. cit.

rien découvert de nouveau en matière de protection douanière, de dumping, de subventions gouvernementales » (21). Par ailleurs, syndicats de vente, offices nationaux, consortiums obligatoires n'ont pas eu de meilleurs résultats que dans les régimes démocratiques.

Nous avons pu constater l'absence d'originalité, dans le domaine économique, de la doctrine fasciste ; dans la pratique, c'est la même conclusion qui se dégage. *Chaque fois que le gouvernement a voulu méconnaître les réalités économiques, il a été contraint de s'y plier.*

A ce sujet, on peut citer l'exemple de la campagne pour la baisse des prix de détail, qui n'a pas amené une baisse plus sensible que dans les autres pays et a été due à la dépression de crise, — de la campagne pour la réduction des loyers, qui a eu pour résultat l'arrêt presque total de toute construction nouvelle, — l'exemple de la loi sur les consortiums obligatoires, inappliquée, — des offices, des syndicats de vente « qui naissent un jour d'enthousiasme, se développent tant bien que mal et s'éteignent dans la plus grande confusion » (22).

En réalité, « *La direction de l'économie italienne appartient à une oligarchie, à l'oligarchie des grandes confédérations patronales ; mais, en régime dictatorial, les incidences de la politique et de l'administration sur les activités privées sont tellement profondes que le fascisme a pu donner l'impression d'assurer ce contrôle de l'économie italienne qui, en fait, lui échappe. Jusqu'à présent, nous n'avons aucune raison de prévoir une accentuation socialisante du régime : les grands producteurs montent bonne garde.*

(21 et 22) Rosenstock-Franck, op. cit.

Mais ce régime bien éloigné du collectivisme n'est guère plus proche du libéralisme; le patronat, qui se voile la face avec pudeur lorsque le parti fasciste ou les syndicats parlent de contrôle, a élevé le principe de la socialisation des pertes à la hauteur d'une institution, a baptisé du nom de « corporativisme » le vieux et banal protectionnisme économique de tous les siècles », celui qui assurait « le vieil équilibre de l'industrie et de l'agriculture que poursuivait Giolitti » (23).

En conclusion, « il y a donc une économie italienne. Il n'y a pas d'économie fasciste. *Il n'y a pas d'économie corporative.* Il y a en Italie des hommes qui luttent, qui souffrent, qui vainquent ou abandonnent la partie. Mais leurs armes sont nos armes : rien de plus, rien de moins » (24).

Ces lignes furent écrites en 1934. Dans une récente conférence, le même auteur souligne que le caractère étatique de l'économie italienne s'est encore accentué, la transformation de celle-ci en une économie de guerre ayant été rendue inévitable par l'entreprise des campagnes d'Ethiopie et d'Espagne. Désormais l'Etat contrôle le crédit et les changes afin d'assurer une autarchie économique aussi complète que possible. Désormais le placement de l'épargne est dirigé par des établissements publics chargés du financement des projets du gouvernement. Un Inspectorat contrôle les banques, autorise les émissions d'actions et manie le crédit. Un Institut de Reconstruction Industrielle dirige les crédits à long terme. Ainsi a été assuré le financement de l'expédition en Ethiopie, dont le montant s'est élevé à la somme, énorme pour l'Italie, de 41 milliards de liras en trois ans. L'économie italienne est devenue une économie autarchique.

(23 et 24) Rosenstock-Franck, op. cit.

CONCLUSION

1. « *Juste prix* », mécanisme des prix et plan

Après avoir constaté l'impuissance du fascisme à établir un système économique corporatif, on peut se demander si ce dernier serait réalisable d'après ce que l'on sait par les différents ouvrages des corporatistes.

Le but commun de tous ceux-ci est de substituer au prix de concurrence le « *juste prix* ». Ce terme revient souvent sous la plume des auteurs corporatistes, dont on peut considérer qu'il constitue l'idée-force.

Pour avoir une idée de ce qu'il représente, l'on peut se reporter à ce qu'en dit M. P. Denis (1) : « Il est nécessaire de faire la plus réduite possible, la part du hasard, de l'inconscient, des forces irresponsables et anonymes dans notre économie tout particulièrement pour ce qui est de la détermination de la valeur.

« On voit ici ce que les principes d'organisation corporative apportent de neuf et de décisif.

« Etudier d'une part les besoins en qualité comme en quantité, les débouchés et leurs possibilités d'extension ; calculer, d'autre part, les coûts

(1) Cours d'économie corporative.

de production, les rendements optima, la capacité productrice des capitaux et leur amortissement, les salaires, les conditions du travail et sa durée, etc... ; déterminer en somme pour chaque produit les deux éléments utilité et travail sur quoi se fonde la valeur, de façon à satisfaire les consommateurs, les besoins aussi complètement que possible quant à la qualité et au bon marché tout en assurant aux producteurs, aux travailleurs salariés en premier, une *rémunération honnête* ; voilà l'objet et les principes du jugement de valeur dans l'organisation corporative. »

Quant au patronat, il ne s'agit pas de le supprimer, mais de « l'obliger à travailler en vue, non de son profit exclusif, mais du profit de tous ».

A en juger par ces lignes, les corporatistes semblent ignorer totalement le rôle de l'entrepreneur en régime libéral, qui consiste précisément à étudier les besoins, les débouchés et leurs possibilités, les coûts de production, les rendements optima, la capacité productrice des capitaux et leur amortissement, les salaires, les conditions du travail et sa durée.

Ce qui anime l'entrepreneur, c'est la perspective d'un profit qui rémunère ses efforts, récompense l'utilité de son travail ; mais vouloir limiter ce profit à un « juste prix » aurait pour conséquence certaine de faire disparaître, avec le zèle de l'entrepreneur, la constance du progrès économique.

Par ailleurs, le juste prix ne pourrait être objectivement déterminé, car les prix de revient sont très variables (selon une enquête du Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit (2), ils vont de 19 % à

(2) Cité par François-Perroux, *op. cit.*

122 % du prix de vente d'un article) ; quel taux fixerait-on ?

D'autre part, il n'existerait aucun critérium rationnel de fixation des bénéfices ou des salaires à attribuer dans telle catégorie de la production.

En dehors de cette question de répartition des revenus, « juste profit », « juste salaire » et « juste intérêt », une très grave objection au corporatisme du « juste prix » se trouve dans le fait que profit, salaire et intérêt au lieu de jouer leur rôle d'orienteurs de l'économie, pour l'adapter aux conditions changeantes de la vie, seraient fixés rigidelement d'avance. L'adaptation de l'offre à la demande ne pourrait s'effectuer que très imparfaitement, en subordonnant le consommateur au producteur par la limitation de l'offre en qualité ou en quantité, ou dans les deux à la fois. Le juste prix ne serait que déterminant, au lieu d'être déterminant et déterminé, et cela sans aucune base objective.

Les entreprises existantes se verraient attribuer un monopole, car un des buts principaux des corporatistes est la suppression de la concurrence. La sélection des producteurs ne serait plus possible que sur le terrain de la qualité, non du prix ou de la nouveauté, et à supposer que la clientèle soit capable d'établir des différences entre les produits qu'elle achète. Dans de telles conditions le résultat de l'application du corporatisme serait la cristallisation de l'économie, faute des stimulants du profit et du risque, accompagnée de *déséquilibres* fatals entre les diverses branches de la production, les marchés des produits, des services et des capitaux, privés de leur régulateur, le mécanisme des prix. Comme l'a écrit M. François-Perroux, des « planifications partielles et mal coordonnées sont plus néfastes qu'une absence complète de planification ».

Et ce serait une grande erreur de croire que l'intérêt général puisse ressortir de la juxtaposition des intérêts particuliers, même collectifs. Il semble, au contraire, que plus les intérêts privés se groupent, plus ils sont exacerbés et dangereux pour le bien public et pour les consommateurs, impuissants à se défendre contre les prétentions des producteurs, bien organisés et unis par la communauté de leurs intérêts. L'expérience le confirme. « Il est rare, écrivait Adam Smith, que les gens du même métier se trouvent réunis, fût-ce pour une partie de plaisir ou pour se distraire, sans que la conversation finisse par quelque conspiration contre le public ou quelque machination pour faire hausser les prix. »

Rien de plus accablant à cet égard que le préambule de l'édit de Février 1776, préparé par Turgot pour réaliser l'abolition des corporations, et qui constitue un véritable réquisitoire. Une phrase résume les raisons de cette véritable révolution économique et sociale : « Elles poursuivaient la recherche de leurs intérêts au détriment de la société générale. »

Les corporations modernes, seraient-elles animées de la plus grande dévotion au bien public, ne pourraient avoir une notion objective de l'« intérêt général », et l'auraient-elles, à un moment donné, par extraordinaire, elles ne posséderaient pas les moyens rationnels d'en assurer le triomphe.

Si du point de vue strictement économique, le corporatisme n'apporte pas d'amélioration véritable, il n'en va pas de même du point de vue *professionnel* et du point de vue *sociétal*. Sa véritable utilité semble consister à réglementer les conditions de travail, d'arbitrage et de conciliation, à provoquer la création d'œuvres sociales, à favoriser le

rapprochement entre employeurs et employés. Impuissant à améliorer le mécanisme de l'économie, il est probable que le corporatisme pourrait en perfectionner le cadre par une intervention réfléchie, basée sur la pratique quotidienne des conditions des problèmes à résoudre.

Le problème fondamental de l'économie politique est celui des conditions de l'équilibre et du progrès économiques. Comporte-t-il plusieurs solutions, quelle est la meilleure ?

En dehors de la notion de « juste prix », dont nous avons montré le caractère essentiellement subjectif, indéfinissable, on ne trouve que deux systèmes généraux d'ajustement des divers facteurs de l'économie : le système des prix et le plan.

L'économie de marché, basée sur l'entreprise privée, assure son équilibre par le *mécanisme des prix* qui, s'il ne fonctionne pas parfaitement, assure du moins le jeu de variations corrélatives inverses *tendant à l'équilibre* entre la production et la consommation, entre l'offre et la demande des services, des produits et des capitaux.

Ce que l'on peut reprocher à ce système d'équilibre par les prix, c'est son manque de fluidité dû à des modifications profondes du milieu économique, résultant de la concentration des capitaux et de celle des entreprises.

C'est ainsi que l'adaptation de la production à la consommation n'est pas toujours rapide, mais résulte souvent d'un déséquilibre notable, prolongé, dans l'offre ou la demande : la grande entreprise possède des moyens qui lui permettent de résister plus longtemps à la conjoncture économique et

elle peut se flatter parfois, à tort ou à raison, de la renverser.

Les capitaux, d'autre part, sont placés souvent dans les entreprises où ils se sont formés, reçoivent un intérêt exagéré, produisent un surinvestissement et accentuent le déséquilibre entre zones de monopole et zones de concurrence.

Les salaires, enfin, au lieu de s'élever au taux déterminé par l'emploi total de la main-d'œuvre et par les possibilités de vente des produits, sont de plus en plus fixés par des contrats collectifs négociés entre groupements de force différente ; c'est la situation de monopole bilatéral avec pour résultat l'indétermination rationnelle du salaire, dont le taux reflète la force plus ou moins grande des intéressés en présence.

Il n'est donc pas douteux que le système libéral, basé sur le marché libre et l'entreprise privée, ne fonctionne pas parfaitement. Il reste d'ailleurs à démontrer que le libéralisme ne puisse vigoureusement réagir contre cette tendance au monopole et à cette trop lente adaptation des prix ; il semble bien que la solution soit ici plutôt d'ordre législatif qu'économique, en ce qui concerne notamment le fonctionnement des sociétés anonymes.

Mais il n'est pas douteux que le système capitaliste, — à son apogée sous le régime libéral, — soit viable et nous allons voir que dans une économie de grande production industrielle et d'échanges multiples, c'est le seul réalisable.

En *économie planée*, l'équilibre économique est en principe assuré par voie d'autorité, par décisions de la bureaucratie d'Etat. C'est elle qui doit

donc connaître et prévoir les besoins des hommes qu'elle administre, ainsi que leurs variations, et en assurer la satisfaction. Elle doit être omnisciente.

Nous avons montré que le régime bolcheviste n'était pas à l'abri des erreurs d'appréciation et que les conséquences en avaient été d'immenses souffrances pour la population. C'est qu'en régime de plan, les erreurs se répercutent en tous sens à l'infini, en verticale et en horizontale : telle industrie immobilisée (par exemple celle de la fonte) en arrête une autre et entrave l'exploitation agricole, privée de matériel. Ces erreurs ne peuvent être rapidement corrigées car le plan forme un tout, modifiable seulement dans son ensemble, après examen et décision de nombreuses autorités administratives.

Nous avons vu également que la notion de rentabilité avait été totalement étrangère au régime bolcheviste, en ce qui concerne du moins le premier plan quinquennal. Par la suite, le gouvernement pratiqua une politique de rendement, à la fois du personnel et du matériel ; mais des résultats sérieux ne purent être obtenus que grâce à *l'évaluation des prix en argent*, solution évidemment bien peu orthodoxe pour un gouvernement qui se disait socialiste.

La raison de ces erreurs d'appréciation dont nous avons parlé venait de la méconnaissance du principe de la rentabilité. Cette méconnaissance était inhérente au régime socialiste. Sans le système des prix, qui ramène à l'unité (monnaie) les divers facteurs d'appréciation de la valeur des services ou des produits, on ne peut comparer les résultats aux coûts, ni posséder un guide rationnel d'action économique. Il devient impossible d'adapter l'offre à la demande, chose indispensable dans une écono-

mie de rareté, qui rend nécessaire une échelle des valeurs. Sans les prix, on ne peut faire le partage du possible et de l'impossible.

Et ici se pose le problème du « calcul économique », particulièrement souligné par le professeur L. von Mises (3), qui insiste sur l'importance de la *valeur d'échange* objective, unité de calcul économique dans une économie d'échange, s'opposant à la valeur d'usage, subjective et qui ne peut permettre de calcul économique. La valeur d'échange rend possible l'établissement de rapports de substitution entre les biens et les services, ainsi que l'évaluation précise des différents facteurs qui rentrent dans la production moderne, au processus très complexe.

La monnaie, qui traduit de façon concrète la valeur d'échange, est « un guide à travers la multitude écrasante des possibilités économiques » ; c'est elle qui permet d'avoir une vue d'ensemble du chemin à parcourir, des moyens à employer rationnellement. Sans elle, l'économie socialiste ne possède pas l'évaluation des moyens de production dans leur ensemble, il existe des catégories de prix différentes pour les mêmes produits, rendant toute comparaison impossible : un Etat sans monnaie ne possède pas de « dénominateur commun » de la valeur, il ne peut ni répartir les capitaux là où ils seraient le plus nécessaire, ni établir l'équilibre entre la production et la consommation, ni rémunérer sur une base équitable les services selon l'utilité qui en résulte pour la collectivité.

L'expérience économique soviétique démontre bien l'impossibilité d'établir, sans intervention de

(3) « Le Socialisme ».

l'évaluation en monnaie, un plan capable d'assurer l'équilibre économique ; c'est que les mêmes problèmes d'utilisation et de rendement se sont posés au gouvernement bolcheviste, sous peine de voir entraver toute activité économique et de réduire son peuple à la famine.

Partout, il faut assurer l'équilibre entre l'offre et la demande, produire au coût minimum et tenir compte des besoins des consommateurs ; sans le régime des prix, on ne voit pas le moyen d'atteindre ces buts, même par un plan économique général.

Mais si une économie planée, comportant un système de prix, est viable, il ne semble pas qu'elle obtienne des résultats supérieurs à ceux de l'économie capitaliste libérale, bien au contraire : nous avons vu qu'en U.R.S.S. les prix de revient de l'industrie sont exagérés et la qualité inférieure, car les capitaux sont mal investis par le gouvernement qui doit assurer un équilibre artificiel, déterminé d'autorité.

Si l'on compare le fonctionnement de fait de l'économie de marché avec celui de l'économie socialiste planée, l'on constate que la première est organisée *en vue du consommateur* qui a le dernier mot « par le plébiscite permanent des prix » (4), tandis que la seconde donne la *suprémie au producteur*, qui n'a à se soucier ni de la qualité ni de la quantité, ni de la convenance aux besoins ou aux goûts, de ses prestations.

L'entreprise privée se trouve orientée tout entière vers la satisfaction non seulement des besoins, mais encore des désirs du client éventuel ; l'entreprise publique, qui recherche en principe l'intérêt

(4) Rueff.

général, n'y peut satisfaire pour les raisons ci-dessus énoncées, d'une part, et d'autre part pour ce que sa vie même est assurée quelle que se révèle son utilité.

Bien plus productive que l'entreprise publique, l'entreprise privée basée sur le profit constitue le plus puissant facteur de progrès économique. La grande erreur des socialistes est de ne voir dans l'entrepreneur qu'un « profiteur » accaparant les bénéfices, étranger à une affaire qu'il dirige par on ne sait quel privilège, exploitant les travailleurs, ses victimes. Ce que ne voient pas les socialistes, c'est que l'entrepreneur travaille et ose bâtir l'avenir à ses risques et périls, que sa réussite n'est pas due au hasard mais à ses capacités et qu'il est juste qu'il trouve une rémunération plus élevée d'un travail qui a été utile à tous.

Ce que ne voient pas les socialistes, c'est la liaison entre l'organisation de la production et la répartition. L'organisation la plus productive permet évidemment une plus grande répartition.

Sans entrepreneurs, l'économie serait perpétuellement restée dans un état de stagnation, une médiocrité uniforme, alors que grâce à eux se sont développés la richesse collective des peuples, leur niveau de vie et aussi leurs possibilités d'élévation intellectuelle et morale.

2. *Libéralisme, socialisme, corporatisme*

La difficulté majeure de l'économie politique réside dans la combinaison nécessaire de l'esprit logique et de l'esprit de finesse, ce dernier prépondérant pour rechercher la cause déterminante par l'appréciation des divers facteurs intervenant dans les phénomènes économiques.

Parmi toutes les possibilités du marché, une seule se réalise à un moment donné sous certaines conditions, et constitue la cause, l'origine de l'enchaînement de ces phénomènes.

Mais justement ces conditions sont-elles nécessaires, suffisantes, et n'en échappe-t-il jamais à l'observateur, même le plus perspicace ? Dans la complexité des phénomènes économiques, dans leurs actions et réactions, qui peut prétendre démêler à coup sûr le phénomène et sa cause, dans toute leur pureté et leur étendue ?

C'est pourtant d'une conception encore plus téméraire, puisqu'il s'agit non plus seulement de constater, mais d'agir, que sont partis socialistes et corporatistes. Pour les premiers, l'Etat peut régir sur un plan les conditions de l'activité économique la meilleure possible. Pour les seconds, les professions organisées doivent apporter par une réglementation du groupe la meilleure organisation économique. Tous deux se placent en défenseurs de la justice sociale, laissant entendre qu'elle résulterait *automatiquement* de la mise en pratique de leurs systèmes.

Nous avons montré l'inexactitude de ces assertions et notamment que les régimes que proposent et essayent de réaliser socialistes et corporatistes ne peuvent que se révéler moins productifs et moins justes.

Ce qui manque aux critiques du système économique libéral, c'est, semble-t-il, la vue *d'ensemble* sur le milieu économique général, la préoccupation d'en assurer la tendance à l'équilibre permanent, c'est-à-dire à l'adaptation aux variations perpétuelles des besoins et des débouchés, à celles de l'offre et de la demande.

La critique de la doctrine socialiste et de son

essai d'application en Russie a été faite. Nous avons vu les bases utopiques du socialisme marxiste, qui postule un changement total de la nature humaine, devenue altruiste, et ne tient aucun compte des possibilités économiques.

La doctrine corporative commet la même erreur en supposant que l'action du groupe puisse conduire à de meilleurs résultats que celle de l'État, et néglige délibérément de résoudre le problème du monde économique moderne, celui de l'équilibre économique. Elle postule aussi une transformation profonde du caractère de l'homme, dont l'action serait toute imprégnée de la notion d'intérêt général, de « l'esprit d'état ». Mais, sauf à ses débuts, l'esprit corporatif n'a pas tardé à dégénérer en esprit de monopole.

En lisant les ouvrages des critiques du système libéral, socialiste, corporatiste, partisans de l'économie dirigée, et en se plaçant au seul point de vue économique, l'on est obligé de constater que leurs considérations reposent bien souvent sur une vue partielle, — et pour tout dire : primaire, — des phénomènes économiques. Ce qui frappe, en effet, les critiques du régime libéral, c'est la faillite de certaines entreprises, le licenciement de certains ouvriers, la « crise ». Mais ce qui passe inaperçu à leurs yeux, ce sont, d'une part, les causes réelles de ces phénomènes, dus bien souvent au maintien des prix de vente à un taux artificiel, et, d'autre part, les résultats positifs du système libéral.

Comment ne pas reconnaître l'élévation croissante du niveau de vie de la population, obtenue par le jeu d'une concurrence, — qui pour être limitée n'en existe pas moins, — et par l'adaptation constante, — plus ou moins rapide, mais fatale, —

de la main-d'œuvre, du matériel et des capitaux aux besoins de la consommation ?

Sous le régime libéral, c'est, en effet, le consommateur qui est roi ; c'est lui qui détermine par son action ou son abstention le prix des produits et des services, qui à leur tour orientent la production. Que le fonctionnement du mécanisme soit loin d'être parfait, cela paraît évident. Ce qui l'est bien moins par contre, c'est qu'au nom de ces imperfections on le condamne à disparaître, sans avoir pu démontrer l'existence et la supériorité au point de vue productivité et justice d'un autre système économique.

L'apparition de la crise mondiale et sa persistance ont provoqué la formation d'un courant très fort contre le libéralisme. Il semble que son origine, d'une part, doive être recherchée dans l'ébranlement profond de la confiance des créanciers en la solidité des contrats (par exemple, les crédits « gelés » en Allemagne ont eu de grandes répercussions) et que son aggravation, d'autre part, soit due à la folle prétention de producteurs aux vues peu réalistes, de négliger la capacité d'absorption par le marché de la consommation.

Que sous couleur de diriger l'économie, l'on ait alors tenté de diriger la consommation pour écouler les stocks considérables qui pesaient sur le marché, quoi de plus naturel ? Il est dans la nature humaine de prolonger une situation facile, de fausse prospérité, au maximum de sa durée et d'employer pour cela les moyens les plus ingénieux. Pour le plus grand nombre, ainsi que pour les gouvernements qui suivent ces tendances, le présent compte plus que l'avenir ; mais la note à payer se révèle inéluctablement d'un prix écrasant.

Si l'on veut perfectionner le fonctionnement

du régime libéral, il semble qu'une amélioration éminemment désirable relèverait du domaine de la législation sur le crédit et l'administration des sociétés, afin de faire coïncider réellement pouvoir de direction et responsabilité. A l'économie actuelle dite « libérale » succéderait une économie *libérée*, — et l'on pourrait alors constater que la liberté n'est pas génératrice de désordre si elle est sanctionnée par la responsabilité.

Par ailleurs, une connaissance sans cesse approfondie, des *lois de relation* du mécanisme économique, permettrait une prévision plus méthodique et plus sûre des variations économiques, notamment des crises.

Enfin, en ce qui concerne les lois sociales, la législation du travail, il n'est pas contraire à un régime libéral de les confier à l'Etat. Le caractère de la loi, en effet, est la généralité ; une mesure générale formant un des *cadres* de l'activité économique permet une libre adaptation par les intéressés ; l'essentiel est justement de laisser la liberté au *mécanisme* économique. Mais cette législation sociale venant de l'Etat, n'est pas formée tout d'un coup, par le caprice du législateur, et n'exclut pas, bien au contraire, la consultation des intéressés ; seulement le dernier mot doit revenir à l'Etat, seul compétent pour peser la valeur des divers motifs invoqués et celle des oppositions d'intérêts manifestées.

Il semble que les divergences ne portent pas sur les fins à poursuivre (l'amélioration de la condition matérielle de l'homme), mais sur les *moyens* à employer, selon que chaque théoricien isole tel

phénomène de son milieu général. Cependant les systèmes proposés se sont révélés artificiels ou irréalisables dans les faits.

Nous avons montré *l'impossibilité de réalisation* pratique du socialisme et *l'inexistence*, au point de vue économique, du corporatisme. La Russie socialiste s'est vue contrainte de revenir à la pratique de l'épargne pour ses investissements, au rétablissement du profit, des salaires variables avec le rendement et à celui de la monnaie. L'« expérience corporative » de l'Italie n'a été qu'interventionnisme étatique, sans direction réelle de l'économie par les corporations. Sa doctrine s'est révélée comme la manifestation d'un verbalisme dépourvu de tout contenu économique substantiel.

C'est que, d'une part, le problème fondamental de *l'équilibre économique* n'avait pas fait l'objet d'une suffisante attention des socialistes et des corporatistes et que, d'autre part, ceux-ci avaient délibérément négligé le moteur général et permanent de l'activité humaine, *l'intérêt personnel*. Les deux tares les plus graves des théoriciens socialistes et corporatifs sont d'avoir considéré le milieu économique du seul point de vue *statique* et d'avoir établi leurs systèmes sur une base artificielle.

Dans une économie de rareté, vouloir fonder un système sur autre chose que le profit est chimérique. Chercher à établir une nouvelle économie qui soit viable, en la basant sur un changement de la nature humaine et en confiant à l'Etat ou aux groupes la direction de l'ensemble de l'économie, est prétention utopique.

Chercher par contre à influencer non sur le mécanisme, c'est-à-dire non directement sur les prix, mais sur les causes, les cadres, de son fonctionnement, semble parfaitement réalisable, — à condi-

tion de conformer son action, sans intransigeance dogmatique, aux leçons de l'expérience. Dans le domaine économique, en effet, tous est souple, constante adaptation, car l'économie c'est de la vie.

Une organisation *progressive* de l'économie ne peut être, dans l'état actuel de la nature humaine, établie que sur le profit, basé sur l'initiative individuelle, la responsabilité et le rendement. L'organisation de la production en vue du profit aboutit à l'adaptation de la production aux besoins des consommateurs, qui décident en dernier ressort.

C'est en cela que « entre la production en vue du profit et la production en vue du besoin, il n'y a donc pas d'opposition » (5). C'est en cela que « les hauts salaires rationnels *variant avec le rendement* » (6) se sont révélés économiques. C'est pourquoi la meilleure économie se révèle celle qui est à la fois la plus juste parce que la plus productive et la plus productive parce que la plus juste. Sa formule a été donnée d'une façon concise et vigoureuse : « Beaucoup produire et au moindre coût pour beaucoup répartir et bien répartir pour beaucoup produire » (7). Ainsi se définissent les principes d'une économie objective, basée sur l'expérience, la réalité.

Vu : Le Doyen,
G. RIBERT.

Vu : Le Président de Thèse,
JEAN LESCURE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSEY.

(5) Mises, *op. cit.*

(6 et 7) Lescure : Une économie politique sans doctrines, *Rev. d'Econ. Polit.*, 1937.

BIBLIOGRAPHIE

LIBÉRALISME

- BAUDIN. — Le crédit, 1934.
— La monnaie et la formation des prix, 1936.
- COLSON. — Cours d'Economie Politique, 7 volumes.
- DECHESNE. — Le capitalisme, la concurrence et l'économie dirigée, 1934.
- GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques.
- LABARTHE. — La liberté créatrice, 1932.
- LAROCQUE (Mlle). — La crise et les doctrines libérales françaises (Thèse, Caen, 1937).
- LAVERGNE. — Essor et décadence du capitalisme, 1938.
- LESCURE. — L'épargne en France, 1936.
— Des crises générales et périodiques de surproduction, 1938.
- NOYELLE. — Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée, 1934.
- PIROU. — La crise du capitalisme, 1934.
— Les théories de l'équilibre économique, 1934.
- ROBBINS. — La grande dépression, 1935.
— L'économie planifiée et l'ordre international, 1938.
- ROMIER. — Si le capitalisme disparaissait, 1933.
- RUEFF. — Les variations du chômage en Angleterre (Rev. Polit. et Parl., déc. 1925).
— L'assurance-chômage cause du chômage permanent (Rec. Sirey, 1931).
— Pourquoi malgré tout je reste libéral (X Crise, juin-juillet 1935).
— Défense du capitalisme (Revue Bleue, janvier 1935).
- Statistique Générale de la France.

SOCIALISME

ALEXANDRIDIS. — L'industrialisation de l'U.R.S.S. par le plan quinquennal, 1934.

N. DE BASILY. — La Russie sous les Soviets, 1938.

BAUDIN. — Cours de doctorat 1934-35.

— L'utopie soviétique, 1938.

BRUTZKUS. — L'économie planifiée en Russie soviétique, 1920.

— U.R.S.S., terrain d'expériences économiques, 1938.

GIDE. — Retour de l'U.R.S.S., 1936.

HAYEK. — L'économie planifiée en régime collectiviste.

LABARTHE. — Le socialisme, 1929.

LESCURE. — La Révolution russe, 1929.

— Le Bolchevisme de Staline, 1934.

— Une économie politique sans doctrines (Revue d'Econ. Polit., 1937).

LUCIANI. — Six ans à Moscou, 1938.

K. MARX. — Le capital.

— Le manifeste communiste.

MERCIER. — U.R.S.S., 1936.

L. VON MISES. — Le socialisme, 1938.

MOSSÉ. — L'Union soviétique au carrefour, 1936.

— L'économie collectiviste, 1939.

SCHTERBAGNE. — La politique agraire du Gouvernement soviétique, 1934.

SMITH. — J'ai été ouvrier en U.R.S.S. (Rev. Univ., 1937).

Cahiers économiques et sociaux : Bilan du communisme, 1938.

L'Europe Nouvelle.

Travaux du Congrès des économistes de langue française, 1937.

CORPORATISME

BACCONNIER. — Le salut par la corporation, 1935.

BELIME. — L'ordre réel : ni capitalisme, ni communisme, 1936.

BONNARD. — Syndicalisme, corporatisme, 1937.

BOTTAÏ. — L'expérience corporative, 1932.

BOUVIER-AJAM. — La doctrine corporative, 1937.

BOURGIN. — L'Etat corporatif, 1935.

BRÊTHE DE LA GRESSAYE. — Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat, 1931.

— Du syndicalisme à la corporation (*Politique*, janv. 1935).

CHANSON. — Les droits du travailleur et le corporatisme, 1935.

— Communisme ou corporatisme, 1937.

COQUELLE-VIANCE. — Libertés corporatives et unité nationale, 1937.

DENIS. — Cours d'économie corporative, 1937.

DUTHOIT. — Par une autorité corporative vers une économie ordonnée, 1935.

FRANÇOIS-PERROUX. — Economie corporative et système capitaliste (*Revue d'Economie politique*, septembre 1933).

— Les mythes hitlériens, 1935.

— Capitalisme et communautés de travail, 1938.

GUILLAUME. — Les corporations en Italie, 1934.

HAUSER. — Travailleurs et marchands dans l'ancienne France, 1920.

JOLLY. — La mystique du corporatisme, 1935.

JOSEPH-BARTHÉLEMY. — Corporatisme (*Le Temps*, 12 juin 1934).

— Louis XVI avait raison (*Le Temps*, 24 juillet 1934).

LE COUR GRANDMAISON. — Vers une France nouvelle, 1927.

LESCURE. — Le nouveau régime corporatif italien, 1934.

LUCIUS. — Le corporatisme devant les réalités, 1936.

- MANOILESCO. — Le siècle du corporatisme, 1934.
- MATHON. — La corporation, base de l'organisation économique, 1934.
- G. DE MICHELIS. — La corporation dans le monde, 1935.
- MUSSOLINI. — Le fascisme, 1933.
- OLIVIER MARTIN. — L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime, 1938.
- PIROU. — Essais sur le corporatisme, 1938.
- R. PRÉ. — L'organisation des rapports économiques et sociaux dans les pays à régime corporatif (Thèse, 1936).
- PRÉLOT. — Empire fasciste, 1936.
- REALE. — L'Italie, 1934.
- ROSENSTOCK-FRANCK. — L'économie corporative fasciste, 1934.
- LA TOUR DU PIN. — Vers un ordre social chrétien. Jalons de route, 1882-1907.
- VALDOUR. — Organisation corporative de la société et de la profession, 1935.
- VIANCE. — Restauration corporative de la nation française, 1937.
- Travaux du Congrès des économistes de langue française, 1936.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LE LIBÉRALISME	9
--------------------------	---

CHAPITRE PREMIER. — <i>La doctrine</i>	11
--	----

Section I. — Premières théories	11
---	----

Section II. — Défenseurs récents	23
--	----

§ 1. — La production : liberté du travail et propriété individuelle	25
--	----

§ 2. — Les échanges ; la valeur et les prix. Loi de l'offre et de la demande	27
---	----

§ 3. — La direction de l'activité humaine par les prix : l'organisation spontanée de la vie économique sous le régime de la libre concurrence	29
--	----

§ 4. — La répartition	36
---------------------------------	----

§ 5. — Les ententes entre les producteurs	45
---	----

§ 6. — Les crises	46
-----------------------------	----

CHAPITRE II. — <i>Les faits</i>	51
---	----

DEUXIÈME PARTIE

LE SOCIALISME	57
-------------------------	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>La doctrine</i>	59
--	----

1. Philosophie générale	59
-----------------------------------	----

2. Lois économiques	61
-------------------------------	----

3. Moyens théoriques de réaliser le passage au régime socialiste	68
---	----

CHAPITRE II. — <i>Les faits</i>	73
---	----

1. Le communisme de guerre	73
--------------------------------------	----

2. La prospérité sous la N.E.P.	81
---	----

3. L'agriculture après la N.E.P.	83
4. L'industrie après la N.E.P.	91
5. Les échanges : le retour au marché libre ..	103
6. Le mécanisme des investissements	107
7. Résultats comparés du libéralisme et du socialisme dans les faits	110
CHAPITRE III. — <i>Critique de la doctrine économi- que marxiste</i>	117

TROISIÈME PARTIE

LE CORPORATISME	123
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'ancien corporatisme</i>	125
1. L'ancienne conception du corporatisme ...	125
2. Le fonctionnement de l'ancien corporatisme fut-il satisfaisant ?	128
CHAPITRE II. — <i>Le corporatisme moderne</i>	135
Section I. — Ses fins diverses, ses différentes conceptions de l'organisation économique	135
Section II. — Le corporatisme d'Etat : le cor- poratisme fasciste	141
CHAPITRE III. — <i>Les réalisations corporatives</i>	147
Le corporatisme d'Etat : le corporatisme fas- ciste	148
1. Principes généraux	149
2. L'organisation syndicale et corporative	152
3. Fonctionnement de cette organisation	157
4. Son caractère purement étatique	165
CONCLUSION	171
1. « Juste prix », mécanisme des prix et plan	171
2. Libéralisme, socialisme, corporatisme	180
BIBLIOGRAPHIE	187

